

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste

HISTOIRES SECRÈTES DE LA V^e



**LE
13 MAI
ROUGE**

**SUIVI DE : Le vrai Mitterrand • Les dessous
de la "paix des braves" • Pinay contre de
Gaulle • Les galantes coulisses des ballets roses**

georges bidault

le point

ENTRETIENS AVEC GUY RIBEAUD



L'exil - L'Europe des polices - La personnalisation du Pouvoir - Les chances de la gauche en face du Pouvoir - La raison d'Etat - Le mensonge - L'Europe - Le tiers-monde - Les U.S.A. - Le Vietnam - La morale politique - Lapresse - L'information et la liberté - Le gaullisme - L'après-gaullisme - Les étudiants...



AUX EDITIONS DE LA TABLE RONDE
40, rue du bac - paris 7^e

40ème mille

*Ils n'avaient jamais connu la guerre,
ils n'avaient jamais connu de femmes
ce sont :*

LESLIE
THOMAS **LES
SOLDATS
VIERGES**



*Un livre d'une rare puissance, dont
Carl FOREMAN est en train de tirer un
film en Malaisie.*

Un volume, 256 pages, cartonné : 15,50 F
EDITIONS DE LA PENSÉE MODERNE

LE CRAPOUILLOT

Nouvelle série n° 3

Société d'Éditions Parisiennes Associées
R.C. Seine 63 B 5039

Direction - Rédaction - Administration - Publicité
12, rue du Croissant, Paris (2^e). Tél. : 508-46-32 33 34 35

CONSEIL DE DIRECTION

Jean BOIZEAU
Jean-François DEVAY
Roland LAUDENBACH

REALISATION TECHNIQUE

Guy PIAULT
Pierre GATINIOL

Abonnements (Tél. : 508-06-57)

4 numéros : FRANCE 25 F

ETRANGER 28 F (Taxes aériennes en sus)

C.C.P. : SEPA, Paris 19-61-8-03

(Pour changement d'adresse, joindre 1 F et la dernière bande)

Composition : Typo - Elysées
91, Champs-Élysées - Paris-8^e
Imprimerie Van Cortenberg
290-292, avenue Van Volxem - Bruxelles



Le directeur de la publication : J.-F. Devay
Dépôt légal : 3^e trimestre 1968

AVERTISSEMENT

DES ÉDITEURS

Une fois encore, amis lecteurs, il nous faut d'abord vous présenter nos excuses.

Ce troisième numéro du « Crapouillot » nouvelle série aurait dû paraître au début du mois de juin, comme nous vous l'avions promis.

Le voici. Il a pris pas mal de retard. Et il n'est pas exactement celui que nous vous avions annoncé.

Après la récréation des Casse-Pieds (n° 2) notre projet était de continuer l'entreprise de déboufrage de crâne inaugurée avec Le Petit de Gaulle Illustré.

Nous avons donc préparé un numéro démystificateur consacré aux Histoires Secrètes de la V^e. Ou plutôt à quelques histoires, car dans ce domaine il y a beaucoup à raconter.

C'était notre manière à nous de célébrer le dixième anniversaire du Régime.

Mais un autre Mai, inattendu et lourd d'événements, est venu. Il a commencé par empêcher la sortie de notre publication et, ensuite, il nous a contraints à en bousculer le sommaire.

Vous n'auriez pas compris qu'une Histoire de la V^e passe sous silence cette « grande secousse » qui a failli jeter bas le Régime et précipiter de Gaulle de son Olympe.

En somme, il fallait tout reprendre et commencer par la fin. C'est ce que nous avons fait.

Ce « Crapouillot » n° 3 comprend donc deux parties. D'abord un récit du « 13 mai rouge » ; il vous fera revivre par des détails inconnus, de nouvelles révélations, les trente jours qui ont ébranlé la France.

La seconde partie est consacrée à quelques histoires de la V^e choisies parmi les dix années écoulées. On y découvre pêle-mêle les véritables motifs de l'opposition de Mitterrand, les raisons cachées du départ de M. Pinay, les dessous du scandale des Ballets roses, l'explication de cette mystérieuse affaire Si Salah qui fut le tournant de la guerre d'Algérie.

Rafrâchissant la mémoire sans scrupule de nos gouvernants, ce numéro du « Crapouillot » arrache les masques, contredit les idées toutes faites, et, derrière les façades ravalées et décapées du Régime, met à jour des secrets que certains regretteront d'avoir voulu ignorer.

Découvrez-les, amis lecteurs. Et à bientôt pour la suite. Le « Crapouillot » vous donne rendez-vous à la rentrée.

1^{re} PARTIE



L'HISTOIRE SECRÈTE DE LA GRANDE SECOUSSE



LES PARIS STUPIDES

L'ARTICLE
DE
PIERRE
CHARPY

**Pompidou
part
tranquille
pour
l'Iran**

M Pompidou part jeudi ma-
tin pour l'Iran, pour

Hélas, hélas, hélas ! Il va
retrouver Paris... en char-
pie.

1958-1968 :

LES DIX ANS DE MALHEUR DU GÉNÉRAL PÉTRIN *par Henri JEANSON*

DANS un livre plein d'enseignement et d'humour, de sagesse et de formules percutantes, M. Georges Bidault dont les opinions sont fort loin des miennes, fait le point de dix ans de gaullisme. Ce livre est d'ailleurs intitulé « Le Point ». Voilà une bonne chose à lire pendant les vacances. Pendant les vacances de la légalité.

« Le général de Gaulle connaît bien les hommes et l'histoire électorale de la France jusque dans les détails, écrit-il. Il ne lui a pas échappé qu'aucun pouvoir installé et résolu n'a jamais perdu un référendum. Quelques mois avant Sedan, Napoléon III a obtenu un des plus beaux plébiscites du Second Empire en interrogeant les Français sur l'Empire libéral. Il y eut sept millions et demi de voix favorables (les femmes ne votaient pas). Les uns avaient voté pour l'Empire. Les autres pour la Liberté. Ainsi le compte y était. La leçon n'a pas été perdue et nous n'avons jamais connu sous la V^e que des questions équivoques. Comme pour l'Empire et la Liberté, il s'agissait d'astuces : Algérie ou paix, stabilité ou chaos, etc. »

Le vainqueur de Montcornet, cet Austerlitz du pauvre comme le dit avec une indulgente drôlerie M. Georges Bidault, a perfectionné le système Badinguet. Il provoque et crée des petits Sedan personnels après quoi il organise ses plébiscites.

Il faut le faire ! Mais avec ces veaux de Français, que ne peut-on se permettre ? Ainsi, en 1946, quand il quitta le pouvoir sur une grosse bouderie, il écrivit à M. Félix Gouin en manière d'auto-congratulation : « J'ai mis le train sur les rails. Je m'en vais. »

On sait qu'il espérait qu'on ne pourrait pas se passer de lui et que ces veaux de Français inconsolables le supplieraient de revenir. Mais ces veaux de Français, si veaux qu'ils fussent, n'en continuèrent pas moins à paître paisiblement, tandis que de Gaulle ruminait sa vengeance.

Comment faire dérailler le train qu'il avait, prétendait-il, remis en marche ?

Il serait trop long de raconter ici comment M. de Gaulle téléguida ses envoyés spéciaux au Palais-Bourbon. « Dans ses « Mémoires » d'un anti-conformiste » (sic) Pasteur Valléry-Radot, nouvel élu incondtionnel, note candidement :

« Lorsqu'il y avait un vote, on ne nous permettait pas de voter selon notre conscience, ainsi maintes fois bon. « Dans ses « Mémoires d'un anti-conformiste » J'avais de l'angoisse chaque fois que je pénétrais dans l'hémicycle. »

Pauvre Pasteur ! De Gaulle lui aura fait parcourir un bien dur chemin de Croix de Lorraine.

Les ministères dégringolaient les uns après les autres, mais la IV^e République, en dépit des sabotages gaullistes, n'en continuait pas moins.

Heureusement pour de Gaulle, il y avait l'Algérie, la guerre d'Algérie, suprême espoir et suprême pensée. C'est bien connu, M. de Gaulle est l'homme des catastrophes providentielles.

Et ce fut le 13 Mai, les barricades et Massu, les fausses promesses, les vrais mensonges, le chantage à l'insurrection.

**

Nous sommes en 1968. Après dix ans de Gaullismobilisme improductif, la France peu à peu retrouve ses esprits. Cela se sent à certains signes inquiétants.

La belle majorité s'effritte, l'opposition bouge et l'on constate soudain que le Général nous coûte plus cher qu'il ne nous rapporte.

Bientôt il devra rendre des comptes.

Il faudrait pour nous sortir de là quelques nouveaux petits Sedan.

Justement, les étudiants qui, depuis dix ans, sollicitent vainement une réforme de l'Université, se révoltent, occupent la Sorbonne et il y a à Nanterre un nommé Cohn-Bendit qui fait un peu trop parler de lui.

Le recteur téléphone à Peyrefitte, qui téléphone à Pompidou, qui téléphone à de Gaulle.

Utiliser les C.R.S., c'est ma meilleure force de frappe.

Le Préfet de Police, M. Grimaud, se fait un peu tirer l'oreille. Il préférerait éviter les rencontres brutales.

L'imbécile, il ne comprend rien.

Et ce sont les barricades, les occupations d'usines, les défilés, les voitures incendiées par les bombes lacrymogènes. De Gaulle est ravi. Une fois de plus, il va pouvoir sauver la France.

On va refaire le coup de la panique, menacer les veaux de l'abattoir et organiser un référendum.

— Non, pas de référendum, mon Général, mieux vaut dissoudre la Chambre et retourner aux urnes. Ces veaux de Français voteront comme des moutons surtout si vous évoquez le chaos de la IV^e et si vous les menacez des foudres de nos amis communistes.

— Mission accomplie, mon Général. Maintenant, nous voilà repartis pour dix ans. Nous pouvons tout nous permettre. Augmenter les impôts et nos dépenses de prestige. Reconquérir le Canada et le petit écran de la télévision. Faciliter et encourager la hausse des prix, justifier l'inflation, mettre la presse au pas, augmenter notre domaine réservé et si l'on nous demande des explications, nous dirons à ces veaux : c'est la faute aux pavés. La grève est un luxe que le pauvre ne peut se permettre. Elle est au-dessus de leurs moyens. Ils disposent d'un trop petit budget. C'est la faute aux syndicats, c'est la faute à Roger Couderc et à Jean Rostand. A vous de payer la note car le maintien de l'ordre n'était pas prévu au budget.

— Rompez.

— Rendez-vous le 13 Mai 1978.

— En mai 1978, de Gaulle...

— En mai 1978, de Gaulle sera Général à titre définitif.

I. - LA MARMITE DE NANTERRE-LA-FOLIE



La contestation s'étend même à l'orthographe : faut-il un s à « jamais » ?

TOUT annonçait que le dixième printemps du régime allait ressembler à tous les autres. Le 1^{er} Mai, la France qui travaille ouvrit par le défilé traditionnel le mois le moins laborieux de l'année. Mois singulier où les fêtes carillonnées de toutes sortes permettent déjà de rêver de bord de mer et de montagne en attendant le grand assoupissement des vacances.

« Solidarité des travailleurs... Tous dans la rue pour manifester contre le pouvoir gaulliste ! », proclamaient les consignes des grandes centrales syndicales. C'est un cortège maigre et morne qui processionne de la Bastille au reposoir des Communards du Père Lachaise. L'élan est absent. Le cœur n'y est pas. Et le printemps aussi n'est pas au rendez-vous.

Les deux augures du baromètre des postes périphériques Albert Simon et Jean Breton, l'avaient pourtant subodoré. Comme d'habitude, leur grenouille s'est trompée.

Entre deux échappées de soleil, d'aigres rafales souffient sur les banderoles où Charlot se voit réclamer des sous. Du trottoir, les badauds regardent comme un diver-

tissement bon enfant ces fonctionnaires de la « manif » qui brocardent Pompidou sur l'air du « Petit Navire ».

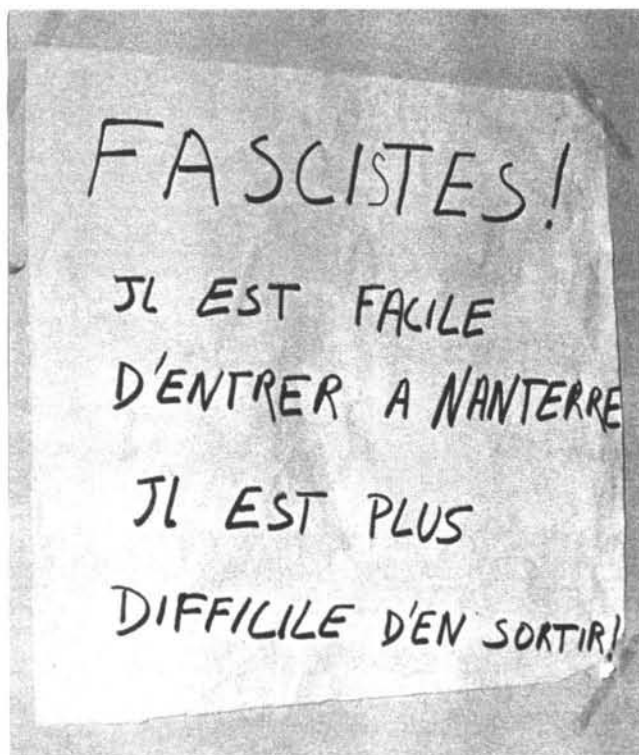
Le ciel politique, en revanche, apparaît incroyablement calme. Quinze jours plus tôt, la rentrée parlementaire a déçu encore une fois les espoirs de l'opposition.

Réduite à des escarmouches sans gloire, la « bataille » sur l'introduction de la publicité à la télévision s'est achevée en capitulation. Toutes réflexions faites, Giscard a rempoté ses cactus. Et dans ce temple mort qu'est devenue la Chambre, ce n'est pas le dépôt annoncé pour la première quinzaine de mai d'une seconde motion de censure qui peut troubler la sérénité gouvernementale.

« Monsieur Pompidou part tranquille pour l'Iran » titre à la « une » de son journal Pierre Charpy directeur de « Paris-Presse-l'Intransigeant », filiale la plus dévouée au Pouvoir de la presse lazareffienne.

Huit jours plus tard, cette gaffe journalistique soulèvera dans tout Paris une intense rigolade.

Mais Charpy n'est prophète que dans sa chapelle et



Entrer ou sortir... Pour l'instant, on reste devant le parking.

seulement pour le bon motif. Pour l'instant il ne voit rien venir. Tout comme le Premier ministre qui surgira un soir de mai à la télé au beau milieu d'une émission sur Nostradamus pour annoncer la catastrophe qu'il n'a pas su prévoir.

De Gaulle soigne son accent roumain

Ce 2 mai Georges Pompidou boucle ses valises. Il est content de lui et content de la France.

Il l'a dit à Ajaccio à ses compagnons U.N.R. « Nous sommes les meilleurs... ne nous laissons pas gagner par l'inquiétude. » Il va le redire au Shah d'Iran qui l'attend à Téhéran pour parler pétrole et aux dirigeants de l'Afghanistan qui l'ont convié à faire au pays des farouches cavaliers de Kessel une étape touristique et publicitaire.

C'est aussi ce que se prépare à faire le général-président. De Gaulle est attendu en Roumanie.

En juin dernier, la ruée vers Suez du « peuple sûr de lui et dominateur » l'a contraint à renoncer à ce voyage chez ces chers amis de l'Est.

Il ne l'a pas pardonné.

Mais rien ne doit venir contrarier cette fois une tournée qui s'annonce triomphale. Pour soigner son accent, au cours de ses improvisations dans la langue du pays, le général a fait venir chaque matin à l'Elysée un professeur de roumain. Le dossier France, lui, peut attendre.

✱

D'ailleurs pourquoi n'attendrait-il pas ? Depuis deux lustres, le gaullisme vit dans l'illusion de la grandeur et

de la stabilité retrouvée. Les princes du régime restent sourds aux grondements qui parfois se font entendre. La sévère leçon des élections de mars 1967, remportées de justesse avec l'appui des sièges exotiques de Wallis et Futuna est déjà oubliée.

Le seul mal dont souffre le pays est une maladie de langueur. La France s'ennuie.

Dans une article qui a eu un immense retentissement, Pierre Vianson-Ponte, le morose clinicien du corps politique, a diagnostiqué pour les lecteurs du « Monde » la léthargie qui frappe nos contemporains :

« Les empoignades, les homélies et les apostrophes des hommes politiques de tout bord paraissent, au mieux plutôt comiques, au pire tout à fait inutiles, presque toujours incompréhensibles. Heureusement, la télévision est là pour détourner l'attention vers les vrais problèmes : l'état du compte en banque de Killy, l'encombrement des autoroutes, le tiercé, qui continue d'avoir le dimanche soir priorité sur toutes les antennes de France.

» Le général de Gaulle s'ennuie. Il s'était bien juré de ne plus inaugurer les chrysanthèmes et il continue d'aller, officiel et bonhomme, du Salon de l'Agriculture à la Foire de Lyon. Que faire d'autre ? Il s'efforce parfois, sans grand succès, de dramatiser la vie quotidienne en s'exagérant à haute voix les dangers extérieurs et les périls intérieurs (...)

» Dans une petite France presque réduite à l'hexagone, qui n'est pas vraiment malheureuse, ni vraiment prospère, en paix avec tout le monde, sans grande prise sur les événements mondiaux, l'ardeur et l'imagination sont aussi nécessaires que le bien-être et l'expansion. Ce n'est certes pas facile. L'impératif vaut d'ailleurs pour l'opposition autant que pour le pouvoir. S'il n'est pas satisfait, l'ans-thésie risque de provoquer la consommation. Et à la limite, cela s'est vu, un pays peut aussi périr d'ennui. »

Pierre Vianson-Ponte ne va pas tarder à mesurer son

erreur. Sur la surface tranquille des eaux dormantes de l'actualité quelque chose s'est mis soudain à bouillonner. Et ce quelque chose, c'est la « marmite » de Nanterre.

Le « pieu », la drogue et le reste...

Depuis trois mois la plus jeune Faculté de France est en pleine anarchie. Face à une masse d'étudiants paisibles, uniquement préoccupés de leurs études mais impuissants à se faire entendre, une poignée de trublions impose une mini-terreur à la mode maoïste, trotskyste ou guevariste, sous les yeux d'un corps enseignant complice ou, au mieux, indifférent.

Ce n'est pas seulement par une ironie du destin que Nanterre a associé son nom à celui de la Folie. Tout concourt à entretenir l'agitation.

Premier objectif : l'installation délicate de douze mille étudiants en Lettres et Sciences Humaines dans les locaux prévus pour en accueillir sept à huit mille.

Ouverte en 1965, faute de crédits suffisants, la Faculté déjà trop petite, est loin d'être achevée. Ici et là les plâtres sont encore frais. Le campus rêvé par certains n'est qu'un vaste chantier qui se découpe sur un paysage de banlieue cénobienne : monde pavillonnaire entamé par les HLM, gangrené par les bidonvilles.

En janvier, un incident significatif s'est déroulé à la Résidence où les étudiants entendent imposer une liberté sexuelle souveraine : un certain Bigorne pris dans une affaire de drogues, comparait devant le Conseil de l'Université.

Car il se passe d'étranges choses au complexe universitaire qui devait être l'orgueil de la V^e. Stupéfiants, prostitution, pédérastie, rien ne manque à la panoplie du

parfait résident nanterrois. Le 14 février, le quotidien « Combat » qui prendra pourtant résolument en mai le parti des étudiants, écrit :

« 25 % des résidents sont étrangers et la majorité vient d'Afrique du Nord. Beaucoup de ces derniers, de l'aveu de leurs propres camarades, manquent de maturité sexuelle et considèrent la femme comme une domestique « bonne pour le pieu ». Sans complexe, à la cafétéria, ils abordent les filles et posent leur question leitmotiv : « Que penses-tu du mariage mixte ? ». De la réponse dépend la suite et la rareté de la « denrée » fait que la « proie » aura quelquefois plusieurs appétits à satisfaire. »

Ceci n'est qu'un modeste échantillon de l'intense « activité libératrice » qui enfièvre Nanterre. Le désordre n'est pas seulement dans les chambres. Il s'est installé dans les couloirs, dans les amphithéâtres et jusque dans la chaire des professeurs. Ceux-ci voient leurs cours interrompus par des énergumènes entamant à leur place un discours à la gloire de Mao Tsé-toung.

Un rouquin nommé Cohn-Bendit

Dans le ramassis des petites chapelles rivales s'excommuniant tour à tour au nom de l'extrémisme, un groupement se montre particulièrement actif. Il compte environ deux cents agitateurs qui se sont eux-mêmes baptisés les « enragés »

Ceux-là ont un prophète : un rouquin nommé Cohn-Bendit. Il se dit apatride en étant Allemand. Il s'affirme étudiant alors qu'il n'est qu'un agitateur professionnel. Par



Dans les « amphis » transformés en meetings, les poings ne sont pas tous dressés dans la même direction



Cohn-Bendit dans ses
numéros successifs :
en Penseur de Rodin
revu et corrigé ; en
imitateur de Goebbels;
en héros fatigué ; en
« Dany » pour les
dames...





dessus tout il est doté d'un culot monstre, comme l'a prouvé un incident significatif.

Ce jour-là on inaugurerait la piscine. Missoffe, le ministre de la Jeunesse et des Sports, est présent. Un tract diffusé dès le matin donne le ton de la réception : « La piscine est une plaisanterie. »

A la nuit tombante, comme le ministre s'apprête à regagner la capitale, une vingtaine d'étudiants l'abordent, menés par un personnage grassouillet en chandail et chaussures de tennis. C'est Daniel Cohn-Bendit qui, goguenard, interpelle l'Excellence :

— On a des problèmes sexuels dont vous ne parlez pas dans votre Livre Blanc.

— Faites du sport, répond le ministre qui joue volontiers au grand copain.

— Il parle comme Hitler, rétorque le rouquin.

— On l'a assez vue, cette grande gueule, crie un autre.

Toujours calme, Missoffe prend une cigarette, demande du feu puis se déclare prêt à discuter, mais en un autre lieu.

Le prophète du chambardement

Ce Cohn-Bendit dont le nom va bientôt flamboyer à la « une » de tous les journaux, « Combat » le décrit alors comme un « grand paquet de linge sale », un « tas de fumier ambulante qu'aurait dû entourer un nuage de mouches thébaines ». Il est né le 4 avril 1945 à Montauban, de parents israélites allemands réfugiés en France aussitôt après l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Il vit en France jusqu'en 1950, date à laquelle ses parents décident de retourner en Allemagne. Il y fait ses études secondaires, prend la nationalité allemande, revient en France en 1964 et s'inscrit à la Faculté des Lettres de Nanterre où il prépare une licence de sociologie.

Mais, plus préoccupé de politique et d'agitation, il n'obtient en quatre ans qu'un seul certificat. C'est d'après des propos et des tracts de lui qu'est écrit en grande partie le scénario de « La Chinoise » de Jean-Luc Godard. Au moment de l'affaire Langlois, il sera photographié en train de haranguer la foule d'un balcon. Car, à cause de sa chevelure rousse, on le remarque plus souvent que les autres.

Bientôt on contera sur lui nombre d'anecdotes : celle-ci par exemple :

Sa mère morte en Angleterre, désirait que ses restes fussent rapatriés. Il s'y opposa. « Quoique Allemand, dit-il, Marx est mort et enterré en Angleterre ; ma mère peut bien faire comme Marx. »

Bien qu'il n'ait en rien le physique d'un Don Juan, on prétend qu'il remporte de flatteurs succès auprès de condisciples dont les pères sont, dit-on, « haut placés ». On parle de la fille d'un fonctionnaire important de la police. Et aussi de Claire Missoffe, étudiante à Nanterre et fille du ministre. Mais ce dernier démentira formellement. Il accordera néanmoins une entrevue à son interlocuteur après l'incident de la piscine.

Ce qui est sûr c'est que Cohn-Bendit, « Dany » pour les dames, bénéficie d'étranges concours... Ne dit-on pas en effet dans certaines soirées du XVI^e arrondissement dont Nanterre est la Faculté, que des « héritières » aussi riches

que révolutionnaires sont « dans le coup » ? Des noms « prestigieux » affluent aux lèvres bien informées : de Wendel ? de Mittry ?

On parle aussi d'une certaine Anne, moins célèbre mais disposant depuis ses 23 ans d'une fortune considérable qu'elle aurait mise généreusement au service du rouquin prophète du grand chambardement.

Car il est parfaitement inutile de demander à quoi travaille Cohn-Bendit. Comme son émule berlinois Rudille-Rouge, il ne se réclame que de la destruction.

Écoutons-le répondre aux questions de « Paris-Match ».

— Quels sont vos objectifs ?

— D'abord saboter les examens et faire en sorte que les conditions d'enseignement cessent de préparer les jeunes à l'intégration dans une hiérarchie sociale. Il ne s'agit pas seulement des étudiants. Il s'agit de démolir complètement les cadres actuels de la société.

— Par quoi les remplacerez-vous ?

— Nous ne savons pas encore. Nous commencerons par détruire et, petit à petit, l'action nous apprendra ce qu'il faut construire.

**

Devant le défi des « enragés » que fait l'Université ? Elle ergote, elle négocie, elle prépare des « compromis ». En réalité, elle se déculotte.

Le faible doyen Grappin, un libéral de gauche pourtant traité de nazi par ses étudiants, ne trouve guère d'écho quand il tente d'alerter son ministre sur la dégradation du climat de Nanterre. En ce début de printemps, Alain Peyrefitte, si prompt à s'indigner et à dénoncer les excès quand il sera trop tard, s'enferme dans une inaction hautaine. Elle se double d'un calcul machiavélique.

Les « enragés », pour le ministre, finiront par dresser contre eux l'opinion modérée, tout en embarrassant la gauche. Ce sera très payant pour le gouvernement qui apparaîtra aux Français comme le rempart de l'ordre contre les trublions.

On touche là à un des secrets d'Etat de l'affaire. En laissant se développer le désordre malgré les avertissements prodigués, le Pouvoir songeait-il déjà à des élections possibles ? **Des élections qui se joueraient sur la peur du pays.**

« Laissons pourrir ». Pour l'instant c'est la consigne officielle.

Et, en effet, le pourrissement s'accélère. Encouragés par l'impunité, les « enragés » se rendent peu à peu les maîtres de Nanterre. L'agitation verbale se transforme en dégra-

dations, en violences collectives, en occupation des lieux.

Au nom du Vietnam ou du N Pouvoir Etudiant », des groupes organisés sèment la « terreur ». Le mot d'ordre est simple :

« Quand les révolutionnaires discutent, ils s'entredéchirent. Il faut agir pour être unis. »

Déjà, la réaction des professeurs se fait unanime. Les plus énergiques déchirent les affiches, chassent les perturbateurs, mais d'autres, ceux qui ont semé la tempête, s'interrogent :

— La « Révolution » aurait-elle quelque chance de l'emporter ?

Encore un mois et on assistera à cet étonnant Conseil de Faculté où dix rangs vides sépareront le doyen du corps professoral.

La locomotive est sur les rails

Le 22 mars à Nanterre, à 20 heures, alors que dans le Grand Amphithéâtre se déroule un concert donné par l'Orchestre de Paris, un groupe d'étudiants mené par Cohn-Bendit s'installe dans la Salle du Conseil au huitième étage du bâtiment administratif sans fracturer les portes dont ils ont les clefs. Après avoir saucissonné à la bière, il se retire vers minuit trente.

Le « Mouvement du 22 mars » naît de ce « coup d'éclat » symbolique qui fait précédent et va déclencher une intensification prodigieuse de l'agitation (1). Pour enseigner, les professeurs dénoncés comme « fascistes » doivent compter avec les projectiles les plus divers et les coupures de courant. On parle ouvertement d'assommer le doyen.

Cette fois, la locomotive folle de Nanterre, chauffée par le rouquin diabolique, est sur les rails. A chaque erreur d'aiguillage du gouvernement — et les erreurs vont curieusement se multiplier — elle va raccrocher des wagons de toute provenance.

La poignée de trublions du début va devenir légion, puis armée, foule immense. Tous ceux qui n'attendaient qu'une occasion pour contester, revendiquer, faire craquer le carcan du régime, tous ceux qui guettaient, espéraient, s'impatientaient, vont se ruer pour prendre en marche le train d'une révolution décuplée par la faiblesse et l'incurie gaullistes.

Et ce sera ainsi une course folle, hallucinante, incontrôlable, jusqu'à la catastrophe finale.

Jusqu'à cette nuit tiède de mai qui va brusquement rougeoyer des lueurs de l'émeute.



(1) A peu près à la même époque, les vendeurs du rayon des manches à balai du Bazar de l'Hôtel-de-Ville vendirent un nombre tout à fait inhabituel de ces objets : les chefs de vente du B.H.V. durent, devant l'afflux continu des acheteurs, donner ordre par le téléphone intérieur de faire monter les stocks de manches à balai de réserve et que ceux-ci enfin, furent totalement épuisés le 27 avril, ce qui tend à prouver que l'affaire était préméditée ou alors que le peuple des étudiants, par une prescience des événements, s'armait pour l'affrontement devenu de toute manière inévitable.

(Paris-Match.)

Traité de nazi par ses étudiants, le doyen Grappin ne tient plus son navire.



II. - LES GRANDS SOIRS DU QUARTIER LATIN



Le quartier Latin brûle-t-il ? Barricades, arbres arrachés, pavés qui volent et incendies. C'est le visage nouveau de Paris au mois de mai.

« **N**OUS payons une situation qui remonte à une quinzaine d'années.

Celui qui parle ainsi est une voix autorisée. C'est le doyen Zamansky dont le Régime a fait le grand homme de notre enseignement supérieur.

Sur ces quinze années — le savant professeur a omis de le préciser — on compte dix ans de pouvoir absolu du général de Gaulle et personne ne peut nier que l'Université française, sacrifiée à la bombinette et aux gaspillages de la politique de grandeur, se débat dans une misère scandaleuse.

Chez les étudiants les plus sages, les conditions de travail ont provoqué un sentiment de révolte et de frustration.

C'est cela, habilement exploité par les professionnels du désordre auxquels sont venus se joindre de troubles escouades de « blousons noirs » descendues des banlieues, qui a jeté dans la rue une jeunesse prompt à s'enflammer.

Ils sont plusieurs dizaines de milliers le vendredi 3 mai à déferler au quartier Latin. Dans le crépuscule qui tombe, les bagarres commencent, les premières barricades s'élèvent, des voitures sont mises en travers de la chaussée.

En quelques heures, l'effervescence étudiante a pris une forme dont Peyrefitte, l'apprenti sorcier aux longues oreilles, n'a pas prévu l'ampleur. Les événements qui se précipitent l'ont pris de court. Et, cette fois, le tumulte est au cœur de la ville.

Depuis la veille, en effet, Nanterre est fermée. Incapable de tenir tête aux « enragés », quelques jours plus tôt ils ont failli défenestrer le député communiste Pierre Juquin, venu porter la bonne parole du P.C., le doyen Grappin a décidé la suspension des cours. Première erreur. L'agitation se transporte aussitôt à Paris.

Juste au moment où Paris devenait enfin la capitale de la paix : les Etats-Unis et le Nord-Vietnam ont fait savoir officiellement qu'ils étaient prêts à entamer des négocia-



L'Université de Peyrefitte manquait de professeurs. Fouchet lui envoie des renforts.

tions le 10 dans la capitale française : de Gaulle jubile. C'est le triomphe de sa politique. On aménage hâtivement le Centre des Conférences Internationales avenue Kléber, pour accueillir les délégués.

Cinq cents envoyés spéciaux de la presse du monde entier sont déjà à pied d'œuvre pour suivre les pourparlers. Ils seront aux premières loges pour voir s'allumer les incendies, les cortèges des emblèmes rouges et noirs, les poings levés, la tombe du soldat inconnu profanée, des rues entières saccagées, la Bourse incendiée, Paris aux mains de l'émeute.

La police à la Sorbonne

Ce 3 mai, pourtant, tout peut être encore évité. Mais une incroyable maladresse va servir de détonateur : au mépris de traditions plusieurs fois centenaires, la police fait irruption dans la Sorbonne.

Plus tard, Peyrefitte tentera de justifier à la télévision ce geste qui va déclencher l'irréparable.

— Si les forces de l'ordre sont entrées à la Sorbonne, c'est que les forces du désordre s'y étaient introduites, a-t-il expliqué.

Exact. Mais qui leur avait permis de s'y introduire ?

L'après-midi, ils ne sont que trois cents étudiants environ, « enragés » de Nanterre et progressistes de tout acabit, à tenir la cour de la Sorbonne. Ils étaient venus — armés de gourdin et de pioches — avec une intention clairement exprimée. Ils comptaient prendre prétexte d'une menace imaginaire des « troupes fascistes montées de

province » pour se barricader dans la Sorbonne, à l'exemple de certains de leurs émules italiens. Leur objectif : un « Fort Chabrol enragé » dont le siège eut frappé l'opinion mondiale, éclipsant jusqu'aux exploits allemands de Rudi-le-Rouge !

Ce mot d'ordre de Cohn-Bendit avait couru partout. Les autorités universitaires ne pouvaient l'ignorer.

Pourquoi alors, n'avoir pas fermé la Sorbonne à cette petite troupe de forcenés ?

Deux heures plus tard, encadrés par des dirigeants P.S.U. de l'U.N.E.F. et des militants pro-chinois, les trois cents activistes passent à l'exécution du scénario et refusent d'évacuer la Sorbonne en invoquant un imminent assaut fasciste.

Le doyen Roche s'est sans doute affolé devant ce péril imaginaire. Cet homme prudent, à la fin d'une carrière chargée d'honneurs, mesure le scandale qu'allait provoquer une Sorbonne transformée en camp retranché, en pleine conférence de la paix. C'est alors qu'après une conversation téléphonique avec Peyrefitte, conversation où le feu vert lui est donné, il réclame l'intervention des forces de l'ordre.

Manœuvre fatale. L'assaut donné à ces sombres et vétustes bâtiments qui n'en restent pas moins le symbole des vieilles franchises universitaires va donner aux agitateurs le prétexte qu'il leur fallait pour appeler le quartier Latin à l'insurrection et pour provoquer parmi les étudiants un instinctif réflexe de solidarité, face à la brutale répression. L'U.N.E.F., le Syndicat de l'Enseignement Supérieur, proclament la grève générale et les professeurs de gauche, jusque-là débordés et méprisés par les enragés, saisissent l'occasion de se réhabiliter en se solidarisant avec les grévistes.

Cette fois rien n'arrêtera plus l'engrenage. La révolte est en marche.

Très vite, elle va prendre une dimension et une sauvagerie oubliées depuis longtemps. De la rue des Ecoles au boulevard Saint-Germain, les pavés volent, les grenades lacrymogènes explosent. Elles seront bientôt suivies par les grenades offensives aux effets terrifiants.

Un peu partout on braille « l'Internationale ». Cohn-Bendit et sa poignée d'enragés hirsutes redoublent d'insolence et multiplient les provocations. Ils posent aux martyrs, plastronnent au micro, exploitent à fond les bévues des autorités devant l'insurrection grandissante.

L'une de celles-ci sera la comparution du rouquin et de six de ses camarades devant la Commission disciplinaire de l'Université pour répondre des graves dégradations causées à Nanterre. Il est encore temps de sévir. Mais l'éminent aréopage qui incarne la discipline et la tradition universitaire s'inclinent piteusement devant les exigences des vandales qui ressortiront triomphalement en ricanant :

— Qu'est-ce qu'on leur a passé. On s'est bien amusé...

« La coupe est pleine », avait pourtant menacé Peyrefitte, oubliant qu'il l'a d'abord laissé s'emplir.

Joxe veut encore "lâcher quelque chose"

La nouvelle de la victoire des « enragés » se répand comme une trainée de poudre, le lundi 6 mai. Comme si on n'attendait que ce signal, des désordres encore plus graves éclatent.

On se bat au corps à corps au carrefour de l'Odéon, rue de Rennes et à Saint-Germain-des-Prés. Prétexte : la libération immédiate des étudiants (1) arrêtés au cours des premières manifestations. Le gouvernement les a fait juger et condamner à des peines de prison ferme en audience de flagrant délit.

Procédure inhabituelle, les magistrats ont siégé le samedi et le dimanche.

Car en ces premières heures incertaines où se déchire lentement le voile des illusions, le Pouvoir hésitera longtemps sur le parti à prendre : sévérité ou indulgence ?

En l'absence de Pompidou qui visite les mosquées d'Ispahan, c'est Joxe, le garde des Sceaux, qui assure l'intérim du Premier ministre. Rude corvée pour cet homme veule et indécis dont un de ses collègues a dit qu'il avait « l'âme d'un maître d'hôtel sous l'habit d'un ministre ».

Le paresseux Joxe déteste le travail et les veillées tardives. Cette histoire l'embête. Il sait que son fils Pierre, progressiste à tous crins, est du côté des révoltes. Lui-même penche à gauche et suggère de « lâcher quelque chose » comme à Evian... Il s'emploiera à temporiser jusqu'au retour de Pompidou.

Christian Fouchet, le ministre de l'Intérieur, est d'un avis contraire. Il garde une solide rancune contre ces étudiants qui ont fait de lui lorsqu'il réformait à tour de bras l'Enseignement, le personnage le plus brocardé de France.

Un mois plus tôt, en grand apparat, il a remis la garde du drapeau des C.R.S. au groupement de Lille. Au cours de la cérémonie, l'ancien locataire du Rocher Noir d'Alger,



Deux hommes très satisfaits d'eux-mêmes. Ils peuvent. Le ministre démissionnaire de l'Education nationale et le premier flic de France « démissionné » se retrouveront à la Chambre In-trouvable.

(1) On découvrira parmi ces « étudiants » un apprenti kinésithérapeute et un plombier en chômage.



En revenant de Denfert-Rochereau, Sauvageot et Geismar appellent aux barricades.

le prétorien qui a noyé dans le sang l'ultime résistance des Pieds Noirs a prononcé une allocution lourde de sens :

— La sécurité publique doit être plus puissante, plus disciplinée, plus intensive que jamais et vous en êtes le fer de lance. C'est dire les qualités que vous devez avoir...

Mais quand Fouchet, partisan de la manière forte, lance ses cohortes casquées sur les étudiants il est déjà trop tard.

“Attendons de voir la tournure”

6, 7, 8, 9 mai. Le mouvement s'étend, gagne la province. Des milliers d'étudiants manifestent. A leur tour les lycéens s'en mêlent. Partout la contestation s'installe. A des signes on devine que tout craque. A Paris, les automobiles brûlent les feux rouges, provoquent des embouteillages monstres dans la cacophonie des avertisseurs retrouvés.

Au Conseil des ministres, pour la première fois, de Gaulle descend de son Olympe et recommande la fermeté.

— Il faut en finir avec ce carnaval, dit-il.

Il est bien temps. Les meneurs ne sont plus maîtres de leurs troupes. Au plus fort des combats du lundi (bilan : un millier de blessés, 422 arrestations), des responsables de l'U.N.E.F. effrayés, ont condamné « l'action déchaînée des manifestants ». Rectification de tir dans la nuit : les mêmes « s'élèvent contre la barbarie » et invitent les étudiants à se solidariser pour participer à « toutes les actions des jours suivants ».

Et c'est le 10 mai, le vendredi terrible où la discorde va brutalement montrer son sinistre visage, le premier des Grands Soirs du quartier Latin.

A l'origine, une nouvelle maladresse de Peyrefitte : pour détendre l'atmosphère, le ministre, la veille, a lâché du lest et a promis de rouvrir la Sorbonne et Nanterre « si la situation redevient normale ». En grand secret, Peyrefitte a engagé des tractations en ce sens avec l'U.N.E.F. par l'intermédiaire de l'avocat François Sarda, gaulliste gauchissant et grand ami de Jacques Sauvageot, un des dirigeants de la centrale étudiante.

Optimiste, le grand maître de l'Université est persuadé que, grâce à sa manœuvre, les choses vont se tasser. C'est compter sans Cohn-Bendit et les siens, bien décidés à casser la négociation et qui proclament leur intention de « tenir jour et nuit » à la Sorbonne des meetings politiques.

Le soir même, Peyrefitte revient sur sa décision. La désescalade a échoué. La parole est maintenant à la rue.

Vendredi 19 h 15. Juché sur le lion de Belfort, Sauvageot vient de haranguer 8 000 manifestants. De nombreux enseignants se sont joints aux étudiants. Grossie d'ouvriers, la foule débouche sur la Santé aux cris de « Libérez nos camarades ». Le cortège se dirige lentement sur le quartier Latin, plus dense de carrefour en carrefour. Les manifestants sont près de 30 000 quand ils atteignent les jardins du Luxembourg.

Sauvageot et Geismar, son « alter ego » du S.N.E. Sup., proclament : « Nous occuperons le quartier Latin et nous ne le lâcherons plus. »

Le service d'ordre immobile attend les ordres.

Pas d'ordres. Peyrefitte, qui commence à s'inquiéter, prévient Joxe qui avise l'Elysée. Bernard Tricot, l'éminence grise du Chef de l'Etat arrive en hâte place Beauvau. On discute. Joxe tergiverse.

— Attendons de voir la tournure, dit-il.

Le préfet réclame des ordres

A 21 h 30, la « tournure » devient inquiétante. Les manifestants arrachent les grilles des arbres, les panneaux de circulation, dépavent la chaussée. Les barricades surgissent : rue Le Goff, à l'angle des rues Claude-Bernard et Gay-Lussac, rue Saint-Jacques. Il y en aura bientôt cinquante, dont certaines ornées des portraits de Mao et de Ho Chi Minh.

Au ministère de l'Intérieur, Jacques Foccart est arrivé à son tour. Son intervention suffirait, si besoin en était, à révéler que son titre officiel de « secrétaire général de la présidence de la République pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches » n'est qu'une couverture. Michel Debré est aussi sur place.

Au bout du fil, le préfet Grimaud réclame des ordres. Tout est prêt pour que les C.R.S. interviennent en force. Des fusées rouges doivent donner le signal du « nettoyage ».

— Chaque heure qui passe rendra l'opération plus difficile, prévient le préfet de police.

Debré et Foccart renchérissent, mais Joxe que l'on joint au ministère de la Justice se montre réticent. Des coups de téléphone fiévreux s'engagent. Le doyen Roche accepte de recevoir les meneurs dans son bureau. Deux membres du cabinet de Fouchet, Jean-Pierre Dannaud et Paul-Marie de la Gorce, proposent d'établir le contact. On joint l'avocat Sarda.

Dans la nuit, un extraordinaire suspense s'engage devant des millions d'auditeurs. Un coup de chance a permis à Radio-Luxembourg d'organiser sur les ondes un duplex entre Geismar et le vice-recteur Chalin.

— Je suis prêt à me rendre sur les barricades pour ouvrir le dialogue, dit celui-ci.

Alain Geismar, le visage rond et la voix éraillée pour avoir trop crié, ressemble plus à un étudiant qu'à un



Ce qui va contribuer à faire monter la tension pendant la nuit du 10 mai : les « en direct » des radios périphériques.

enseignant. Il a la spécialité de parler trop. C'est lui qui, l'avant-veille, a déclaré : « Nous coucherons ce soir à la Sorbonne. » Ce soir encore, il « en remet » :

— Ce n'est pas la peine de vous déranger, réplique-t-il sur les ondes, tant que nos quatre camarades condamnés ne sont pas libérés.

Le vice-recteur promet d'avoir dans le quart d'heure la réponse du ministre de l'Education nationale. Radio-Luxembourg enfla le suspense, fait mettre les transistors sur les balcons, réveille la France entière.

Soudain, un coup de téléphone furieux parvient au poste périphérique. De la part de M. Debré, explique-t-on.

— Vous êtes fous, fait-on savoir au poste périphérique. Seriez-vous au service de l'émeute ?

Effectivement, l'initiative de Radio-Luxembourg a eu pour effet de porter l'ultimatum des étudiants sur la place publique. Du coup, le gouvernement ne peut y céder. Il aurait pu promettre secrètement de libérer les emprisonnés, mais l'autorité de la chose jugée et le principe même des pouvoirs lui interdisent de le faire publiquement.

Toute négociation de coulisse est devenue impossible.

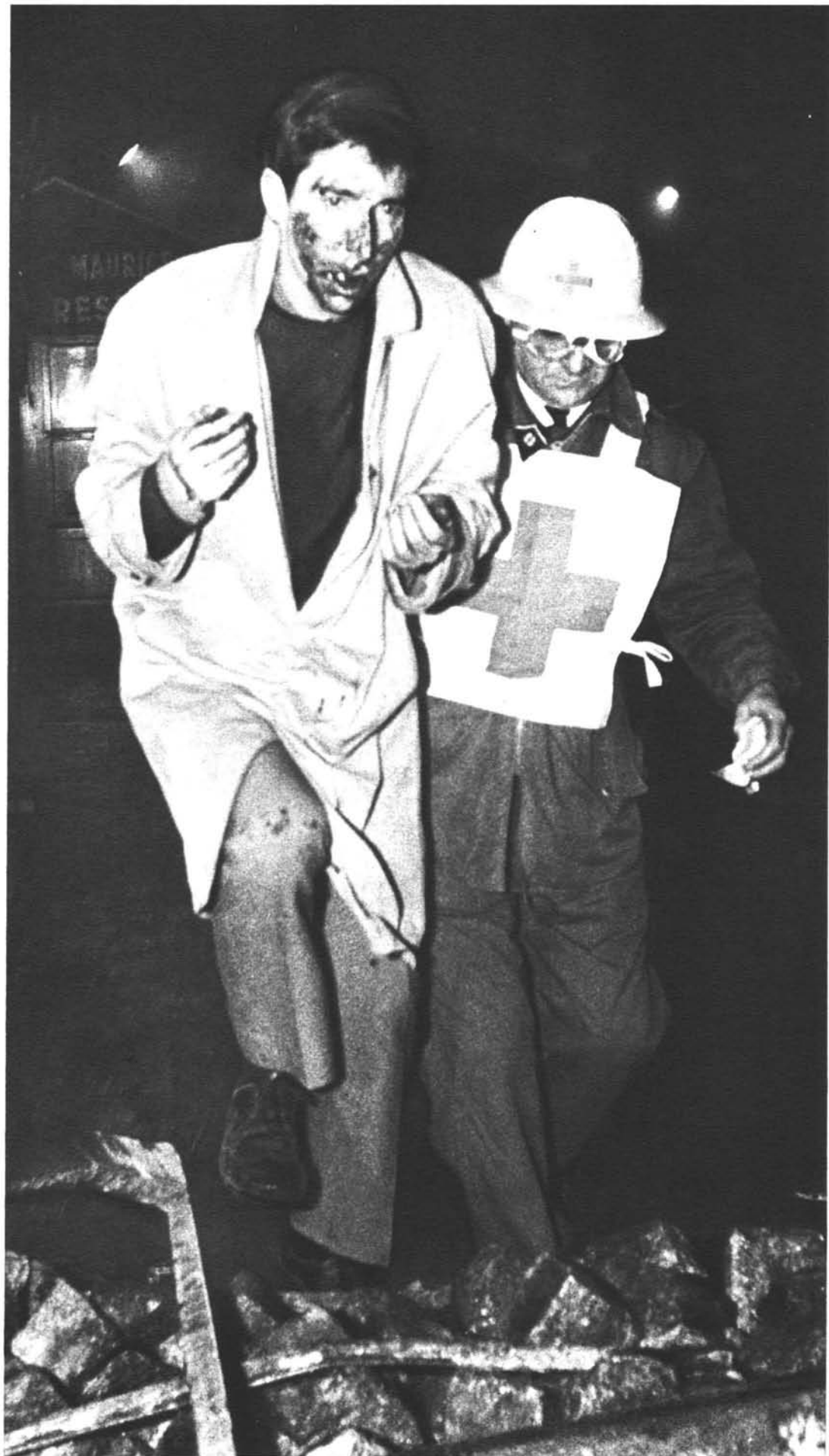
Pendant ce temps, le quartier Latin bouillonne. Pendu à son téléphone depuis des heures le préfet Grimaud s'impatiente :

— Que dois-je faire ? demande-t-il pour la vingtième fois à Fouchet.





heures du matin, place Edmond-
ostand. Une fusée rouge monte
ans le ciel. La contre-attaque des
rces de l'ordre se déclenche.
Elle sera impitoyable.





Ceux qui n'avaient pas prévu le brutal retour de bâtons.





Lendemain de bataille dans la rue Gay-Lussac. Les Parisiens n'en croient pas leurs yeux et s'inquiètent : qui payera la facture ?

Il constate que le temps perdu a permis la mise en place d'un véritable dispositif insurrectionnel : barricades et commandos sont disposés selon les techniques de la « guérilla urbaine » sous le contrôle de techniciens qu'on n'a jamais vus sur les bancs de nos facultés. Le préfet de police sait qu'il y aura « de la casse ». Il n'est plus personnellement partisan de l'assaut mais attend les ordres.

Mais, au bout du fil, c'est le désarroi. Le Pouvoir flotte.

Joxe, qui cherche toujours à céder en sauvant la face, a convoqué précipitamment Alain Peyrefitte au ministère de la Justice. Lui-même a déjà donné consigne au recteur Roche de recevoir Cohn-Bendit. Peyrefitte qui a dénoncé cet « agitateur professionnel », encaisse le désaveu. Joxe rejoint la place Beauvau. Il y apprend l'échec de sa dernière tentative. Cohn-Bendit, qui sent le Pouvoir en position de faiblesse, n'a saisi aucune perche dans le cabinet du recteur Roche.

**

Il est un peu plus de 2 heures du matin quand on se décide à agir. Devant Joxe prostré, Fouchet empoigne son téléphone :

— Allez-y ! dit-il au préfet de police.

— Une fusée rouge monte dans le ciel de Paris. C'est le signal de la contre-attaque policière : 5 000 C.R.S. et gendarmes mobiles s'élancent à l'assaut des barricades. La nuit s'enflamme.

Pour avoir trop tardé, la répression n'en sera que plus féroce. Jusqu'aux premières lueurs de l'aube, dans la fumée des incendies et l'explosion des grenades et des cocktails Molotov, les forces de l'ordre pourchassent impitoyablement les manifestants. Des scènes abominables se déroulent. Les secouristes de la Croix-Rouge, dans la confusion générale, sont matraqués. On n'arrive pas à évacuer les blessés.

« Les policiers pénètrent dans les immeubles, les appartements et se jettent sur tous les jeunes qu'ils rencontrent. Un homme sort de chez lui en criant : « Salauds, ce sont des salauds. Messieurs, j'ai fait l'Indochine, je n'ai jamais vu cela. Un jeune étudiant est venu chercher refuge chez moi. Ne tenant plus debout, il s'est écroulé contre ma porte. Une porte vitrée. Sa tête est passée au travers. Il me suppliait de l'aider. Pendant que j'essayais de le faire passer par la vitre brisée, deux flics sont venus et l'ont tiré par les pieds. Le verre lui a entaillé la gorge. Il s'est mis à

saigner. Venez-voir. Dites-le. C'est au 24, rue Gay-Lussac » (2).

Au matin du 11 mai, l'ordre règne enfin au quartier Latin (3). Mais c'est sur un paysage dévasté : barricades qui fument encore, rues défoncées, vitrines brisées, voitures incendiées.

Au ministère de l'Intérieur, les ministres, livides, découvrent l'étendue du désastre.

— Il faut réveiller le général, risque l'un d'eux.

Il est à peine six heures. Pour la première fois on va enfreindre la fameuse consigne : « Ne me réveiller qu'en cas de conflit mondial. »

Ce n'est pas la guerre qui donne à ces hommes pris de panique le courage de troubler le sommeil de leur maître. C'est bien plus grave : il s'agit de la guerre civile.



(2) Témoignage publié par le mensuel « L'Événement » organe du baron rouge d'Astier. Sans le mettre en doute, il convient de dire que les policiers n'ont pas été épargnés non plus. Les blessés les plus gravement atteints seront de leur côté.

(3) Dans la nuit, le professeur Kastler, un Prix Nobel très progressiste et qui porte une lourde responsabilité dans l'évolution de la mentalité étudiante, avait téléphoné au ministre de l'Intérieur. Voici sa conversation, telle qu'il l'a rapportée dans « Le Nouvel Observateur » :

— Je connaissais Christian Fouchet. Il m'avait remis, deux ans auparavant, la médaille d'or du C.N.R.S. Je cherchai dans l'annuaire le numéro du ministère de l'Intérieur. Je le formai sur mon cadran.

— Ici le professeur Kastler. Puis-je parler au ministre ou à son chef de cabinet ?

Je reconnus la voix de Christian Fouchet :

— Que désirez-vous cher professeur ?

— Monsieur le ministre, tous les témoignages concordent. Les forces de police ont attaqué les étudiants. Ils les matraquent en ce moment...

— Mon cher professeur, attaqué ! attaqué ! C'est un bien grand mot. Nous avons patienté pendant huit heures, huit longues heures pendant lesquelles les étudiants invectivaient la police, dressaient des barricades, dépavaient les rues. J'ai la responsabilité du maintien de l'ordre. Il faut que les Parisiens puissent circuler ce matin, aller à leur travail. L'ordre de dégager a été donné.

— Monsieur le ministre, au nom du Ciel, donnez l'ordre aux forces d'arrêter le massacre. Vous vous aliénez à tout jamais la jeunesse.

— Cher professeur, calmez-vous. A l'heure actuelle c'est presque terminé. Nos policiers sont humains. Il s'agit de nettoyer les rues. Rien de plus !

REPASSATION DES POUVOIRS



— Me voilà redevenu ministre de l'Éducation nationale, Peyrefitte.

Dessin du « Canard Enchaîné ».

CHOSSES VUES

Du jazz aux lacrymogènes

A SAINT-GERMAIN-DES-PRES, le jazz est dans la rue. Atmosphère des années 44-45. Les passants s'interrogent du regard. Mais certains ont les yeux vides de ceux qui ne comprennent pas. L'insolite est partout, omniprésent, triomphant. Il imprègne les murs des maisons. Hier, le ciel de Paris était bleu comme une orange. Tout était sur le point de virer dans l'éternité du songe. Les poubelles elles-mêmes devenaient somptueuses. Et les cars de gendarmes mobiles, massés près des guichets du Louvre, ressemblaient à ces bêtes monstrueuses et lisses qui, dans les contes, sont toujours les gardiennes des mondes fantastiques. Mais, tout à coup, c'est le réveil brutal : place Saint-André-des-Arts, l'attaque des manifestants énervés. La riposte des C.R.S., le lance-grenades en action. L'étouffement, le picotement, les pleurs. Les pierres lancées par les uns et par les autres. Un combat à la fois chimique et néolithique.

Le reflux. Profitant d'un calme relatif, un étudiant allemand s'écrie : « De Gaulle, ce n'est rien. Il n'y connaît rien ! Moi je connais mieux la politique que de Gaulle ! » ; un autre Allemand intervient. Costume gris très strict. Chemise blanche. Cravate rayée : « Tu expliques mal aux Français ce qu'ils doivent savoir. Il faut employer d'autres méthodes. »

Le monde bascule. Nous sommes près du précipice. Le gouffre est là, béant. L'appel du vide. Le désir de se boucher les oreilles, les yeux. Une

irrésistible envie de se plonger dans la nuit et de ne plus en revenir.

Mais la nuit est illuminée de gerbes vénéneuses. Les C.R.S. lancent des fusées éclairantes. De nouveau l'éclatement des grenades. De nouveau les yeux pleins de larmes. Un écran de pleurs fait un instant disparaître C.R.S. et manifestants, cars de police, matraques, grenades.

Cela ne dure pas. Le service d'ordre de l'U.N.E.F. fait la chaîne. Il repousse les quelques manifestants et les nombreux « touristes », détruisant une maigre barricade faite avant tout de poubelles et d'immondices.

— Ce n'est pas comme ça que vous allez faire la révolution, bande de dégonflés, lance quelqu'un.

— Moi, ça fait trente ans que j'attends demain, dit l'autre hargneusement.

— T'as déjà reçu des coups ? Tu veux en recevoir ? réplique l'étudiant.

Un autre étudiant se dirige vers deux jeunes filles :

— Qu'est-ce que vous fichez là ? Si vous venez pour vous faire violer, ce n'est pas le moment, foutez le camp !

— Dispersion ! Dispersion ! crient cent voix. On entend :

— Allez vous coucher, il n'y a rien à voir ! Voici le service d'ordre de l'U.N.E.F. près du



cordon de C.R.S. qui barre le boulevard Saint-Germain à la hauteur de l'église si intime, si campagnarde, si pacifique.

— Ça fait trois nuits que je ne dors pas, me dit un C.R.S., et ma femme va faire une dépression nerveuse. Alors, pendant ce temps-là, mon gosse de dix mois, qui va s'en occuper ?

Je dis :

— Attendez que je note cela.

— Non, dit le C.R.S., qui me semble proche du suicide. Ce n'est pas la peine. Un C.R.S., c'est un flic, c'est pas important. C'est bon à tuer et c'est tout.

Et il ajoute, un pli amer lui déformant la bouche :

— C.R.S.-SS ! C.R.S.-SS ! Dire que j'ai fait de la Résistance ! J'en viens à souhaiter qu'ils reviennent, moi, les SS !

Boulevard Saint-Michel. Une ambiance d'apocalypse. Peut-être parce que ces rues me sont trop familières. Le Quartier Latin n'est ni la jungle du Vietnam ou la brousse du Congo, ni les djebels d'Afrique du Nord, ni les côteaux de Verdun. Du moins pas encore. Il ne faut désespérer de rien. Ça éclate de partout. Des arbres ont été abattus. A la hauteur de la Sorbonne, à travers un rideau gris chargé de traînées blanches, on devine une effervescence étrange. Bleuâtre, frémissante. Un paquet noir de haine.

Les manifestants se lancent contre les C.R.S. Kamikazes chargés de pavés. Les brancardiers se précipitent, ils reviennent avec une moisson de corps inanimés.

Ce n'est pas un vrai combat de rues. Il y a

trop de monde. Et puis ces pierres contribuent à créer un état de cauchemar, de psychose, plus que de danger réel et définitif. Et pourtant, c'est tout de même un combat de rues. Le malaise vient sans doute de là. De cette ambiguïté. Et de cette haine que l'on sent vivante, palpitante, comme une sorte de vaste méduse.

Les C.R.S. se lancent à l'assaut. Ils repassent la première ligne des manifestants.

— Alors, voici le tour de la « Cavalerie » ! Voici un char d'assaut : c'est un énorme bulldozer qui, tout à coup, impose sa grosse masse dans cette nuit houleuse. Il renverse les arbres. Il crache, il éructe, comme un gros animal de la Préhistoire. Les manifestants sont repoussés place Edmond-Rostand.

Je vois Hernu, Mermaz, Filloud. C'est une délégation des « jeunes » de la F.G.D.S. Ils voudraient jouer les « bons offices ». Vision étonnante dans cette atmosphère gluante de gaz, chargée à ras-bord de haine étouffante, délirante, infinie, parce que indéfinie.

— Nous sommes solidaires de l'U.N.E.F., mais pas de ceux-là, dit Hernu !

Voici la délégation à la hauteur de la rue Monsieur-le-Prince. On entend :

— Les députés au poteau !

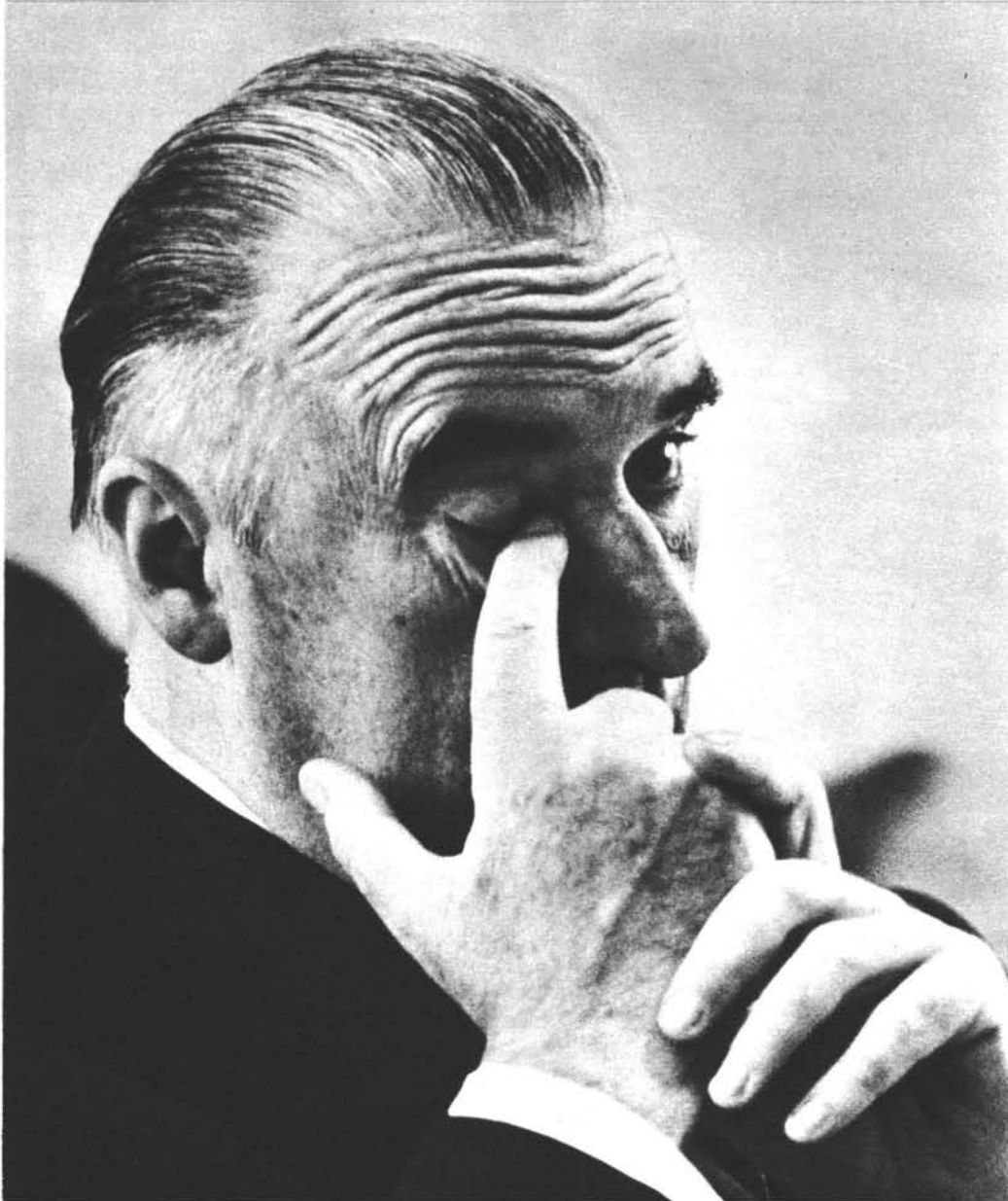
— Génération achetée !

— Mais laissez-les donc faire leur publicité tranquillement !

Extraits du reportage de Jean-Claude Kerbouch, paru dans « Combat » et publié aux éditions Julliard sous le titre « Le piéton de mai ».



III. - POMPIDOU A SON IDÉE



...mais il va se fourrer le doigt dans l'œil.

« **A** LORS, messieurs ! Vous laissez l'émeute s'installer à Paris... »

Dans le grand bureau présidentiel de l'Elysée, sous une tapisserie des Gobelins qui représente « Don Quichotte guéri de sa folie par la sagesse », un de Gaulle, amer et sarcastique accueille ceux qui ne sont déjà plus des ministres mais des coupables.

Il est 18 heures, ce samedi 11 mai. Très pâles, Joxe, Fouchet et Messmer tentent d'expliquer une fois encore les événements de la nuit.

Le matin, à leur grand effroi, ils ont découvert un vieillard absent, montrant le visage brouillé d'un homme qu'on a brutalement tiré du lit avec de mauvaises nouvelles. Ses seules préoccupations ont été de savoir si « on pouvait compter sur la troupe » et si « les ouvriers étaient calmes ».

A tout hasard, les ministres ont répondu oui.

Mais en cette fin de journée, la plus dramatique depuis le putsch des généraux d'Alger, de Gaulle semble avoir retrouvé ses esprits. C'est pour accabler les responsables.

— Cela a vasouillé, tranche-t-il, péremptoire.. Vous avez eu tort de permettre aux émeutiers de se répandre partout.



Un coup chinois : Tricot est passé par là.

Puis il s'enferme dans une méditation morose devant ses visiteurs pétrifiés. Moins qu'un mauvais coup porté à la France, l'émeute est d'abord une impardonnable offense portée à la personne du Vieux Guide. Que va penser Johnson, hier si vilipendé, parce qu'empêtré dans ses problèmes et à qui on prodiguait des leçons sur l'art de gouverner ? Que va penser l'univers, fasciné volontiers par le prestige de l'homme du 18 Juin et la stabilité française ?

« Il y a moi ou le chaos », répétait de Gaulle, comme seule alternative. Aujourd'hui, il est toujours en place, mais le chaos, aussi, est là.

Fidèle entre les fidèles, Messmer ose le premier rompre le silence. Il suggère au général d'endosser son uniforme pour venir à la télévision parler vigoureusement au « cher et vieux pays » et redresser la nef de l'Etat comme il l'a fait dans d'autres tempêtes. Mais la volonté rageuse du vieux timonier paraît brisée. Pour l'instant du moins.

Méprisant, il coupe court :

— De Gaulle n'a pas à se compromettre dans un fait divers.

Puis, le Guide se lance dans une divagante explication.

— C'est la faute des Chinois. Mao ne me pardonne pas d'avoir convoqué à Paris la Conférence de la Paix. Il veut la saboter.

Les ministres se regardent avec effarement. Mais personne ne prendra sur lui de contredire le génial penseur planétaire ; personne ne le ramènera à la criante réalité : l'immense mécontentement des Français. Et c'est ainsi que la confiance égarée, pieusement recueillie par Bernard Tricot, fera l'objet d'un communiqué de source autorisée que l'A.F.P. diffusera en priorité sur les télécriteurs.

« On déclare voir dans les manifestations de cette nuit l'intervention de forces hostiles au retour de la paix, alors que se déroulent à Paris les pourparlers sur le Viêt-nam. »

Immense éclat de rire dans Paris qui découvre que 40 000 Chinois ont envahi le Quartier Latin la nuit précédente.

Il s'agit bien de cela. En fait, à l'annonce des événements, la révolte s'est propagée dans toutes les grandes villes de France. Et pas seulement dans les milieux universitaires. Presque unanimes, les syndicats qui ont tardivement flairé l'instant favorable, appellent à la grève générale le lundi suivant, sans se soucier des préavis exigés par la législation gaullienne. La Fédération et les Communistes ont, dès le matin, réclamé la réunion immédiate des Chambres.

D'un seul coup, l'insurrection étudiante débouche sur la crise politique.

Et elle ne s'engage pas dans des conditions favorables. L'opposition de gauche n'est pas seule à s'indigner. Le groupe-cactus des giscardiens a proclamé « sa tristesse ». Il dénonce « l'impuissance des autorités à mettre en œuvre, depuis des années, une réforme de l'enseignement supérieur ».

La majorité, aussi, va-t-elle se disloquer ?

Mais de Gaulle, muré dans ses silences bougons, n'a rien deviné, rien compris de la « grande secousse » qui va bouleverser la nation jusque dans son tréfond. Tous les témoignages concordent sur ses réactions au cours de ces heures capitales. Il flottait, hésitant à blâmer ou à approuver les mesures prises et revenant sans cesse au seul sujet qui lui tenait à cœur : son départ pour la Roumanie.

— Tout doit être rentré dans l'ordre avant mardi, répète-t-il en congédiant ses ministres.

Ce mutisme du chef de l'Etat contribuera gravement à augmenter le désordre. Il donnera à certains l'impression que le pouvoir, comme en 58, est à ramasser.

L'opinion ne comprendra pas. Pour le carré des fidèles, parmi lesquels Debré, c'est une cruelle désillusion : le grand homme n'est plus que l'ombre de lui-même.

Pour la première fois, dix ans après le 13 Mai, on crie impunément dans les rues de Paris : « De Gaulle assassin... De Gaulle démission... »

Dans le naufrage qui se prépare, les regards se tournent vers Pompidou. Saura-t-il prendre la barre ?

Au beau milieu de Nostradamus

Ce même soir du 11 mai, à 19 h 15, Pompidou atterrit à Orly. Le dauphin du régime a le visage bronzé par le soleil de la vieille Asie. Il est enchanté de son voyage, mais fâché des événements parisiens et furieux des méthodes employées.

D'emblée, il annonce aux journalistes qu'il a une autre façon de voir les affaires françaises.

— Figurez-vous que j'ai mes idées là-dessus, lance-t-il, avec une menace dans la voix.

C'est un homme très optimiste, M. Pompidou, habitué des lieux où le bonheur passe. Il n'a pas le goût du drame et il est persuadé que ses subalternes ont accumulé gaffe sur gaffe. Ce qui est d'ailleurs exact.

Sans prendre le temps de passer se changer chez lui, quai de Béthune, il fonce à l'Hôtel Matignon. Son directeur de cabinet, Michel Jobert, lui expose « le dossier » dans la voiture.

Le Premier ministre a été tenu jour par jour au courant. A son cabinet, l'homme chargé de faire la liaison avec l'Education nationale est un agrégé nommé Henri Domerg. Peu de gens savent que cet attaché banal est, en réalité,



DIX ANS APRES LE 13 MAI TRICOLERE, LA MAREE ROUGE DEFERLE SUR LES BOULEVARDS.

le beau-frère de Pompidou, dont il a épousé la jeune sœur. En lui, le Premier ministre a eu un informateur sûr.

Avant de partir pour Téhéran, Pompidou avait donné pour consigne à son ministre de l'Education nationale :

— Laissons les extrémistes se bouffer entre eux.

Or la petite guerre des extrémistes a disparu dans l'embrasement général. Il convient donc de rectifier le tir, quitte à faire porter le « chapeau » à Peyrefitte, qui est d'ailleurs virtuellement démissionnaire.

— Il faut rouvrir la Sorbonne ; nous avons tout à y gagner, estime maintenant le Premier ministre.

En expliquant que si les enragés s'avisent de mettre le feu aux facultés, ils se couperaient définitivement des syndicats et de l'opinion publique.

Bref, Pompidou entend se poser en conciliateur. A 9 heures du soir, il est dans le bureau du général à qui il expose son plan :

— Je regrette, dit-il en substance, les ordres de répression donnés la nuit dernière. Ce fut une erreur comme la réquisition des mineurs, en 1963. Et cette erreur a été commise, mon général, sans que vous ayez été consulté.

« Bougnaparte » montre là son habileté. Il poursuit :

— Il n'y a pas d'autres solutions que de durcir notre position — aux risques de conséquences que je me refuserais d'assumer — ou de donner provisoirement *satisfaction aux étudiants*. C'est à mes yeux la seule manière de désamorcer la grève générale.

De Gaulle, indifférent à tout ce qui n'est pas son voyage roumain, donne son accord. L'O.R.T.F. est avisée que le Premier ministre va s'adresser le soir même aux Français. C'est, par deux fois, l'interruption cocasse de l'émission sur « Nostradamus ». Le visage grave, pour mieux donner l'apparence du sang-froid, l'homme qui n'a pas su prévoir annonce qu'il donne satisfaction aux émeutiers : « J'ai décidé de rouvrir la Sorbonne... »

Cet encouragement à la révolte se double d'une erreur plus grave. Pompidou promet de faire remettre en liberté les manifestants arrêtés, balayant ainsi toute apparence d'indépendance de la magistrature. Au passage, il désavoue également la police, autre soutien du régime.

Ce n'est plus la conciliation. C'est une capitulation sans condition, celle qui précède la chute des Etats. Le tortueux manœuvrier de Matignon ne va pas tarder à en recueillir les fruits amers.

Comme au temps du "Front Popu"

« Dix ans, c'est assez ! De Gaulle à la retraite ! Gouvernement populaire ! C'est la lutte finale... » La rue répond à Pompidou. Rien qu'à Paris, un demi-million de manifestants défilent en un cortège interminable de la République au Champ-de-Mars.

Ce jour devrait être celui du souvenir du 13 Mai 58. Dix ans après le printemps des trois couleurs, qui porta de Gaulle au pouvoir, c'est « L'Internationale » qui retentit sur nos boulevards. Bariolée de banderoles et de drapeaux rouges, une mer humaine déferle. Et ses cris, ses chants sont un sinistre écho aux « Marseillaises » de la résurrection.

Au premier rang des manifestants, côtoyant les caciques du P.C. qui, trois jours plus tôt, le traitaient de « sale petit

bonhomme », parade Cohn-Bendit. Gonflé d'importance, l'anarchiste allemand vitupère la société bourgeoise.

Il a démontré que la violence payait. Pour les chefs syndicalistes, défilant sagement rangés derrière lui dans leur costume gris du dimanche, la leçon va servir.

L'histoire recule à pas de géant : c'est 1936 et le « Front Popu » qui recommencent.

Les vieux sortilèges gaullistes eux-mêmes n'ont plus cours. Avant de s'envoler pour Bucarest, de Gaulle a fait savoir qu'il consentirait à parler le 24 mai : sept minutes, pas plus.

Trop tard. Son régime part à la dérive au jour anniversaire de sa naissance. La V^e République sombre dans l'incapacité comme la IV^e avait sombré dans la panique.

L'anarchie s'installe dans les choses et les esprits. Les



Inscription relevée sur les murs de la Sorbonne. Qu'en pensent les nouveaux prêtres ?

doyens des facultés se déclarent favorables aux réformes les plus invraisemblables exigées par leurs étudiants. A Strasbourg, le drapeau rouge flotte sur la vieille université alsacienne dont les enragés locaux proclament l'indépendance. Un peu partout, on remet en cause le principe des examens, au grand effarement du professeur Kastler, un des apôtres de la contestation, qui gémit :

— La suppression des examens ramènerait l'Université au capitalisme féodal.

Lui aussi est dépassé.

La tentative de récupération échouera.

Mais c'est à la Sorbonne surtout que va triompher la révolution culturelle. Dès le 13 mai, un carnaval rouge a pris possession du temple où, depuis dix siècles, se forment les élites de la France.

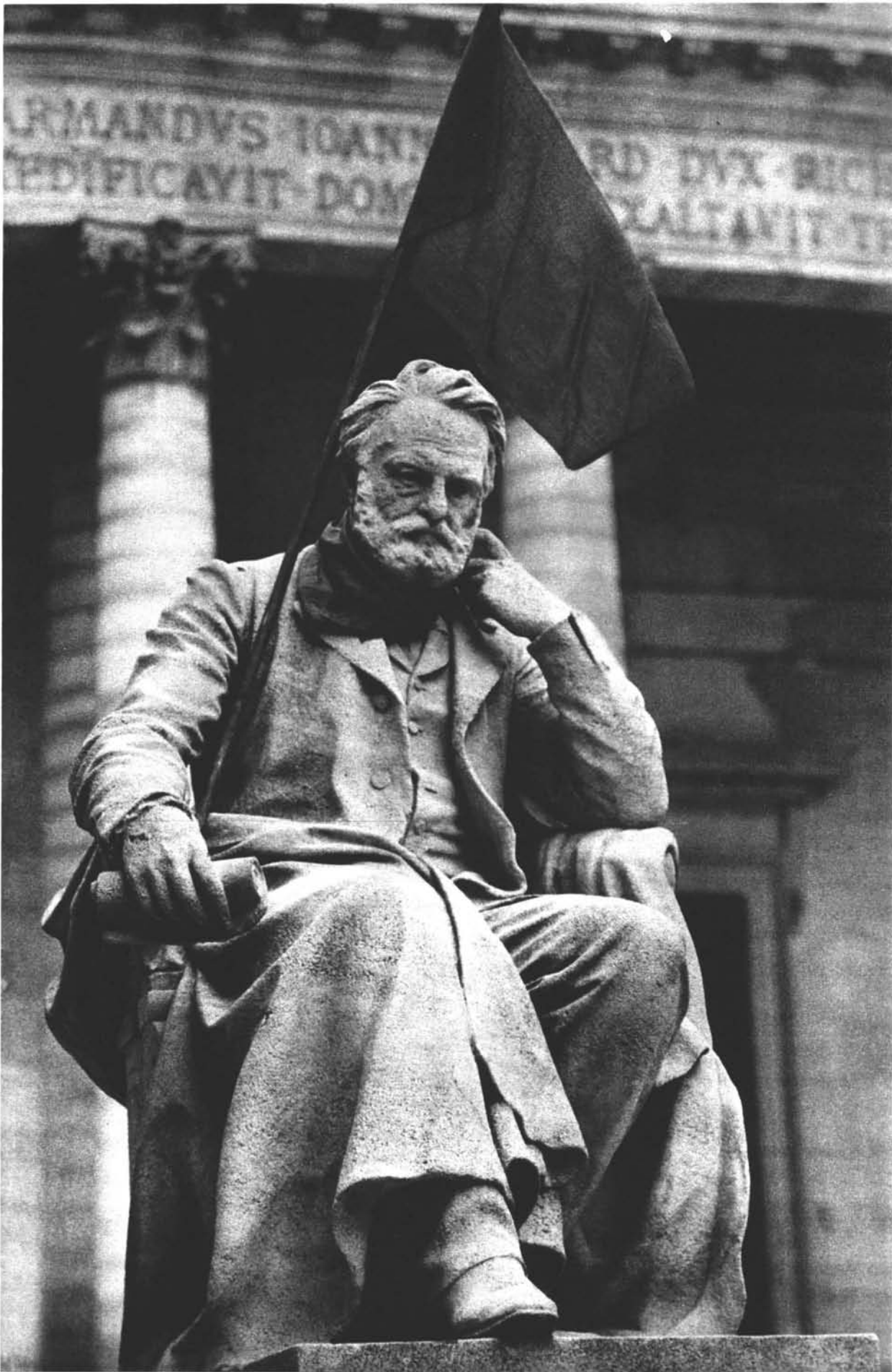
Autour du tombeau de Richelieu, c'est la saucissonnade. Ici, un orchestre de jazz, là on recouvre les vénérables fresques de slogans anarchistes. Dans les bureaux isolés, on s'applique à mettre en pratique la « libération sexuelle ». Dans chaque amphithéâtre, on discourt, on s'injurie, on chante, on « interdit d'interdire ».

L'ambiance est un compromis entre la commune chinoise, 1848 à l'heure du transistor, la Commune et la fête à Neuneu. Sur la place, la statue d'Auguste Comte est crépée de rouge. Un « étudiant » d'une cinquantaine d'années, barbu comme un prophète, lance à un auditoire d'une centaine de personnes :

— On nous accuse de faire du folklore. Eh bien ! je préfère le folklore au chlore. Nous sommes contre la société de consommation.

Une fille blonde, prête à éclater dans son pull-over et son blue-jean, me vend le journal « Le soulèvement de la jeunesse, organe pour l'Union de la Jeunesse et de l'Externité » (sic).

Une concierge vient témoigner de la brutalité policière. A l'entrée, le service d'ordre, en brassard



Cravaté du drapeau noir de l'anarchie, Victor Hugo contemple la vieille Sorbonne en délire. En attendant le châtement...

rouge, fait les cent pas et de temps en temps marmonne quelques instructions dans un talkie-walkie. Dans chaque amphithéâtre, on discute autour d'un thème. Il y a le comité contre la répression sexuelle, où un individu, ravagé de tics, réclame l'amour collectif, le comité université-travailleurs, où un ouvrier vêtu comme un personnage de Zola, explique que « l'ouvrier, son vrai nom, c'est l'homme. Le travailleur travaille, l'étudiant étudie ».

Tonnerre d'applaudissements. Dans la cour, on propose pour 40 centimes le petit livre rouge, luxueusement édité à Pékin, ainsi que d'autres écritures saintes et images pieuses de la révolution. (1)

Les ouvriers prennent le relais

Le 15 mai, journée pivot. Pompidou, à son réveil, apprend une mauvaise nouvelle. Dans la nuit précédente, l'Odéon-Théâtre de France a été occupé à son tour (voir notre document en annexe). Le drapeau rouge flotte à quelques mètres du Sénat.

— C'est la Corse ! ricane Jacques Baumel au Palais-Bourbon.

L'ancien chef de l'U.N.R. revient par la pensée aux journées libératrices de l'autre 13 Mai, quand ses amis, le colonel Thomazo et Pascal Arrighi, transportaient à Ajaccio le soulèvement d'Alger. Les insurgés d'aujourd'hui n'ont pas eu à franchir la Méditerranée. Ils se sont contentés de traverser le « Boul' Mich' ».

Mais des événements autrement préoccupants se déroulent. L'incendie a gagné les ouvriers. A Nantes, ceux de Sud-Aviation ont enfermé le directeur dans son bureau, puis ils ont coupé le téléphone et soudé la porte au chalumeau. A Cléon, près de Rouen, une filiale de Renault créée pour soulager la région parisienne, de jeunes métallos ont débrayé. Ils ont agi sans attendre les consignes syndicales.

Ces flammèches de la révolte vont rapidement s'étendre. A Flins d'abord, puis à la vieille usine-mère de Renault-Billancourt, où des commandos, montés de Cléon, sont venus prêcher l'action directe et la fraternisation avec les étudiants.

Là aussi ce sont des jeunes qui lancent le mouvement. Moyenne d'âge des commandos : 27 ans. Presque tous appartiennent à la C.F.D.T., ce syndicat dur qui trouve que la C.G.T. s'embourgeoise. Mais celle-ci, à son tour, pour ne pas être débordée sur sa gauche, saute dans le convoi des grèves (2). Ses dirigeants vont tout faire, désormais, pour s'installer dans la locomotive et en contrôler l'allure. Le vieux Benoit Frachon, son président d'honneur, ancêtre des luttes ouvrières, est en voyage au Japon. Il décide d'abréger son séjour et de rentrer à Paris.

Dans la matinée du 16, les portes des usines se referment un peu partout en France sur les ouvriers. Rhodiaceta, à Lyon, a donné le signal. Dans chaque grande ville, les préfets signalent des débrayages avec occupation des ateliers.

(1) Pendant les événements, la Sorbonne deviendra pour les snobs du Tout-Paris l'endroit où il faut être vu : Marie-Laure de Noailles (née Bischoffsheim) y viendra accompagnée de sa cour de richissimes oisifs. On signalera également la présence de Guy de Rothschild flanqué de son chauffeur.

(2) « Si le gouvernement cède aux étudiants en leur rendant la Sorbonne », diront les comités de grève.



Ci-dessus : une nouvelle forme d'exercice pratique.

Ci-dessous : le seul programme dont se réclament ceux qui interdisent d'interdire.





Première décision de l' « Université critique » : on badigeonne les fresques « décadentes » de Puvis de Chavanne. Place aux slogans surréalistes.





Et pendant ce temps-là, de Gaulle, en Roumanie, se remonte le moral en goûtant l'eau-de-vie locale.

Le Premier ministre, cependant, se refuse encore à croire à une grosse vague sociale. Il spéculé sur les traites de la voiture ou de la machine à laver et sur la proximité des congés payés. Il ne sait pas qu'a commencé la plus formidable grève sur le tas que la France ait connue depuis Léon Blum.

Seul Fouchet paraît soucieux. Il s'en ouvre à Pompidou :

— Vous avez joué le pari de la désescalade en cédant aux étudiants alors que nous avions établi l'ordre. Nous avons perdu la face.

Un fait tracasse le responsable de l'ordre. Il sent la police glisser entre ses doigts. Il a eu une entrevue orageuse

avec Monate, chef du syndicat des « en tenue ». Les « en bourgeois » bronchent eux aussi. Le syndicat des officiers de police chargés des renseignements généraux vient de se réunir.

— Nous décidons dès maintenant de ne plus rechercher d'informations, décide sa motion.

Le Pouvoir, qui a déjà les bras coupés, va-t-il aussi devenir aveugle ?

Michel Debré, partisan des solutions énergiques, s'inquiète aussi de voir l'agitation ouvrière prendre « des mains fragiles des étudiants » le relais de la révolte.

— L'économie, dit-il, serait incapable de résister à une vague de revendications à la veille du Marché commun.

Le 16 au soir, c'est Gorce qui crie au secours. Il craint une attaque de commandos estudiantins contre le « Palais Gruyère » de l'O.R.T.F., quai Kennedy.

La télévision ! C'est la force de frappe du régime. Fouchet rameute quelques unités de police en priant le ciel qu'elles n'aient pas à intervenir.

*
**

Et de Gaulle ? Que fait-il ? Le général, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ne se désintéresse pas du tout des événements. Il a même décidé hardiment d'aller haranguer les étudiants.

Ce sont évidemment les étudiants roumains. Pour l'accueillir, ils ont étendu sur le pavé un tapis de roses. Ils poussent des hurrahs !

Situation qui serait grotesque pour tout autre, moins sourd aux rapports alarmants qui parviennent de Paris. De Gaulle n'a d'oreilles que pour ces acclamations dérisoires. Il est dans son bain. Son bain de foule. On lui a offert le pain et le sel à la mode féodale dans un coin perdu de la Petite Valachie. Il a bu une rasade de zuica, l'eau-de-vie locale, reçu les clefs de la ville et prodigué d'étranges harangues.

A Bucarest, il s'est félicité « du vent salubre qui se lève sur l'Europe » et médusé les officiels en laissant tomber cette phrase prudhommesque :

— Vous êtes faits, vous les Roumains, pour vivre en Roumanie.

En attendant, c'est en France que le vent souffle en cyclone. Rien ne semble plus pouvoir arrêter l'inexorable marche de la révolution. Le pays s'enfonce dans l'anarchie. La grève a gagné les mines, les chantiers maritimes, les P.T.T., les transports. Il n'y a plus de trains, plus de courrier. On compte déjà deux millions de grévistes. Ils seront bientôt neuf millions.

Instinctivement, les Français retrouvent les gestes des heures les plus sombres, celles qui précèdent les catastrophes. On dévalise les magasins d'alimentation. Des queues se forment devant les guichets des banques.

« A Genève, à Lausanne, des files de voitures immatriculées en France arrivent chargées de citoyens de l'hexagone qui viennent déposer des fortunes en billets de banque que les banquiers bientôt ne savent plus où mettre. 500 milliards en quelques jours. Les douaniers français sont invisibles. Dès que la Banque de France a cessé de faire acheter à New York ou à

Bâle tous les francs français qui arrivent sur le marché, le franc tombe de 85 à 70 centimes. Puis enfin plus personne n'en veut (3).

Cette fois, Pompidou prend conscience de son échec. Il a perdu le pari de l'apaisement. Mâchoire contractée, le teint plombé, il a tenté de sauver la face à la tribune de la Chambre, sans convaincre quiconque.

« Le gouvernement doit défendre la République. Il la défendra... »

Avec quels moyens ? Les commandes ne répondent plus. Ordre est donné de rappeler dix mille réservistes de la gendarmerie, mais le bruit court qu'un escadron de C.R.S. stationné dans le Nord a refusé d'embarquer pour Paris. Il faut faire appel à la troupe. Un message codé classé « priorité absolue » alerte Seydoux, notre ambassadeur à Bonn. C'est une requête du Quai d'Orsay adressée au ministère fédéral des Affaires étrangères : le gouvernement français demande qu'on veuille bien ouvrir aux troupes stationnées en Allemagne les routes et les voies ferrées sur simple préavis de deux heures.

— Vous en êtes là ! s'exclame Brandt.

On en est là. Et, cette fois, la panique a gagné le trop confiant Premier ministre (4). Pompidou se décide à appeler de Gaulle à Bucarest. Son ton est suppliant :

— Vous êtes seul capable de redresser la situation.

Le général veut bien reconnaître que « le tissu craque ». Il consent à avancer son retour d'une demi-journée. Il sera là dans la soirée de samedi.

A 21 heures, la Caravelle présidentielle se pose à Orly. De Gaulle apparaît. Il a un sourire figé. Pas de mots historiques. Pas de flon-flon. Pas de T.V.

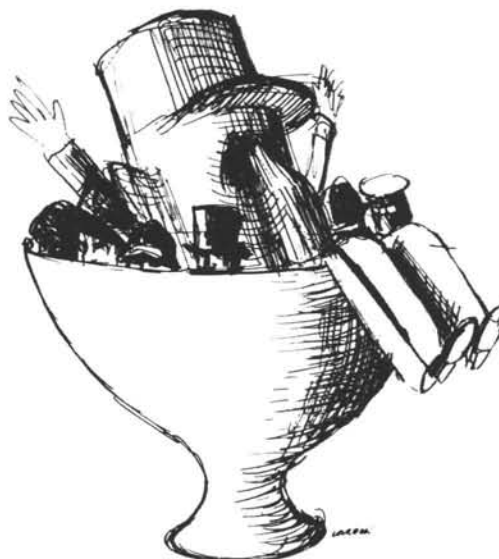
Le triomphateur de Bucarest serre hâtivement quelques mains et, dans la seule compagnie de Pompidou, regagne furtivement l'Elysée en traversant un Paris désert.

Cette nuit-là, l'impression générale est qu'il y a de l'article 16 dans l'air.



(3) « Paris-Match ».

(4) « Ce n'est pas Pompidou, c'est Pompitrouille ». Surnom donné par Henri Jeanson dans sa chronique de « L'Aurore ».



Dessin paru dans « l'Enragé »,
organe des étudiants né
pendant les journées de mai.

CHOSSES VUES

Où l'on voit comment l'imagination prend le pouvoir, l'exerce et le perd



LE 15 mai, à 23 h 30, la représentation des ballets Paul Taylor, du théâtre des Nations, s'achève à peine sur la scène de l'Odéon-Théâtre de France, que plusieurs centaines d'étudiants venus de la Sorbonne s'apprêtent à donner une suite impromptue au programme. Sur les marches, spectateurs et « révolutionnaires » se croisent sans qu'aucun heurt soit à signaler. « L'imagination prend le pouvoir » annonce un tract.

« Le Mouvement Révolutionnaire des étudiants et des travailleurs s'étend aujourd'hui aux institutions et aux pseudo-valeurs culturelles de la société de consommation.

Le théâtre, la peinture, le cinéma, la littérature, etc., ne sont plus des arts : ils sont devenus des industries accaparées par une élite dans un but d'aliénation et de mercantilisme.

L'ART C'EST VOUS. LA REVOLUTION, C'EST VOUS. ENTREE LIBRE à l'ex-théâtre de France à partir d'aujourd'hui. »

C'est signé : une section révolutionnaire du 10 mai.

Dans la rue, pas le moindre policier. Des curieux seulement, de plus en plus nombreux. Aucune résistance ne vient donner à cet assaut la couleur héroïque qu'il méritait légitimement. Comme tant d'autres citadelles « bourgeoises », en ces jours et ces nuits de globales contestation et démission, celle-ci tombe sans bruit, mollement.

En accord, dit-on, avec des leaders étudiants, le ministre des Affaires culturelles, pour qui « l'ère des révolutions est terminée », a donné ordre « d'ouvrir et d'entamer le dialogue ».

MM. Malraux et Barrault espèrent-ils assister à la gestation effervescente du Théâtre de Demain ? On le chuchote dans les coulisses bourdonnantes de ce nouveau forum, satellite de la Sorbonne, où toutes les maladies de l'intelligence française contemporaine vont trouver des porte-parole véhéments et exemplaires.

Ce soir le plateau est surchargé d'hirsutes, d'échevelés, involontaires comédiens de leur propre idéal : « la Révolution sans visage » cherche des masques et personne ne s'étonne que les « Soixante-huitards » transforment un théâtre en Assemblée ; les Quarante-Huitards avaient fuit l'inverse.

Font seulement défaut, mais cruellement, les grands rôles du répertoire révolutionnaire. Car Barrault, qui harangue en ce moment et se solidarise, joue faux malgré son évidente et frémissante bonne volonté. « Barrault assis », crie-t-on et Barrault s'assied. Un comédien venu de l'Est prend la parole. Il dénonce la trahison dont se rend coupable le Mouvement du 22 mars.

« Camarades, dit-il, je suis votre mouvement depuis quelques jours, mais il prend un caractère plutôt anarchique que positif. Le problème du théâtre aurait pu être envisagé et discuté quelques jours auparavant ou en ce moment même à la Sorbonne ou dans d'autres facultés, mais pas ici. Il aurait mieux valu, camarades, aller ce soir occuper les Folies Bergère qui sont le vrai symbole de la culture bourgeoise mercantile. »

Il n'en faut pas plus pour déclencher un tonnerre d'applaudissements et tous les révolutionnaires d'entonner en chœur : « Aux Folies Bergère ! Aux Folies Bergère ! »



Charité bien ordonnée commence par soi-même. Madeleine Renaud renaude : « Vous n'auriez pas pu aller faire ça ailleurs. » Et Barrault trouve que la générale dépasse ses espérances. Il en mourra.

Alors, dans le tumulte, Madeleine Renaud s'avance. Toujours aussi frêle, elle émerge à peine de la foule, comme de la boue de « Ah les beaux jours ». Elle aussi salue fièrement l'occupation, par ce « vaste et généreux mouvement », d'un des hauts lieux du théâtre anti-bourgeois. Mais pourquoi celui-ci précisément et seulement, s'étonne-t-elle ?

« A l'hospice », lui crie-t-on, et la voix intenable de la grande actrice prend un léger tremblement que d'aucuns attribuent au plaisir, car il y a de la volupté dans l'abaissement.

Pourtant, n'est-ce pas ici — poursuit-elle — que furent montés Ionesco, Beckett et Genet, Genet surtout...

« Derrière un paravent de CRS », rappelle Hubert Deschamps, à gorge déployée et debout sur un fauteuil.

Car il plaisait alors à « l'Etat policier » qu'on insultât l'armée qu'il avait mise en pièces. Les pets épiques de Genet lâchés à la narine d'un officier mourant exhalaient un fumet tout à la fois gaulliste et progressiste en diable.

On jouait et gagnait sur les deux tableaux. Mais aujourd'hui n'est-ce pas « Fin de partie » pour de vrai ? Les poubelles de l'Histoire sont béantes, dit-on. Plus comédien et mauvais que jamais, Barrault s'y précipite et joue sa propre mort.

« Il n'y a plus de directeur de Théâtre de France, s'écrie-t-il le 16 mai. Barrault est mort. »

Donc voici Paris doté d'un authentique théâtre révolutionnaire. Le drapeau tricolore a été amené et remplacé par le drapeau rouge. « L'Odéon est libre » annonce un calicot ce-

pendant qu'une pancarte précise à l'entrée : « Dans les circonstances actuelles, l'Odéon est fermé au spectateur bourgeois. »

Mais dès demain reviendront les visons, en curieux, en émoi...

Le spectacle est dans la salle et Raymond Rouleau offre ses services. Il est intéressé par cette scène soudain vacante, un peu étroite toutefois pour la prochaine « Nuit de la Gendarmerie ». L'essentiel n'est pas de convaincre ou d'être convaincu mais de « participer » : les doux rêveurs sont descendus des mansardes où ils bouillaient dans leur jus, utopie à la main, la barbe biblique ; les clochards du concept font la charité. Chacun motionne et pétitionne. Pas une glace, pas une vitre ne résiste. Les machinistes toujours présents doivent plusieurs fois intervenir pour maîtriser des débuts d'incendie. Les opulents costumes shakespeariens servent de sacs de couchage.

L'occupation durera un mois pendant lequel la « Révolution », malgré de violents soubresauts, s'affaisse comme un soufflé. Le Pouvoir n'est pris qu'en imagination. Le 15 juin, à huit heures du matin, aussi mollement qu'il était tombé le 15 mai aux mains des révolutionnaires, l'ex-théâtre de France, comme un fruit blet, retombe aux mains des forces de l'ordre et de désinfection.

Les occupants mal éveillés, se rendent sans qu'aucun heurt soit à signaler. L'inventaire commence : caisses de médicaments, manches à balai, restes de ragoût, drogues, petits enfants, casques coloniaux, masques à gaz... soit environ 300 millions de dégâts. Ah les beaux jours...

IV. - LA FRANCE PARALYSÉE



Qui donc a dit : « C'est beau, c'est grand, c'est généreux la France. » ?

« **I**LS sont fous ces Parisiens ! »

La masse anonyme et silencieuse des Français raisonnables, ceux que de Gaulle a naguère traités de tas de « veaux », a suivi avec un effarement inquiet la montée des périls.

La sage province se demande comment, en quelques jours, la France a pu perdre ainsi sa tête.

La voici touchée à son tour. Le lundi 20 mai, le pays s'est réveillé paralysé. De Dunkerque à Nice. Des hauts fourneaux aux pompes funèbres. Toutes les forces vives, des centrales atomiques à la météo...

En cette semaine qui commence, la grande peur s'ins-

talle. Est-il encore temps de stopper la machine avant le point de non-retour ?

— Ça ne peut plus durer, disent les gens de la rue. Il faut en finir...

En finir, c'est aussi ce que souhaitent les candidats à la relève. Ils sont nombreux et impatients, mais aussi mal préparés que les gaullistes à ces errements stupéfiants. Leurs désaccords et leurs maladroites causeront finalement leur perte.

— En l'état actuel des choses, a déclaré Mendès-France, le Pouvoir ne peut plus rendre qu'un service au pays : se retirer.

Curieusement, Malraux qui se terrait depuis le début de la grande secousse, resurgit pour prophétiser l'arrivée d'une VI^e République. « Elle devra faire la Révolution ou disparaître », dit-il. A la Chambre, Chaban-Delmas prononce de sombres pronostics.

— Prenons garde. Nous sommes sur le fil du couteau.

Dans l'après-midi du lundi, les députés de la majorité se sont réunis au Palais-Bourbon, salle Colbert. Les visages ont vieilli de dix ans. Voisin, un ami de Debré lance :

— La nation est inquiète. C'est le moment de faire des élections.

Vifs applaudissements. Certains gaullistes ont l'impression — elle sera confirmée au dernier acte — qu'une chance de survie se présente pour le régime disqualifié : apparaître aux électeurs comme le rempart de l'ordre contre les forces du désordre.

Dans les couloirs, Frey est assiégé :

— Le général va-t-il avancer son discours ? Quand se décidera-t-il à parler ?

C'est la grande question : celle dont tout dépend. Or, depuis son retour, de Gaulle reste impénétrable. Ruse suprême ou désarroi ? L'Histoire le dira un jour. Pour l'instant, l'homme du Verbe a choisi le silence. Il se taira ainsi jusqu'à la décevante allocution télévisée du 24, faisant monter le crescendo de l'angoisse.

Et c'est ce qui contribuera à faire de ces journées une étonnante semaine des dupes. Sur la toile de fond du drame national, tandis que l'Etat agonise et que la France s'enfonce dans la folie, une vaste partie de poker s'engage. Elle est truquée. Démasquant au fil des enjeux leurs ambitions et leurs calculs, les joueurs rivaux abattent leurs cartes pour voir « jusqu'où ils peuvent aller trop loin ».

Ils se retrouveront décaqués. Et la V^e aura gagné son sur-sis.

Giscard accuse mais d'Estaing acquitte

A 15 heures pile, le mardi 21, s'ouvre le débat de censure. La nuit précédente, alléchés par les monceaux d'ordures qui s'entassent, faute d'éboueurs, sur les trottoirs, les rats ont commencé à monter des égouts. Mais, au Palais-Bourbon, la liturgie protocolaire déroule ses fastes immuables. Précédé d'un roulement de tambour, Chaban-Delmas en jaquette gagne le perchoir présidentiel.

A son banc, Mitterrand ironise :

— Ce tambour a quelque chose de lugubre...

Le député de la Nièvre ferait mieux de se remémorer la fable de la peau de l'ours. Les jeux ne sont pas faits malgré le coup de théâtre provoqué par Pisani. Le barbu annonce en pleurant qu'il votera la censure. Sa défection jette un instant la panique dans le groupe gouvernemental. Heureusement, une bonne nouvelle : Capitant, l'avaleur de couleuvres bien connu, renonce à en faire autant. Le leader de la gauche gaulliste accusait Pompidou — le « crétin » comme il dit — de sabotage et d'impéritie. On lui a transmis un « ultimatum affectueux » de l'Elysée. Sa démission l'aidera à sauver la face.

Mais, chez les centristes, le nombre des opposants paraît s'enfler tout à coup. Au point qu'à la suspension de séance, Chaban confie tristement à un questeur : « C'est f...u ! »

A la reprise, le lendemain mercredi, le suspense est entre les mains de Giscard d'Estaing. Le sort du gouvernement dépend de son **oui** ou de son **non**.

— Jamais, attaque le chef des cactus, la verrière du Palais-Bourbon n'a éclairé d'un jour plus irréal le déphasage entre le peuple et ses élus...

Lucide analyse de la situation. Au même moment, à l'autre bout du boulevard Saint-Germain, le quartier Latin s'enfièvre à la nouvelle que Cohn-Bendit, parti pour l'Allemagne, ne sera pas admis à revenir en France. En Bretagne, des paysans fraternisent avec les grévistes. L'ordre des médecins est envahi et les magistrats eux-mêmes lèvent l'étendard de la révolte.

Mais les couloirs de la Chambre ont déjà été intoxiqués. Les langues courent vite. On parle de bouche à oreille d'un plan communiste pour la prise du pouvoir, d'un nouveau



— Quoi, plus d'essence pour les pétroleuses !...

Dessin de J. Lap dans le « Canard Enchaîné »

coup de Prague, d'une insurrection du Havre, de révoltes armées dans les arsenaux militaires. Un message direct du capitaine Sergent auprès d'un des membres du groupe giscardien (1), suppliant au nom des exilés et des prisonniers politiques de voter la censure ne permettra pas de renverser la tendance. Giscard accuse mais d'Estaing acquitte. Ce qui ne l'empêchera pas dans quelques jours de réclamer de nouvelles élections. Mais lui aussi fera partie des dupes : de Gaulle l'aura déjà devancé.

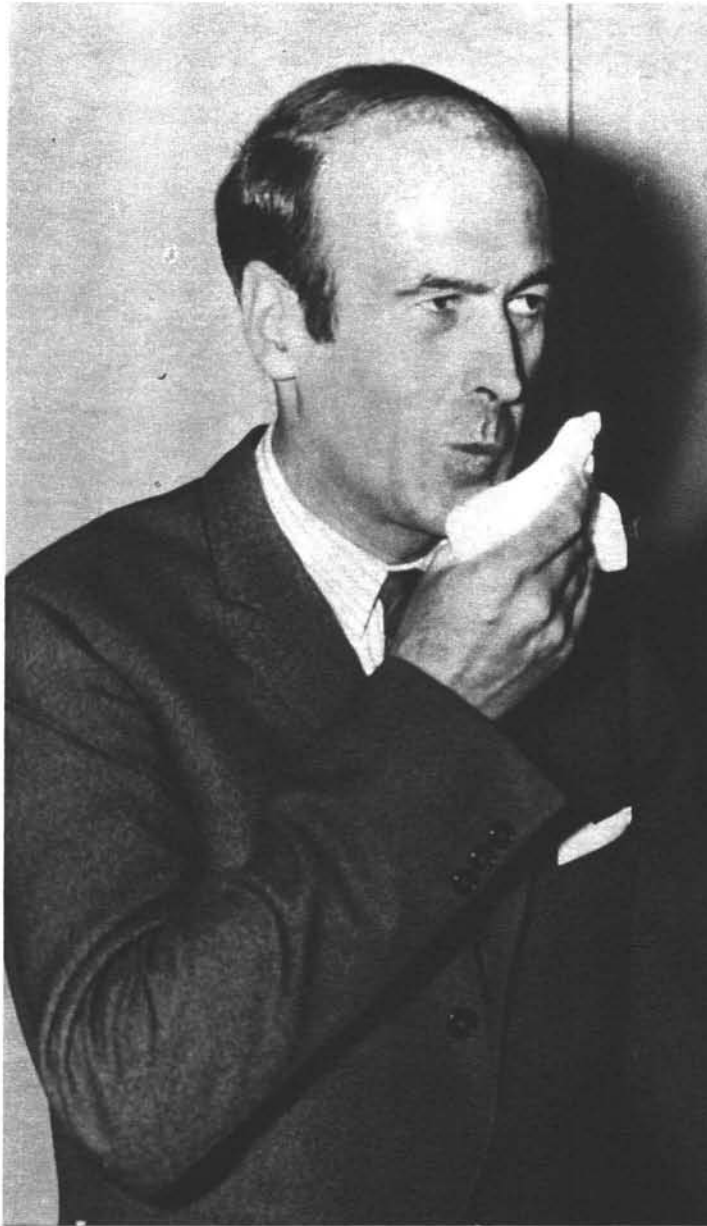
A 20 h. 10, les jeux sont faits. La motion n'a recueilli que 233 voix. Censuré par la rue, le gouvernement moribond des incapables aura été sauvé par neuf effrayés.

**

Il y a quelques années, prenant la parole devant les débris de ce qui avait été le parti radical, Mendès-France s'était écrié dans une envolée jacobine :

— Nous sommes en 1789 !

(1) Il s'agit de Raymond Marcellin.



Comme Démosthène, Giscard ne suce-t-il pas des cailloux ? Il s'apprête à fustiger le gouvernement qui courbe la tête. Tandis

L'heure d'une nouvelle et grande mutation a-t-elle sonné ? La France va-t-elle accoucher d'une autre Révolution, celle des temps modernes, de l'ère spatiale et des machines électroniques ?

Dans sa solitude élyséenne, de Gaulle a fini par s'en persuader. La contestation universitaire lui semble une péripétie mineure, réduite aux proportions d'un chahut d'étudiants.

— Ils voulaient des classes et des professeurs, gouaillait-il. Voilà maintenant qu'ils exigent des lits et des filles dedans...

Sa grande idée, c'est que la société actuelle est périmée, dépassée. Comme l'étaient l'Empire français et l'Europe d'avant le retour de Colombey. Il faut transformer tout cela.

Mais l'orgueilleux vieillard entend bien rester la clef de voûte du chambardement social qu'il a en tête : ni capitalisme, ni communisme. La voie nouvelle, ce sera la participation, mot vague et creux qui, dans son esprit, doit faire partager aux travailleurs les responsabilités les plus hautes

et les bénéfices de la gestion des entreprises. Ce plan devant s'accomplir sous sa direction à lui, de Gaulle, prêt encore une fois à montrer aux Français le chemin du salut.

Le général oublie, au passage, qu'il dirige lui-même depuis dix ans les affaires sans esprit de partage, ne laissant à personne le droit de mettre le nez dans son domaine réservé. Qu'importe ! Les temps sont à l'imagination. Pour canaliser à son profit le torrent qui gronde, comme il a détourné le courant de l'autre 13 mai, de Gaulle, troquant son képi contre une casquette, va proposer son fameux dessin, teinté aux couleurs du progressisme. Il vaticine.

— Après ma mort, la gauche se réclamera de moi. Ma politique, c'est celle qu'elle n'a pas osé faire.

Il y aura, bien sûr, des difficultés. Mais le général n'a-t-il pas fait avaler à l'opinion la pilule algérienne ? Quitte à dresser à nouveau la moitié du pays contre l'autre, il demandera pour appuyer sa réforme le soutien populaire en recourant à son arme favorite : le référendum.

Dès son retour, le guide s'en est ouvert à Yvon Morand, un « compagnon » qui a toujours eu le cœur à gauche



que Pisani se drape dans sa toge de censeur. Elle lui coûtera cher...

mais le petit doigt sur la couture du pantalon. Après la Libération, il lui a confié la direction des houillères de Provence, puis celles du Nord. Morandat, qui a commencé sa carrière dans le syndicalisme, a gardé d'étroits contacts avec la C.G.T., voire avec ses amis communistes de la Résistance. De Gaulle le tenait en réserve. Il lui est soudain apparu comme l'homme de la situation.

Pompidou, Michelet et Debré aussi ont été mis dans la confiance. L'ancien fondé de pouvoir des Rothschild n'a pas fait connaître son sentiment sur la future abolition des privilèges patronaux. L'œil rigolard sous ses sourcils broussailleux, il s'est borné à faire connaître la pensée du patron résumée dans une formule d'une rudesse toute militaire : « Des réformes, oui ; la chienlit jamais. » (2).

(2) On prétendra que de Gaulle a emprunté son expression « la chienlit » à « Minute » qui, quinze jours avant lui, avait désigné ainsi les désordres de Cohn-Bendit et consorts. Erreur ! L'expression « une vraie chienlit » avait échappé à Louis-Philippe pendant la Révolution de Juillet quand 89 députés mal rasés vinrent lui offrir la couronne.





Les grands magasins entrent à leur tour dans la grève.

Debré voit dans le référendum la bouée de sauvetage du régime. Il prédit un « oui » massif. Le ministre des Finances s'est pourtant toujours montré hostile au précédent projet d'intéressement réclamé à grand bruit par Louis Vallon, Capitant et le quarteron des gaullistes de gauche. Mais n'a-t-il pas l'habitude de se renier ?

On lui a, en outre, fait comprendre qu'il portait une lourde part de responsabilité dans les événements. Sa politique restrictive a provoqué le marasme des affaires, freiné l'expansion. C'est sa faute si des millions de travailleurs vivent encore avec moins de 700 francs par mois. « Debré, ou le fourrier de la colère », ironisent les ennemis du grand argentier.

Or la colère ne désarme pas. Au matin de l'Ascension, la grève a recouvert les derniers îlots encore au travail. L'approvisionnement de la population est bloqué. Les tomates coûtent plus cher que les fraises. Dans le XVI^e arrondissement, des pommes de terre nouvelles se sont vendues 3,90 F le kilo. Des boulangeries ferment

faute de farine. L'essence se négocie au marché noir. Mais l'argent lui-même commence à manquer. Plus grave que tout : le vin ordinaire et les gauloises disparaissent. La France manquera-t-elle à la fois de rouge et de bleu ?

“Il faut siffler la fin de la récréation”

Vendredi 24 mai. Le sphinx a parlé. Refusant de céder aux supplications de l'entourage, en proie à la panique, de Gaulle, jusqu'au dernier instant, a refusé d'avancer l'heure de son allocution. Il spéculait sur deux tableaux : la lassitude et l'effolement.

— Je ne parlerai que demain soir a-t-il expliqué en ouvrant le Conseil des ministres du jeudi, parce que le vendredi est la veille du samedi et samedi la veille du dimanche. Dans la journée de samedi, en effet, Pompidou aura le temps de négocier avec les syndicats et de conclure un accord. Dimanche, les grévistes délibéreront et accepteront la reprise du travail. Lundi, tout sera rentré dans l'ordre.

C'est le « Veni, vidi, vici » de César.

Pompidou a acquiescé mollement. Plus réaliste, il a tenté d'attirer l'attention du guide sur l'urgence des mesures à prendre, la difficulté d'organiser un référendum dans ce climat insurrectionnel. L'indispensable télévision est elle-même en rébellion et Zitronne s'est rallié à la grève.

De Gaulle a feint de ne pas entendre : l'Intendance n'est pas son affaire. Seule compte son idée.

— La France, dira-t-il, ne peut renoncer à son âme.

Et il a ajouté cette petite phrase désinvolte et sibylline, à laquelle certains ne prêteront pas assez attention.

— Il est temps de siffler la fin de la récréation.

Sept minutes après 20 heures, le vendredi, les Français se partagent entre ceux qui haussent les épaules et ceux qui sont consternés. Les gaullistes surtout semblent atterrés par la décevante exhibition du grand homme. Ils ont vu apparaître un vieillard dépassé, agitant la menace rabâchée d'un départ à Colombey en cas de « non ».

— Il n'est déjà plus là ! commente Jean Lecanuet.

C'est vite dit. L'ancien challenger du général l'apprendra à ses dépens un mois plus tard.

De tous, Giscard est le plus mal à l'aise. Il y a de quoi. Va-t-il appeler la bourgeoisie libérale qu'il prétend représenter à approuver aveuglément un projet dont l'objet est de renverser l'ordre économique et social (3) ?

Difficile, objectent ses conseillers.

Mais lui faudra-t-il alors appeler à faire voter « non », ce qui minerait sa seule chance de se poser plus tard en successeur libéral et rassurant du gaullisme ? Cruel débat de conscience pour le champion de l'équivoque.

En fait, Giscard n'aura pas trop longtemps à se poser la question. Le soir même, la rue va le tirer d'embarras. Elle répond à l'appel de Mendès-France qui a imprudemment déclaré :

— Ce n'est pas un référendum, mais un plébiscite. Et un plébiscite, ça se combat.

Aussitôt les violences se déchaînent. Du côté de la

(3) L'éditorialiste du « Figaro » ira jusqu'à parler le lendemain dans le langage bancaire qui lui est cher, de « chèque en blanc ».



Deux aspects inquiétants de la grève. Sans argent, pas d'essence. Mais l'essence aussi est tarie.





Même quand elles sortent de la bouche de la jeunesse, toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire.



Le général a parlé. Il annonce un référendum sur la participation. Pour ceux - là, c'est déjà bien parti.



Frachon et Séguy, les compères de Grenelle.

gare de Lyon, où étudiants et ouvriers s'étaient donné rendez-vous, des clameurs succèdent au silence qu'ont imposé des centaines de transistors. Quelques instants plus tard, l'émeute flambe dans la moitié de Paris. La Bourse est en feu. La capitale voit se dérouler des batailles de rues, comme elle n'en a pas connu depuis la Libération. Casqués et armés, les émeutiers sont partout et la pègre vient prêter la main aux commandos d'« enragés ». A Lyon, où l'on se bat sauvagement sur le pont Lafayette, un camion lancé, accélérateur bloqué, contre le service d'ordre écrase le commissaire Lacroix.

La troisième guerre franco-française de Charles de Gaulle a fait son premier mort.

Le lendemain samedi, une autre fâcheuse nouvelle parvient à l'Elysée. Les typographes de l'Imprimerie Nationale composaient et tiraient encore le « Journal officiel » mais ne semblaient guère disposés à imprimer, toute révolution cessante, les 100 millions de bulletins nécessaires au plébiscite.

Ces ouvriers d'élite ne nourrissaient pas un enthousiasme excessif pour les technocrates de la V^e qui avaient récemment imaginé de transférer à Douai l'imprimerie officielle.

Fureur du général. Un instant, les services de l'Elysée songeront à recourir à des imprimeries allemandes et à mobiliser le Train des Equipages pour acheminer les « oui » et les « non » vers tous les bureaux de vote hexagonaux. Le grotesque de ce référendum « made in Germany » décida finalement ses auteurs à l'abandonner.

Au reste, de Gaulle lui-même semble avoir enfin pris conscience de son erreur.

A Pompidou qui vient le voir avant d'ouvrir les négociations avec les syndicalistes, il dit en toute simplicité pour une fois :

— J'ai fait le c... !

Missoffe aura droit à une version expurgée de l'auto-critique gaullienne :

— J'ai misé à côté de la plaque...

En cette minute, peut-être de Gaulle pense-t-il que sa fameuse « baraka » a abandonné sa route. Il est en proie au doute.

Recevant, le 25, en fin de soirée, le nouvel ambassadeur des Etats-Unis, Sergeant Schriver, qui vient lui présenter ses lettres de créances, il a cette confidence désabusée, empruntée à Victor Hugo :

— L'avenir est à Dieu.

L'avenir, peut-être. Mais le présent pour l'instant est entre les mains de la C.G.T. de Waldeck Rochet et des grévistes de Renault.

Une Trinité qui n'a pas précisément été placée là par l'opération du Saint-Esprit.

De Grenelle à Boulogne Séguy fait volte-face

Les historiens de l'avenir se pencheront sans doute avec perplexité sur le jeu exact joué par la C.G.T. dans ces journées de mai 1968.

Jeu syndical objectivement réussi, puisqu'il amènera le gouvernement à céder aux revendications ouvrières, souvent légitimes, dans des proportions telles que notre écono-



C'est le moment de répondre « oui » ou « non » aux accords. Ne signez pas ! disent les ouvriers. Pompidou a perdu son pari.

mie, dans l'Europe du Marché commun, en reste compromise pour longtemps.

Le jeu politique est en revanche complexe. Il laissera aux étudiants et à de nombreux jeunes travailleurs la certitude irritante d'avoir été dupes. Les plus durs accuseront la puissante centrale syndicale et son chef, Georges Séguy, d'avoir, pour des avantages, immédiats, mais dérisoires, laissé passer l'occasion d'abattre le pouvoir gaulliste. Ils devaient le faire durement payer aux élections.

Du strict point de vue du syndicalisme, c'est Séguy qui est dans l'orthodoxie. Les syndicats ont pour rôle de défendre les intérêts des travailleurs ; ils doivent laisser aux partis le soin de promouvoir de nouvelles conditions politiques.

Seulement il se trouve que les principaux postes de commande de la C.G.T. (60 % des travailleurs) sont tenus par des membres du Parti Communiste.

Et il est clair aujourd'hui QUE LE PARTI COMMUNISTE N'AVAIT PAS INSCRIT LA CHUTE DU

REGIME GAULLISTE A SON PROGRAMME 1968 (4).

Au cours du débat de censure, Waldeck Rochet évoquera bien la possibilité d'une fin prochaine du régime. Mais **prochaine** ne veut pas dire **immédiate**.

C'est cette ambiguïté qu'on retrouve à chaque tournant des grèves dans l'action de la C.G.T., dès la flambée de

(4) Dès le 20 mai, on pouvait lire à ce sujet une correspondance édifiante de l'envoyé permanent du « Monde » à Moscou. « On trouve dans la presse soviétique, écrivait André Pierre, des comptes rendus sobres et condensés des événements, donnant, bien sûr, la plus grande place aux déclarations des leaders du P.C. et des chefs syndicalistes ».

Néanmoins on chercherait en vain une condamnation du gouvernement gaulliste.

...Ainsi le gouvernement français continue-t-il d'être épargné pour des raisons parfaitement évidentes qui tiennent à la position « réaliste » du général de Gaulle sur la scène internationale.

En somme, dix ans, ça suffisait à Paris pas au Kremlin.

ÉTUDIANTS : JOURNÉE NATIONALE DE MANIFESTATION

AUSTIN 850

850
1000
COOPER
COOPER S

GARAGE SAINT-MICHEL
10, 12, 14, RUE LOUIS-ASTRUC - TÉLÉPHONE 87-45-46

LE SOIR

ÉDITION « LE PROVENCAL »
NOMBREUX A PARIS
L. S. PAR COURRIER
Prix : 0 F 40

ORGANE REPUBLICAIN QUOTIDIEN

Lundi 27 Mai 1968 N° 7.291

**DERNIÈRE
COMPLÈTE**
BOURSE
COURSES

Nos
informations
en pages
3 et 5

L'ACCORD EST SIGNÉ

Salaires augmentés de 10 %

- 7% au 1er juin 1968 - 3% en octobre (les aménagements appliqués depuis le 1er janvier 1967 seront déduits).
- Pas d'échelle mobile, mais révision annuelle.

S.M.L.G. : salaire horaire

**Le travail pourrait reprendre
mercredi dans le secteur privé**

Fonctionnaires et entreprises nationalisées :

Bel exemple du double jeu communiste. Ce journal, organe du P.C. marseillais, s'est empressé de faire machine arrière après le refus de la « base ».

ÉTUDIANTS : JOURNÉE NATIONALE DE MANIFESTATION

AUSTIN 850

850
1000
COOPER
COOPER S

GARAGE SAINT-MICHEL
10, 12, 14, RUE LOUIS-ASTRUC - TÉLÉPHONE 87-45-46

LE SOIR

ÉDITION « LE PROVENCAL »
NOMBREUX A PARIS
L. S. PAR COURRIER

ORGANE REPUBLICAIN QUOTIDIEN

Lundi 27 Mai 1968 N° 7.291

**DERNIÈRE
COMPLÈTE**
BOURSE
COURSES

RIEN N'EST SIGNÉ

EN DISCUSSION

Salaires augmentés de 10 %

- 7% au 1er juin 1968 - 3% en octobre (les aménagements appliqués depuis le 1er janvier 1967 seront déduits).
- Pas d'échelle mobile, mais révision annuelle.

S.M.L.G. : salaire horaire

**Fonctionnaires
et entreprises nationalisées :
les discussions**

Cléon. Dès le 17, comme Marchais l'a fait dans « l'Huma », Georges Séguy lance son mot historique :

— Cohn-Bendit, qui est-ce ?

Cet intellectuel excité qui insulte à la fois de Gaulle, Aragon et la « crapule stalinienne », ne lui inspire que méfiance. Ancien typo, ancien cheminot, ancien déporté, M. le Secrétaire général n'a rien d'un rigolo. C'est un pur produit de l'appareil communiste et cégétiste, parfaite incarnation du néo-marxisme petit-bourgeois. Il a trois enfants, un appartement agréable à Champigny et des responsabilités.

S'il condamne Cohn-Bendit, c'est que la C.G.T. a décidé de ne pas appeler la classe ouvrière aux barricades pour balayer ce qu'il reste du pouvoir.

La grève qui vient, la C.G.T. en prend acte mais ne l'ordonne pas. « Il n'est pas question, déclare Séguy au cours d'une conférence de presse d'appeler à la grève généralisée. Tout mot d'ordre irresponsable, aventurier et provocateur, tel que celui d'insurrection, ne peut que faire le jeu du gouvernement et du patronat. »

De Gaulle l'apprend et constate :

— C'est un homme d'ordre.

Réaction identique, place Kossuth, l'austère forteresse où les têtes pensantes du P.C. siègent en permanence. Les communistes craignent que les grèves ne dégénèrent en explosion anarchique.

Mais la base pousse à la rue. Trois jours plus tard, c'est la flambée, activement entretenue par la C.F.D.T., la centrale rivale aux revendications dures. Pour ne pas jouer les empêcheurs de danser en rond, la C.G.T. change de tactique et durcit son attitude. Séguy admet que « la grève générale est le levier qui fera céder gouvernement et patronat ». On décide de toute urgence d'unifier les actions pour mieux les contrôler.

Quand s'ouvrent, le samedi 25, les négociations rue de Grenelle, Georges Séguy a le sentiment d'avoir bien manœuvré. N'est-il pas l'arbitre de la situation. Le bruit court qu'il a eu, le matin, un tête-à-tête secret avec Pompidou. Tout semble d'ailleurs arrangé : à défaut d'une victoire politique on s'oriente vers une victoire salariale.

Les discussions se déroulent dans la salle d'honneur du ministère des Affaires sociales, l'ancien hôtel du Châtelet. Précédent peu rassurant : le duc qui le fit construire est mort décapité par les sans-culottes. Mais c'est là aussi que

Pierre Laval signa en 1930 les décrets instituant les assurances sociales dont de Gaulle s'est toujours attribué la paternité.

Ambiance cordiale. Autour de jus de fruit, Huvelin (du patronat) évoque des souvenirs de 36 avec le patriarche cégétiste Benoît Frachon. On est parti pour un marathon de 72 heures qui verra de bien curieux renversements. A minuit, le dimanche, la C.G.T. exigeait le paiement intégral des jours de grève et l'échelle mobile des salaires. Le lundi 27, à sept heures du matin, quand Pompidou, éreinté, annonce le protocole d'accord, l'exigence a disparu.

Le Premier ministre n'a pratiquement pas dormi depuis une semaine. Son élocution s'en ressent et les journalistes présents ont un petit choc en l'entendant. L'homme des Rothschild parle comme un militant cégétiste. Il vante les « satisfactions accordées aux travailleurs en lutte ».

En lutte contre qui, camarade Pompidou ?

A Billancourt, on attend Séguy qui doit venir rendre compte. Renault, l'entreprise-pilote, un peu comme Poutilov l'était en 1917 à Saint-Petersbourg, doit servir de test et décider de l'arrêt ou de la poursuite de la grève. Le secrétaire général arrive à 7 h. 30, la mine chiffonnée. Lui non plus n'a pas dormi.

Et, tout de suite, Séguy devine que quelque chose accroche. Ses premiers mots sont accueillis par un concert de sifflets. Lorsqu'il parle d'un acompte pour les jours de grève le vacarme se déclenche, amplifié par les poutrelles métalliques du grand hall.

— Ne signez pas, ne signez pas...

— C'est bien ce que j'ai dit au patronat, s'empresse de lancer le négociateur.

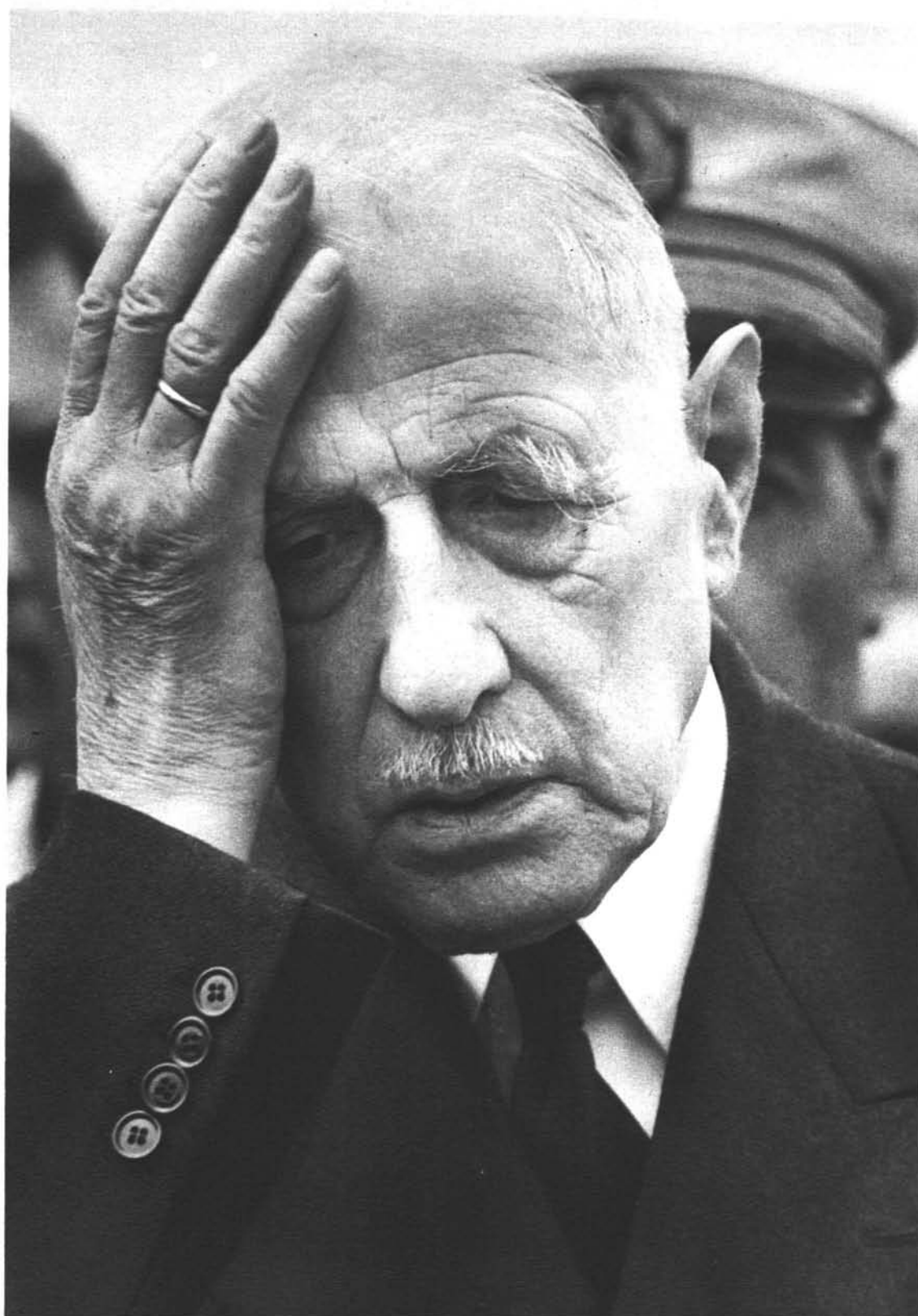
C'est le coup de théâtre. Débordée par la base, la C.G.T. opère aussitôt un nouveau virage et lance le mot d'ordre : « Gouvernement populaire, de Gaulle démission ! ». A tout hasard, les communistes, fidèles à leur tactique du double jeu, avaient préparé une édition spéciale de « l'Humanité » réclamant la poursuite de la lutte. Elle est aussitôt distribuée.

Une sourde angoisse pèse sur cette matinée de mai. Tout recommence et les dupés comme les dupeurs se retrouvent à leur point de départ. Avec une différence : cette fois on plonge dans l'inconnu.

Maurice Clavel, gaulliste repent, estime « qu'il serait humain d'achever le régime ».



V. - L'APPEL AUX SOLDATS



« N'ai-je donc tant vécu que pour cette infâmie » !

EST-CE le commencement de la fin ? Dans Paris, paralysé par de gigantesques embouteillages, une rumeur s'est mise à courir : le Grand Soir est pour cette nuit.

Tout paraît possible, en effet. Les organisations étudiantes appellent à une manifestation décisive pour 18 heures ce lundi 27.

Le préfet Grimaud supplie les chefs du mouvement d'y renoncer. Il a ordre de faire tirer si nécessaire et il redoute des affrontements sanglants.

On dit que des armes ont été entreposées dans les caves de la Sorbonne qui communiquent avec les catacombes, dans ce monde souterrain où planent les fantômes de Gavroche et de Marius, les héros révolutionnaires de Victor Hugo.

Dans le monde politique, on est au plus fort du cyclone. Le coup de théâtre des accords de Grenelle repoussés par les ouvriers, la volte-face des communistes ont mis un comble au désordre. L'impression générale est que les heures du gouvernement sont comptées. Il ne résistera pas à ce nouvel assaut.

— Ça y est, annoncent les prophètes en chambre, la C.G.T. a pris son virage. La grève est devenue politique. C'est la peau de De Gaulle que veut le P.C. Le régime est fichu !

Tout concourt à confirmer ce pronostic. Au Palais-Bourbon le gaulliste de choc Sanguinetti tombe sur le communiste Ballanger et lui lance :

— Alors, mon bon, on pavoise ?

— Oui, répond Ballanger. Il faudra que vous renvoyiez le vieux à Colombey.

— On n'en n'est pas là, riposte Sanguinetti.

— Eh bien ! On le sortira avec un coup de pied au c..., conclut Ballanger.

L'autre se fait menaçant, regarde son interlocuteur dans le blanc des yeux et lui lance :

— Essayez donc de jouer à ce jeu-là...

Pendant toute cette journée, bourdonnante du bruit des transistors qui entretiennent la tension, les dés de fer du Destin resteront encore suspendus. Dans l'après-midi, les gens de l'U.N.E.F., craignant d'être débordés à leur tour par leurs « jusqu'aboutistes », cèdent aux sages instances du préfet de police. La manifestation se déroulera au Stade Charléty et ils assureront eux-mêmes le service d'ordre. Malgré les consignes d'interdiction diffusées par Pompidou, Fouchet prend sur lui de fermer les yeux.

Malgré tout, l'écrivain Jean Cau s'interroge :

— A l'heure qu'il est quel visage va se dégager de la nuit qui tremble ? Je n'en sais rien, vous non plus... » (1).

L'idole des jeunes à Charléty

Le visage qui va surgir de la nuit de Charléty, c'est celui, lugubre et mal rasé, de Mendès-France. Depuis dix jours, l'homme dont le nom est lié à tant de malheurs de la France attendait l'occasion d'apparaître sous les traits du sauveur.

Une légende soigneusement entretenue par une coterie habile a fait de P.M.F. « le dernier des justes ». Oubliant les échecs accumulés à travers trois républiques par Mendès, les chapelles de la gauche en poil de chameau vantent sa rigueur, son désintéressement et sa lucidité. Joli bourrage de crâne ! En réalité, l'apôtre du dirigisme, le torpilleur de la C.E.D., le bradeur de l'Indochine, cache sous son bonnet phrygien l'ambition d'un politicien rancunier et roublard.

Au fur et à mesure que s'est aggravé le drame de mai, son jeu a consisté à récupérer pour son compte la vague révolutionnaire.

— Moi seul pourrais y mettre fin demain, laisse-t-il entendre.

Mais Mendès n'est pas seul. Le leader de la Fédération c'est Mitterrand qu'il jalouse depuis l'élection présidentielle. Et il y a les communistes qui se méfient de cet autre « homme providentiel ». Son arrivée-surprise à Charléty selon un scénario monté par ses amis du P.S.U., va lui permettre d'exercer sur ses rivaux une sorte de chantage en les plaçant devant le fait accompli.

Il n'est plus un homme seul. Il s'est fait acclamer comme l'idole des jeunes.

En apprenant la présence de son rival à Charléty, Mitterrand manque s'étrangler. Trois jours plus tôt, comme il demandait à Mendès s'il devait descendre dans la rue, celui-ci l'avait persuadé de n'en rien faire.

— Ce n'est pas la place d'un futur président, ajouta même le bon apôtre.

Waldeck Rochet, « l'allié privilégié » n'est pas moins ulcéré.

— Encore un coup du P.S.U. ! grogne-t-il.

Les communistes décident alors d'agir pour leur propre compte.

Ainsi, à l'heure où se crée le vide politique, où la galère gaulliste fait eau de toutes parts, l'opposition de gauche empêtrée dans ses contradictions donne le spectacle de son impuissance et de ses mesquineries.

Déjà Mitterrand perdra des heures précieuses à neutraliser les manœuvres de son maléfique partenaire. Il fera preuve d'un grossière maladresse, le lendemain de Charléty, en annonçant dans une conférence de presse qu'il proposait à Mendès-France la présidence d'un gouvernement provisoire, lui-même se réservant d'être candidat à la Présidence de la République.

Cet étalage impudent d'appétits, ces distributions de places sur un cadavre qui bafouille encore, le pays en sera profondément choqué. Il est sans doute prêt à accepter des hommes nouveaux. Il n'admet pas cette écœurante ruée sur l'assiette-au-beurre.

Ce jour-là s'inscrit déjà dans l'avenir la sévère punition que les électeurs allaient infliger à la gauche pour prix de ses erreurs.

**

En attendant, cette gauche imprévoyante bat le fer. Pour contrer le meeting de Charléty, le P.C. et la C.G.T. décident, le mardi 28, de faire descendre leurs masses dans la rue. Un défilé monstre est prévu pour le lendemain mercredi. Point de ralliement : la Bastille. Terminus : Saint-Lazare. Mot d'ordre : « Un million de travailleurs à l'Elysée ».

C'est le grand événement du jour et il sent l'assaut final.

(1) *Le « Figaro Littéraire ».*



Un scénario bien monté : le bain de foule de Mendès-France à Charléty, Mitterrand n'avait pas été prévenu.

L'après-midi à l'Assemblée nationale les députés de l'opposition ne siègent pas. Ils boycottent le discours de Jean-Marcel Jeanneney, ministre des Affaires sociales parce qu'on leur a refusé un débat. Un parlementaire ignorant cette décision s'achemine vers les couloirs intérieurs ; il se heurte à un véritable piquet de grève installé par la Fédération. Mais au Salon des Quatre-Colonnes, des « exilés » sont revenus prendre la température. On croise Jacques Isorni. Bon prince, l'avocat de Pétain assure qu'il ne souhaite pas qu'on fasse un procès à de Gaulle.

— Comme disait Weygand, glisse-t-il à l'oreille d'un centriste, son plus grand malheur sera de mourir oublié.

Toujours caustique, Alain de Lacoste-Lareymondie évoque les déjà lointaines journées d'Alger.

— On a montré le chemin aux étudiants. Les barricades, les facultés...

La nouvelle la plus commentée est celle du retour clandestin à Paris de Cohn-Bendit. Narguant la police, ses cheveux flamboyants teints en noir, le chef des « enragés » a pris la parole à la Sorbonne. Eclatante illustration de la désagrégation qui a gagné les rouages de l'Etat. Elle coûtera son ministère à Fouchet (2).

A l'Elysée, de Gaulle sent le pays lui glisser entre les doigts. Le drapeau rouge flotte partout en France et, fait

(2) A part deux ou trois exceptions (comme Edgar Faure, Couve de Murville, tous les ministres participent à la panique. Dès le mardi après-midi, les cabinets ministériels se vident et on voit même un sous-ministre, Bord, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, ressentir de violentes douleurs abdominales. Douleurs qui auront la bonté de s'apaiser à temps pour lui permettre de participer à la manifestation du jeudi suivant. (Le Canard Enchaîné).



Eh oui, mada-
me ! On en est
là... C'est bien
le grand cham-
bardement.

plus grave, le référendum sur lequel il a tant misé apparaît désormais impossible. A l'instigation de la S.F.I.O., le syndicat des fonctionnaires communaux est résolu à boycotter le scrutin que le Conseil d'Etat a, par ailleurs, déclaré illégal.

Or, il ne s'agit pas d'élections où circulaires et bulletins sont imprimés et distribués sous le contrôle des administrations locales. Pour un référendum tout le matériel vient de la capitale. Il suffit que les fonctionnaires communaux refusent de le mettre en place pour bloquer la consultation.

Prévenu par Tricot, de Gaulle a une réaction furibonde :

— La populace tient le pavé, dit-il. Je n'ai plus rien à faire ici.

Alors il se passe des choses vraiment curieuses. Les chefs de l'Armée : Fourquet (Etat-major général) et Maurin (Armée de l'Air) arrivent à l'Elysée. De Gaulle a, avec chacun d'eux, un long entretien. Il reçoit aussi le général Hublot qu'on dit être l'héritier spirituel de feu Ailleret.

Dans la soirée, une voiture militaire vient prendre plusieurs caisses de dossiers à l'Elysée (3). Une autre doit aller le lendemain ramasser des enfants de la famille de Gaulle pour les emmener en lieu sûr.

Avant minuit, les généraux sont tous partis, lorsque surgit une DS officielle. Convoqué en pleine nuit, Pompidou arrive. Il restera une demi-heure en tête à tête avec le chef de l'Etat et repartira la mine sombre.

Que se sont dit les deux hommes au cours de cette entrevue nocturne ? Aujourd'hui encore le mystère demeure entier. Certains correspondants de quotidiens étrangers à Paris (celui du « Soir » de Bruxelles notamment) ont cru pouvoir affirmer qu'une violente altercation avait mis aux prises le Président et son Premier ministre. De Gaulle aurait même accusé son fidèle Georges de « trahison », après que celui-ci eut osé le placer devant une décision déchirante : celle de céder la place et de prendre sa retraite.

L'hypothèse d'un complot gaulliste, dont Pompidou aurait été l'âme pour sauver les meubles, apparaît difficilement soutenable après les marques d'estime qui lui furent décernées par la suite. Mais, compte tenu de l'égarement des esprits, ce jour-là, elle n'est pas invraisemblable.

Le Président a disparu !

Mercredi 29 à 9 h 45, une DS noire à cocarde tricolore passe le porche de l'Elysée et vient stopper devant le perron. Un huissier se précipite :

— Il n'y a pas de Conseil ce matin, Monsieur le ministre.

Edgar Faure qui vient de s'extraire de sa voiture dévisage le larbin présidentiel. De Gaulle a convoqué les membres du gouvernement pour 10 heures. Il aurait donc décommandé le Conseil sans prévenir personne...

— C'est un canular ? zozote Edgar Faure encore incrédule.

(3) L'hebdomadaire « Minute » dans une édition spéciale avait été le premier à révéler ces préparatifs de fuite.

Mais l'huissier n'a pas l'air d'un plaisantin.

— Il n'y a pas de Conseil ce matin, insiste-t-il d'un ton désolé.

Cette phrase, le brave homme va la répéter dix fois encore aux Excellences qui ne sont pas « au parfum » et qui se pointent tour à tour aux marches du Palais. Seul, Debré a été prévenu une demi-heure avant. Et, semble-t-il, Pompidou... De Matignon, c'est lui qui prodigue par téléphone des apaisements embarrassés. Il assure qu'il s'agit d'un simple contretemps.

Pieux mensonge. Au même moment, deux voitures quittent l'Elysée par cette Grille du Coq qui ouvre sur les frondaisons de l'avenue Gabriel. Dix ans plus tôt, jour pour jour, de Gaulle l'a franchie pour la première fois. Le Guide et sa femme sont assis à l'arrière du second véhicule. Le commandant Le Flohic, aide de camp, est à côté du chauffeur. A bord du premier, les « gorilles » de la Sécurité ouvrent la voie. Dans la précipitation du départ, Tante Yvonne a été quelque peu bousculée. Elle n'a pu emporter qu'une valise.

Le dérisoire cortège fonce vers Issy-les-Moulineaux où attendent trois hélicoptères, moteurs ronflants. A 11 h 40 ils décollent cap à l'Est. Et, dix minutes plus tard, un flash d'Europe n° 1 révèle la vérité aux ministres abasourdis comme au vulgaire « populo » : le Président de la République a filé à l'anglaise.

*
**

Mais où se rend-il exactement ? A Colombey, disent très vite les radios. Le général a gagné son village avec son chagrin.

La nouvelle, sitôt connue, fait sensation. Elle plonge les uns dans la détresse, les autres dans une joie fébrile. On voit des gens s'embrasser dans la rue.

Pour les chefs de l'opposition aucun doute ne subsiste plus : c'est l'abdication certaine. Chez Lipp, un fonctionnaire de la Fédération demande avec le plus grand sérieux s'il doit être chef de cabinet ou directeur de cabinet du ministre auquel il est affecté.

Mais du côté des « compagnons », les plus résolus excellent. Au Palais-Bourbon on entend une voix rappeler que Napoléon « au moins » fit ses adieux à ses grognards.

— Le connaissant comme je le connais, explique un député plus perspicace, il n'a pu que choisir entre le départ — pour montrer que, décidément, les Français ne sont pas dignes de lui — ou l'épreuve de force.

Cette analyse ne suffit pas à rassurer le sérail du régime. L'opinion générale des députés gaullistes est que « s'il est parti comme ça » c'est pour ne pas revenir. Tous paraissent réciter la prière des morts. Jamais le nez de Grailly n'a paru si long ; jamais Terrenoire, roulant un regard éteint derrière ses verres fumés, n'a paru si funèbre.

A Matignon, cependant, Pompidou est le seul à garder son sang-froid. A ceux qui lancent déjà les signaux de détresse :

— J'ai parlé au général. Il m'a prié de réunir le Conseil demain après-midi. Il sera là. Ressaisissez-vous s'il vous plaît. Le général a simplement voulu réfléchir en paix.

Le Premier ministre connaissait-il les intentions précises du Guide ? En tout cas il n'avait pas oublié la confiance que de Gaulle lui avait faite un jour.

— Si je quitte l'Elysée, Georges, ce sera les pieds devant.



Ils sont sûrs d'eux. Le processus est engagé. A l'un, Matignon. A l'autre, l'Elysée.

Mais ce qui donne tout son impact au départ du Chef de l'Etat, c'est une information officiellement communiquée à 17 heures par l'A.F.P. et qui explose comme une bombe.

De Gaulle n'est pas arrivé à Colombey. Il a bel et bien disparu.

**

Dans ce stupéfiant rebondissement, les leaders de la gauche puisent une certitude : leur heure a sonné. Mendès accepte de rencontrer de toute urgence Mitterrand pour « engager le processus ».

L'entrevue historique, où ces hommes impatientes de régner à leur tour, pensent fonder la VI^e République, se déroule, vers 18 heures, au 176, rue de Rivoli, dans l'appartement décoré de meubles Louis XV du bras droit de Mitterrand : le député de Nîmes Georges Dayan (4). Guy Mollet, Defferre et Billères sont là. Des fenêtres, parvient l'éclat des cris d'une foule en marche qui scande :

« Adieu, Charlot, adieu ! »

C'est l'impressionnant défilé de la C.G.T. qui se déroule. Il prouve qu'il faut aller vite. Et, d'emblée, l'imprudent Mitterrand attaque.

— Ce n'est pas le moment de parler programme, dit-il

à Mendès. Puisque nous acceptons que vous preniez la tête du gouvernement, le vôtre fera l'affaire.

Mendès cependant ergote, se lance dans de minutieuses explications qui impatientent le député de la Nièvre. Quand l'entrevue se terminera, sur la décision de P. M.-F. de faire l'irritante déclaration où il se dira « prêt à assumer le pouvoir », on entendra le chef de la Fédération murmurer « in petto » :

— Décidément, avec lui, je préfère parler de tout, sauf de politique.

“Massu, puis-je compter sur l'armée ?”

Or, tandis que la France retient les battements de son cœur et que la gauche discute le partage des dépouilles, de Gaulle est en train de monter sa contre-attaque. Il retrempe le fil de son épée dans les eaux du Rhin allemand. Il est à Baden-Baden au milieu de ses pairs, les soldats. Et c'est, comme jadis à Londres, pour un nouvel APPEL.

Considéré comme un secret d'Etat de première grandeur, le voyage du vieil homme abandonné comporte encore bien des points obscurs. Dans cette journée de mercredi,

(4) Il perdra son siège le 30 juin suivant.

toutes les hypothèses se sont donné libre cours y compris les plus folles : celle d'une rencontre avec Pinay, d'une autre avec Mendès et même d'une troisième avec une haute personnalité soviétique. On a tour à tour signalé sa présence au château de Champs, puis à Marly et, enfin, à Taverny, la cité souterraine construite à grands frais pour servir de P.C. à la force de frappe atomique et de refuge à l'appareil de l'Etat en cas de guerre ou de grand chambardement.

Les uns prétendent que de Gaulle a fait escale à Taverny le temps de déposer, dans des coffres invulnérables, des archives secrètes et des documents confidentiels de l'Etat.

D'autres, qu'il est allé là pour parler à ses généraux en utilisant le système de télécommunications de Taverny qui est entièrement à l'abri de toute indiscretion.

D'abord murmurée, la vérité sera confirmée dans les jours suivants : de Gaulle s'est bien rendu à Baden-Baden, au quartier opérationnel des forces françaises en Allemagne, où tout le haut état-major avait été convoqué. Depuis le matin, toute la région était interdite aux voitures et aux piétons allemands. Et le gouvernement de Bonn fut prévenu de l'atterrissage du visiteur après que celui-ci eut lieu.

Il est 14 h 30 à l'aérodrome militaire de Baden-Baden, lorsque se pose l'avion présidentiel. Averti par radio, Massu, chef des troupes françaises d'Allemagne l'attend sur le terrain entouré de quatre généraux commandant les régions militaires les plus sûres.

Seydoux notre ambassadeur à Bonn est là aussi, mais de Gaulle le congédie sans cérémonie. C'est l'armée, espoir suprême et suprême pensée, qui l'intéresse. L'armée seule.

Le Guide ne mâche pas ses mots. Il pose la question de confiance.

— La France est menacée d'une révolution communiste. Je suis prêt à sauver la nation de ce péril. Mais je ne puis entreprendre cette tâche que si j'ai la certitude que l'armée me suivra. C'est cette certitude que je suis venu vous demander. Massu, puis-je compter sur l'armée ?

Massu se raidit, claqué des talons :

— Oui, mon général.

De Gaulle met au point avec lui un plan d'intervention de nos deux divisions mécanisées d'Allemagne qui feraient éventuellement mouvement sur Paris sous prétexte d'assurer la sécurité des élections.

Mais il lui faut aussi régler un douloureux préalable. Disloquée et humiliée par le drame algérien et les serments reniés, la Grande Muette pose des conditions. Elle ne veut plus porter la tare qui consiste à savoir toujours le général Salan entre les quatre murs de Tulle.

*
**

Un officier présent à la rencontre de Baden-Baden nous a révélé ce qui s'était dit ce jour-là :

— Le général était en civil. Il nous a regardés longuement avant de prendre la parole : « Messieurs, vous savez qu'avant d'être un homme politique, je suis d'abord un soldat. Dans les heures graves, c'est toujours vers l'Armée que je me suis retourné. Je sais que j'ai de très graves torts envers elle. J'ai beaucoup souffert moi aussi. A un certain moment, j'ai eu le choix entre briser la France ou briser l'Armée. Et j'ai brisé l'Armée... Maintenant je suis un homme seul et je n'ai pas encore pris ma décision. Je ne sais pas encore si avant de mourir je me réconcilierai

avec le pays. Mais je veux au moins me réconcilier avec vous. »

C'est ainsi que « le vieux » parla, a ajouté cet officier. Plus d'un d'entre nous « chialait ». Il avait gagné. Le reste ne fut plus qu'une affaire de procédure. Le père Massu n'eut aucun mal à obtenir la promesse de la libération de Salan et la libération de tous les prisonniers de l'O.A.S. Pour la forme, « le vieux » se fit tirer l'oreille. Mais il savait bien qu'il n'y avait pas pour lui d'autre solution. A partir de cette minute, à dire vrai, l'armée d'Allemagne était prête à reprendre Paris, si Paris était devenu rouge. Le soir, dans les mess on parlait par petits groupes. L'un de nous dit : « Paris vaut bien une grâce ».

A l'heure où tombe le jour dans la douceur du soir, deux hélicoptères vrombissent dans le ciel de Colombey. Une 403 de la gendarmerie attend au bord d'un champ. Elle franchit un peu plus tard le portail de La Boisserie.

Le général enfin ressuscité après sa mystérieuse disparition qui a duré 7 heures, retrouve l'horizon familier des marches de l'Est et le parc de ses méditations solitaires : celles qui précèdent les grandes décisions.

“J'ai pris des résolutions”

L'extraordinaire suspense est à peine levé qu'un groupe de députés gaullistes conduits par un Krieg surexcité fait irruption à la Chambre :

— Nous ne nous laisserons pas égorger, proclame ce brave à trois poils. Demain nous descendrons dans la rue...

L'intrépide parlementaire n'est pas seul à être soulagé : les dirigeants du P.C. flairent très vite que le pouvoir ne sera pas vacant. Ça tombe bien, ils n'avaient aucune envie de voir s'ouvrir cette vacance au profit de Mendès. Dès minuit trente, celui-ci pourra se faire une idée des sentiments que lui porte Waldeck Rochet en ouvrant l'édition de « L'Humanité » fraîchement sortie des presses. On y dénonce les illusions d'un nouvel homme miracle.

Quant à la fameuse marche insurrectionnelle sur l'Elysée déserté, elle a été adroitement stoppée à temps par les porteurs de brassards du service d'ordre et s'est désagrégée à la hauteur du square Louis XVI dans une atmosphère de kermesse.

Le parti de Moscou a bien mérité du parti de la peur. Mais il décide de laisser jusqu'au lendemain ses partenaires de la gauche s'enfermer dans l'impression que la partie est gagnée. Mendès tombe dans le piège, accepte avec une humilité feinte de former un gouvernement et commence à distribuer des portefeuilles (5).

A la même heure, de sourds grondements ébranlent la région parisienne. Ce sont à Satory les blindés de la gendarmerie mobile, à Pontoise ceux du régiment de marche du Tchad et à Melun ceux du RICM. La 2^e brigade blindée de la 8^e division rejoint Compiègne et les AMX 30 du 501^e régiment de chars reviennent tenir Rambouillet.

Cependant, le jeudi 30 mai au matin, tandis que de Gaulle quitte La Boisserie pour regagner Paris, le pessi-

(5) Comme le dira drôlement un collaborateur de « l'Equipe » grand amateur de rugby, « Mitterrand et Mendès sont partis avant le coup de sifflet de l'arbitre, ils se sont mis hors jeu. »

LES MURS ONT LA PAROLE

**MOINS
DE
21ANS**
voici votre
bulletin de
VOTE



SALAIRES LEGERES



CHARS LOURDS



**EN MÉDECINE
COMME PARTOUT,**



**PLUS
DE
GRAND PATRON**



au secours !!

Quelques affiches de l'Ecole des Beaux-Arts pour les journaux muraux de la Révolution. Une collection complète vaut très cher aujourd'hui dans les galeries de Londres, Genève et New York.



La « Marseillaise » des vaincus, pendant que la majorité se rue à la Concorde... Cette majorité avait « la vocation d'être dissoute », dira le général.

misme et l'incertitude habitent encore la majorité. A 10 h 30, la prise de position de Giscard d'Estaing accentue la panique. Si ce roué réclame le départ de Pompidou et un gouvernement d'unité nationale, c'est évidemment parce qu'après avoir attendu jusqu'à l'extrême limite, il croit désormais inévitable la chute du Régime.

Michel Debré est le plus désespéré. On raconte qu'il n'a pas dormi depuis trois jours et ne tient debout qu'à grands renforts d'excitants. Ses propos s'en ressentent :

— Il n'y a plus qu'à se tirer une balle dans la tête, l'entend-on murmurer.

La rumeur se répand qu'il a un revolver dans sa poche et qu'il a l'intention de se suicider aussitôt que de Gaulle aura annoncé son départ.

C'est tout le contraire qui va se produire. Porteur de son secret, le général fait son entrée à l'Elysée à 12 h 25. Le drapeau tricolore, qui avait été amené la veille, flotte de nouveau au-dessus de la résidence présidentielle. Après un déjeuner frugal en compagnie de tante Yvonne, il reçoit dès 14 h 30, M. Pompidou.

Le Premier ministre qui avait quitté quarante-huit heures plus tôt un homme défait voit revenir un patron. Pour commencer, le patron l'informe d'une première décision : il peut renoncer au discours qu'il s'était promis de faire devant l'Assemblée nationale. Et il lui expose son plan auquel Foccart et Tricot ne sont pas étrangers. Dans deux heures les Français sauront.

Dès lors le film des événements se déroule à vitesse accélérée. On apprend que le général parlera à 16 heures. Faute de télévision, il se contentera de la radio.

— Comme à Londres en juin 40, commente fièrement Jean Marin, directeur de l'A.F.P.

Le Comité directeur du P.C. qui siège en permanence, est un des premiers informés. Waldeck Rochet annonce aux camarades que de Gaulle est revenu de son éclipse plus « remonté » que jamais et résolu à combattre.

Dans les marronniers du Luxembourg, les oiseaux du matin chantent quand Gaston Monnerville, le président du Sénat, en son palais reçoit une lettre par porteur de l'Elysée.

C'est une lettre manuscrite du général de Gaulle. Gaston Monnerville qui la tient dans sa main, avant de la déchiffrer, croit tenir la lettre annonçant la démission qu'il attend depuis six ans.

Le Président du Sénat, second personnage de l'Etat est chargé par la Constitution d'assurer la continuité du pouvoir suprême en cas de disparition ou de démission du Président de la République. Les deux hommes se haïssent. Monnerville a accusé de Gaulle de forfaiture pour violation de la Constitution en 1962, quand le général a fait décider par référendum de l'élection du président au suffrage universel.

Il ouvre la lettre et à mesure qu'il la lit, son visage change. L'homme détesté ne s'en va pas et, conformément à la Constitution informe le président du Sénat qu'il a décidé de dissoudre l'Assemblée.

A 16 heures, de Gaulle parle. « J'ai pris des résolutions ». Il tonne, il éructe, il dissout, il menace. Après trois semaines de prostration, c'est le de Gaulle du putsch qui réapparaît.

Les députés ont suivi l'allocution sur leurs transistors. C'est un étonnant festival de stéréophonie.



Dessin paru dans « l'Enrage »

« Chacun fait bonne contenance, même si le cœur lui manque un peu, en entendant le général annoncer que l'Assemblée est dissoute. Le coup de latte donné aux « politiciens au rencart », nouvelle version du « quarteron de généraux en retraite » provoque des « oh ! » et des « ah ! » selon que les voix viennent de l'opposition ou de la majorité. Le grand dialogue des chœurs se poursuit, mi-Sophocle, mi-Aristophane : « C'est intolérable ! » Il annonce la dictature !... Enfin l'Etat se manifeste !... C'est le 18 Brumaire !... C'est le 18 juin !... C'est le 2 décembre !... C'est avril 1961 !... C'est le 13 mai !... (6).

Les gaullistes, soudain délivrés de leur grande peur, exultent. Cayeux, député centriste, confie à Dominati, giscardien qui a voté contre l'amnistie.

— Je crains que le sang coule.

— Eh bien il coulera ! glapit l'autre.

Cointat, député de l'Isère, se déchaîne :

— Il faut commencer par chasser les salopards des usines.

A peine éteinte par Chaban-Delmas tandis que l'opposition se lève et entonne « La Marseillaise », la députaille de la majorité se livre dans l'hémicycle et jusque dans les couloirs à un gigantesque début de strip-tease. C'est qu'il faut tomber la veste pour passer le harnachement de rigueur : l'écharpe tricolore qui barre l'estomac sur la gauche et dont les glands d'or retombent sur la cuisse. Et il convient d'être au plus vite au grand rassemblement de la Concorde.

Le parti de la peur sent ses jambes lui revenir.

“N'est-ce vraiment que pour moi ?”

Incroyable défilé : des voitures sillonnent les beaux quartiers en klaxonnant les fameuses cinq notes sur l'Al-gé-rie-fran-çai-se devenues : « Nous voilà de Gaulle » ; des manifestants scandent : « L'Amérique avec nous ». En tête du cortège le catholique rouge, François Mauriac, qui vitupérait en 1935 des cortèges analogues quand le colonel de la Rocque remontait les Champs-Élysées à la tête des anciens combattants et André Malraux, le célèbre militant des Brigades internationales de la guerre d'Espagne. Ni l'un ni l'autre ne lèvent plus le poing. L'état lamentable de Michel Debré inquiète le public.

Des voitures, on jette des tracts : *La Révolution avec de Gaulle*. A leur bord, de tout jeunes hommes exhibent des brassards F.F.I. : on veut recréer l'atmosphère de la libération de Paris.

Maurice Schumann entend sans plaisir le cri : « Cohn-Bendit à Dachau ». « Le Figaro » expliquera le lendemain qu'il fallait entendre : « Cohn-Bendit au cachot ».

Un jeune homme excité déclarera à la réunion d'un club d'intellectuels droitiers et non gaullistes : « Je viens d'assister au coup de Prague à l'envers ». Il oubliait seulement que ce coup de Prague à l'envers avait reçu l'accord du P.C.

A une fenêtre de l'Élysée, de Gaulle écoute la clameur.

— C'est pour vous, mon général, avance un aide de camp un brin courtisan.

— N'est-ce vraiment que pour moi ? s'interroge de Gaulle.

Tard dans la nuit, et particulièrement au carrefour Bac-Raspail, aux lointains abords du quartier Latin, des groupes de patriotes acclament les cars des C.R.S. qui passent et leur crient courageusement : « A la Sorbonne ». A chacun son travail.

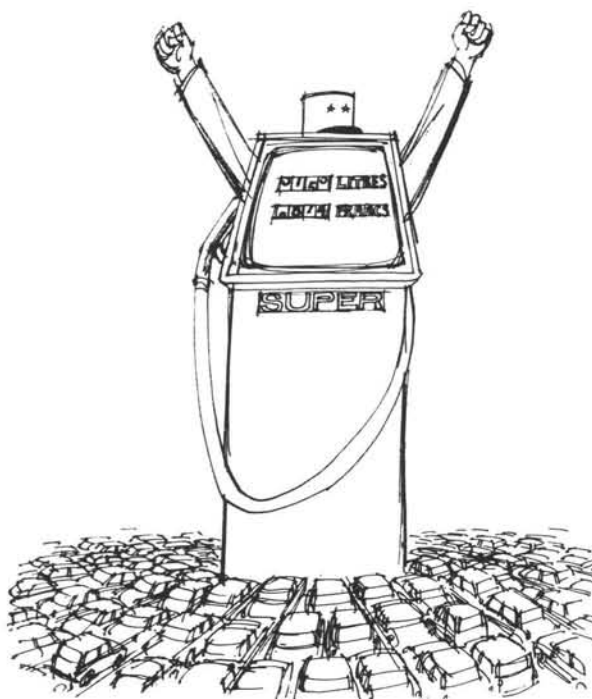
Le même soir Mitterrand qui, sa besogne faite, se rend chez Lipp, est pris à partie par un groupe de gaullistes et un groupe d'étudiants révolutionnaires : il se réfugie sous une porte cochère.

Dans les jours qui vont suivre, le soulagement va trouver d'autres exutoires. Après tant de journées et de nuits où la rue a appartenu aux « enragés », les partisans de l'ordre vont se montrer. On verra même se mêler aux manifestants Joséphine Baker dont le récital à l'Olympia avait été interrompu par la grève. La créatrice de « J'ai deux amours » reste fidèle à un de ses principes. Elle avait débuté dans les bananes. Elle continue dans le régime.

Mais, déjà, on pense à autre chose. La grosse voix de De Gaulle a, comme par miracle, fait jaillir l'essence de toutes les pompes dont les cuves étaient asséchées depuis deux semaines : les Français n'en seront pas privés pendant leur week-end.

Trahie selon les uns, manquée selon les autres (« Mitterrand c'est raté ») la révolution de mai se termine dans les embouteillages. La France quite sa robe de deuil pour se diriger vers des élections apparemment rassurantes.

Le soleil de la Pentecôte achève de dissiper les craintes. Mais pour combien de temps ? Il reste les rancœurs, cette écume des espérances brisées.



(6) Récit du « Journal du Dimanche » sous la plume de Jean Ferniot.



L'apothéose. Ils sont sauvés, mais ils ont eu chaud. Debré en est encore tout étourdi. Ce jour-là, le Soldat inconnu, qui n'est ni à gauche ni à droite, en a vu de toutes les couleurs...

II^e PARTIE

De la francisque à l'élection présidentielle
en passant par l'Observatoire

LES AMBITIONS DE MITTERRAND



Photo extraite de l'ouvrage « 100 000 voir par jour pour Mitterrand », Editions Laffont.

Le beau François à 18 ans. « C'était un petit jeune homme chrétien très bien », dira plus tard Mauriac, du Rastignac d'Angoulême. Entre-temps, comme Tino Rossi, le ténor de la gauche a pas mal grossi.

L'air est lourd en cet après-midi du 9 septembre 1965. Au 12, cité Malesherbes, hôtel particulier du parti socialiste, le bureau de Guy Mollet est de surcroît envahi par la fumée des cigarettes. Le secrétaire général de la SFIO discute ferme avec deux députés du centre, le MRP Pierre Abelin et l'indépendant Pierre Baudis. Soudain la porte s'ouvre brusquement. René Schmitt, l'adjoint de Mollet, au visage déjà marqué par le cancer qui l'emportera moins de trois ans plus tard, tend un papier. Guy Mollet y jette un coup d'œil et s'écrie, interloqué :

— Eh ben !

Il tend la feuille à ses deux visiteurs. C'est le « flash » de l'AFP qui annonce : « MITTERRAND CANDIDAT A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ».

— Ça commence bien ! dit Guy Mollet, rageur.

« Ça » ne commence pas. Au contraire. C'est la fin d'une longue marche secrète.

La légende de l'élection présidentielle, soigneusement entretenue par l'intéressé, veut que François Mitterrand ait attendu l'abandon de Gaston Defferre, éphémère « Monsieur X », pour relever le flambeau tombé et

conduire la gauche à l'assaut de l'Elysée. Belle image d'Epinal qui n'a que l'inconvénient d'être fausse. En réalité, Mitterrand courait sa chance dès l'été 1963. Deux ans de marches et de contre-marches patientes, coupées d'intrigues florentines, de déceptions et de coups de Jarnac, en direction d'un objectif qu'il était le seul à discerner : car, le 15 septembre 1963, François Mitterrand a déjà décidé d'être — **CE QUI EST ALORS IMPENSABLE** — le candidat commun socialo-communiste à la succession de Charles de Gaulle.

Cet homme que l'on croit fini

C'est au printemps 1963 que l'opposition commence à se soucier de l'élection présidentielle de décembre 1965. Il a fallu six mois à ses chefs pour se remettre de l'abatement provoqué par le raz de marée électoral gaulliste de novembre 1962. L'opposition d'alors, ce n'est pas la gauche alliée à l'extrême-gauche, c'est la gauche alliée au centre. Guy Mollet répète à qui veut l'entendre qu'un seul homme est capable de battre de Gaulle : Antoine Pinay. La seule candidature qui paraisse alors concevable, c'est celle d'un homme qui serait au second tour le candidat commun des socialistes, des radicaux, du MRP et des indépendants — et pour qui les communistes seraient obligés de voter en désespoir de cause. A défaut de Pinay, Maurice Faure, président du parti radical, pense pouvoir être l'homme de la situation mais il n'est pas le seul.

Au début de juillet, quatre ou cinq excursionnistes ont apparemment en même temps l'idée de venir prendre l'air de la forêt de Rambouillet. Ils se rencontrent près de Poigny-la-Forêt. Une providentielle coïncidence veut que de ces promeneurs l'un soit MRP, l'autre socialiste et le troisième radical. C'est là qu'est adopté pour la première fois le projet d'une candidature Gaston Defferre (1).

Dans les clubs de gauche qui fusionnent à l'époque par réaction contre les partis traditionnels ridiculisés par les précédentes élections, le candidat à qui l'on pense est Mendès-France. On fait valoir qu'il est resté à l'écart du « syndicat des faillis » et qu'il garde dans le pays une forte « équation personnelle » qui intimide jusqu'aux gaullistes. Velleïtaire, Mendès objecte qu'il s'est fondamentalement opposé à l'élection du Président de la République : « Ne comptez donc pas sur moi pour être candidat », dit-il au Pr Vedel. Mais il laisse pourtant prononcer son nom dans les réunions.

Personne ne pense alors à François Mitterrand, ce Rastignac ministériel de la défunte quatrième qu'on croit « fini » depuis l'affaire de l'Observatoire. Personne sauf lui. Et Charles Hernu.

« Jeune Turc » radical qui a connu son heure de gloire dans le sillage de Mendès à l'époque du Front Républicain, Hernu, avec un flair presque incroyable, a choisi dès 1958 d'être l'homme de Mitterrand. En ce printemps 1963, il va jouer un rôle décisif dans la gestation de la candidature.

(1) Une seule « fuite » se produira dans les semaines qui suivent et provoquera un début de panique chez les initiés. Le 15 août, « Minute » fait assez vaguement état de la rencontre et annonce en première page : « Defferre choisi par les partis coalisés comme candidat unique pour l'Elysée. »

Premier objectif : relancer le nom de François Mitterrand. Tout au long des premiers mois de 1963, une discrète campagne est menée dans les clubs où Hernu, fondateur du Club des Jacobins, a gardé de nombreux amis. L'indécision de Mendès le dessert. On parle de plus en plus de Mitterrand (2).

Dans le même temps, Hernu fait adopter par Mitterrand un plan d'action où se retrouve son goût pour la phraséologie des grands ancêtres. Il lance l'idée d'une « Convention » nationale de la gauche précédée par une « Campagne des Banquets » de pure tradition quarante-huitarde.

Le processus tend à faire déborder les états-majors des partis par leurs troupes locales. Il consiste à réunir un peu partout mille notabilités « républicaines » du cru et à leur faire acclamer Mitterrand

L'EXPRESS

DEFFERRE
EST-IL
MONSIEUR X



Feu rouge sur la voie : L'Express lance son candidat.

entre la poire et le fromage. De ville en ville, le nom de François Mitterrand volera jusqu'à un banquet monstre qu'Hernu a déjà prévu au Parc des Expositions de Paris et à l'issue duquel Mitterrand, cédant aux ovations, acceptera solennellement de poser sa candidature à l'Elysée.

Mitterrand n'apporte qu'une modification. Il a tiqué sur le mot « banquet ». Hernu, à demi-

(2) Le 3 mai 1963, le journaliste Jean-André Faucher, particulièrement bien introduit dans les clubs, écrit dans son bulletin confidentiel « Lettre du Cousin Jean » : « Les multiples organisations démocratiques unitaires qui s'organisent en ce moment, mais qui fusionneront, pourraient bien aboutir en 1965 à la candidature unique de François Mitterrand. »

convaincu, accepte de rebaptiser ses agapes politiques « Déjeuners des Mille ».

Le premier banquet a lieu le 15 septembre 1963 à Saint-Honoré-les-Bains. Hernu a choisi cette minuscule station thermale parce qu'elle est située au cœur de la Nièvre, fief électoral de Mitterrand. Le recrutement des convives en sera facilité. De fait, toute la gauche nivernaise est là. Il y a même un convive inattendu : Robert Hostier, député communiste du département.

Test décisif, car Mitterrand a longtemps été dans la Nièvre la bête noire des communistes. On guette anxieusement l'arrivée d'Hostier. Viendra-t-il ? Il vient, serre les mains, déjeune. Dans l'émotion, on ne pense pas, au moment des discours, à lui passer la parole. Le lendemain, Mitterrand, oubliant l'impassibilité qu'il affecte, jubilera en voyant « L'Humanité » rendre compte du discours que Robert Hostier N'A PAS PRONONCE au banquet.

Il acquiert ce jour-là la certitude qu'au moment venu il aura le feu vert du parti communiste.

Il ne lui reste qu'à éliminer les concurrents.

Un concurrent bien lancé

Pour Maurice Faure, les ennuis ne tardent pas. Le président du parti radical est victime, au congrès de son parti, d'une manœuvre encore mal éclaircie. Il médite en grand secret d'y proposer la dissolution du parti radical qui céderait la place au Rassemblement Démocratique dans lequel viendrait ultérieurement se fondre le MRP. Leader de ce centre élargi, Faure serait dès lors un candidat idéalement placé pour tendre sa main gauche à ses amis indépendants. Patatras ! Deux jours avant que le congrès s'ouvre à Evian, des indiscrétions se produisent. Jacques Maroselli — un vieil ami de Charles Hernu ! — mène une levée de boucliers. Accusé de vouloir brader le vieux parti radical, Maurice Faure fait marche arrière, dément et décide dans la nuit d'abandonner son projet. Il a manqué le départ de sa course à l'Elysée.

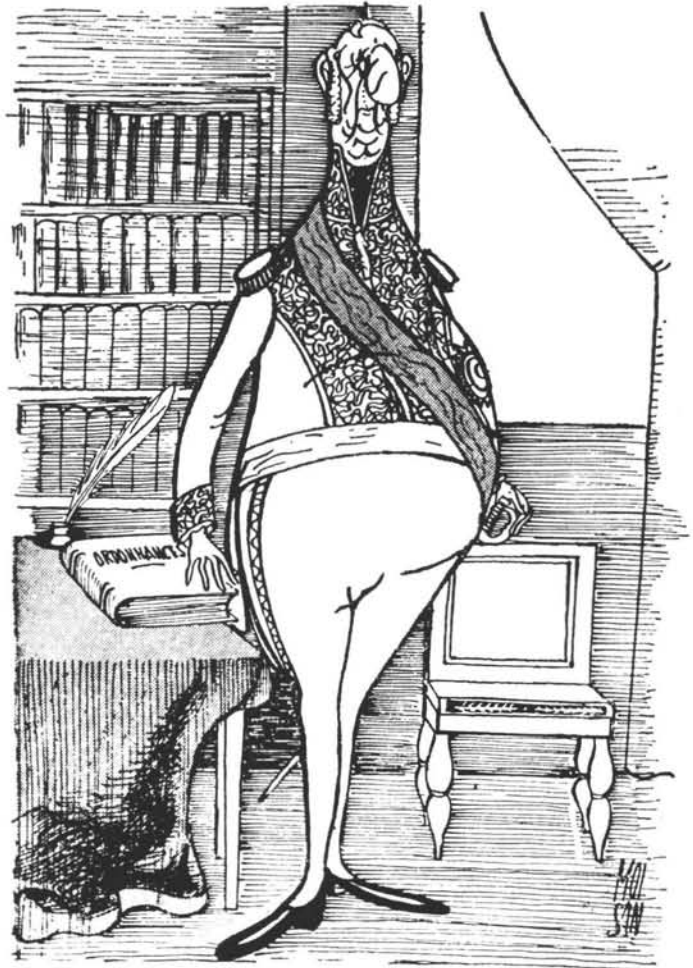
Mais, à peine Maurice Faure est-il retombé dans sa trappe qu'un nouveau concurrent se présente. « L'Express » lance « Monsieur X » à grand fracas. C'est Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille, qui prend le départ.

Seuls les naïfs prennent à l'époque l'opération « Monsieur X » pour ce qu'elle prétend être : l'établissement d'un portrait-robot du candidat idéal qui permettra ensuite de choisir l'homme idoine. Il s'agit en réalité d'un « coup » journalistique grâce auquel Jean-Jacques Servan-Schreiber compte attribuer à « L'Express » le mérite de la candidature Defferre en faisant croire qu'il l'a provoquée. Or, Defferre envisage de se présenter depuis le mois de janvier, époque à laquelle il en a parlé à Mendès. Le Club Jean-Moulin a accepté en mars d'organiser sa campagne. En juillet, à Rambouillet, MRP et radicaux ont donné leur bénédiction. Gaston Defferre a pris sa décision définitive à Marseille dans les derniers jours d'août, deux mois avant que surgisse « Monsieur X ».

Normalement, l'entrée en lice d'un candidat socialiste sonne le glas des espérances de Mitterrand. Son entourage montre un certain découragement. Pas lui. Il est le premier à féliciter le maire de Marseille.

— La candidature de Gaston Defferre est heureuse pour l'opposition, donc pour les républicains... Nul homme politique n'est plus digne et plus capable. Gaston Defferre est socialiste : il lui faut maintenant obtenir l'adhésion de tous les républicains épris de justice, de liberté et de progrès.

Cadeau empoisonné. Toute l'habileté florentine de François Mitterrand apparaît dans ces dernières lignes où il invite Defferre à recueillir l'adhésion des « républicains de progrès », c'est-à-dire du MRP. En fait, Mitterrand sait bien que Defferre, après Maurice Faure, nourrit le rêve d'une « grande fédération » réunissant MRP, radi-



« Ne cherchez pas, Monsieur X, c'est moi : Charles X. »
(Dessin de Moisan pour « La Cour ». Editions Julliard.)

caux et socialistes. Mais Mitterrand est convaincu que ce regroupement est irréalisable. Alors, avec un lucide machiavélisme, il y encourage son rival.

— Il fallait que ce préalable soit levé, expliquera-t-il plus tard.

A l'époque, Hernu s'exprime plus simplement :

— Defferre va se griller. Son tour de piste n'aura servi qu'à débayer le terrain.

Le tour de piste du maire de Marseille va cependant durer dix-huit mois au cours desquels Mitterrand rencontre un allié en la personne de Guy Mollet, qu'une vieille et tenace rivalité personnelle oppose à Defferre. Mollet n'a aucune envie de voir la « vieille maison » socialiste se diluer dans un travaillisme dont Defferre

serait le leader. Solidaires de leur « patron », les négociateurs SFIO multiplient les obstacles dans les discussions avec le MRP. Peu à peu, le fossé se creuse.

Le jour où Gaston Defferre, dans un effort de conciliation, se présente boulevard Saint-Germain au Comité des Démocrates, nouvellement créé, où l'attendent MRP et indépendants, les chances du maire de Marseille paraissent brusquement remonter. La grande presse le présente déjà comme le futur candidat unique de tous les Français qui ne sont ni gaullistes ni communistes. Mais Mitterrand sait que son rival est tombé dans le piège.

— C'est un suicide, dit-il.

Il a raison. Le même jour, cité Malesherbes, Guy Mollet ne cache pas sa joie. « Il a pris Gaston Defferre



Encore un rival à court-circuiter : le radical Maurice Faure.

en flagrant délit de flirt avec la droite » (3). Il va exploiter à fond cet avantage devant le congrès socialiste. Dès lors, de polémiques en palinodies, la « grande fédération » dont rêve Defferre va lentement dépérir avant d'agoniser, la nuit du 17 au 18 juin 1965, dans l'appartement de l'avenue Raymond-Poincaré où Jacques Duhamel accueille une dernière fois les négociateurs.

Mitterrand participe à cet hallali. Discret, il se souvient brusquement d'avoir un discours à corriger à la Chambre quand la discussion aborde l'élection présidentielle. Mais

il est toujours là quand les autres négociateurs tentent de sauver la fédération. Il se donne l'élégance d'appuyer Defferre jusqu'au bout tout en laissant échapper qu'il pressent « un effroyable malentendu ».

Un moment, la discussion bute sur le nom du futur parti. Au nom du MRP, Jean Lecanuet fait savoir qu'il ne peut accepter le terme « socialiste ». Intervention immédiate de Mitterrand : « Il n'est pas question de l'abandonner ». C'est peut-être le coup de grâce...

A deux heures du matin, Gaston Defferre, épuisé, reconnaît l'échec de sa « grande fédération ». Le 23 juin, il renonce à être candidat à la présidence de la République.

— A vous, dit-il à Mitterrand.

Mitterrand proteste. Il n'en est pas question.

Mais, trois jours plus tôt, dînant chez Maurice Faure, il a avancé prudemment (4) :

— Il est possible que je sois amené à envisager ma candidature.

Maurice Faure a relevé la tête, a marqué sa surprise et a laissé tomber :

— A moins que ce ne soit moi.

Une lettre oubliée dans un tiroir

Une seconde fois, François Mitterrand rencontre Maurice Faure sur son chemin. Mais, une seconde fois, le président du parti radical va lui-même ruiner sa chance par une fausse manœuvre.

A peine a-t-il fait toucher terre à Gaston Defferre que Guy Mollet a repris à son compte l'élargissement du parti socialiste tenté par son rival. A cette différence que le secrétaire général du parti socialiste abandonne l'idée d'un mariage avec le MRP et préconise seulement une « petite fédération » avec le parti radical. Il adresse donc à Maurice Faure des propositions écrites et relativement précises.

Embarras de Maurice Faure qui, depuis l'abandon de Defferre, ambitionne à nouveau d'être le candidat commun de la gauche et du centre à l'élection présidentielle. Or, une fusion socialo-radical risque d'indisposer les centristes. Après avoir hésité, il met la lettre de Guy Mollet dans un tiroir et « oublie » d'en informer le parti.

Erreur fatale. Décidé à brusquer les choses, Guy Mollet demande à Joseph Barsalou, rédacteur en chef de « La Dépêche du Midi », de lui amener cité Malesherbes des dirigeants radicaux responsables. Barsalou se présente avec M^{re} André Cellard qui préside place de Valois la commission de politique générale et Jacques Maroselli qui représente la génération montante du vieux parti. Guy Mollet leur confirme ses propositions. Cellard réunit sans tarder la commission qu'il préside qui donne un avis favorable. Les instances du parti radical sont régulièrement saisies et le processus de la Fédération est engagé. Maurice Faure s'incline. Il n'en a pas moins été court-circuité : la Fédé-

(3) Georges Suffert : « De Defferre à Mitterrand », Editions du Seuil.

(4) Pierre Sainderichin et Joseph Poli : « Histoire secrète d'une élection », Plon, éditeur.



Trois bidasses au 23^e R.I.C. : Mitterrand est à gauche (déjà !) et son futur bras droit Dayan au milieu. Un ministre de la France d'outre-mer (photo de droite) perce déjà sous le calot du soldat de la coloniale.

ration a été conçue malgré lui et il est mal placé pour être son candidat à l'élection présidentielle.

Mais la Fédération naît aussi sans François Mitterrand.

Grandes manœuvres à Saint-Gratien

La légende qui veut que Mitterrand ait joué dès le départ un rôle décisif dans la réunification de la gauche ressortit à l'imagerie d'Épinal. En réalité, les premières négociations socialo-radicales vont se dérouler sans la participation de la Convention des Institutions Républicaines dont Mitterrand a pris la présidence. A l'époque, ni les socialistes ni les radicaux ne croient encore aux clubs. « La Convention ne dépasse pas la porte d'Italie », ironise-t-on couramment cité Malesherbes. De leur côté, les clubs montrent une violente hostilité contre les partis traditionnels. Le sénateur Ludovic Tron a même écrit que si la Fédération se fait, elle devra se faire contre les partis. Mitterrand a approuvé.

Si François Mitterrand va pouvoir sauter providentiellement au dernier moment dans le train de la Fédération, c'est parce qu'on a besoin de quelqu'un pour siffler le départ. Quand tout semble virtuellement au point entre socialistes et radicaux, une question embarrassante se pose : qui va prendre devant l'opinion publique l'initiative de ce regroupement. Si c'est la SFIO, on ne manquera pas de dire que Guy Mollet veut annexer le parti radical.

Si c'est la place de Valois, on dira à gauche que les socialistes se radicalisent.

Des radicaux qui sont en même temps clubistes — dont Jacques Maroselli — suggèrent alors que l'initiative pourrait venir de la Convention.

— A la rigueur, opine Guy Mollet. Mais à condition que les Clubs renoncent à leur agression permanente contre nos partis.

C'est alors le tournant de Saint-Gratien. Mitterrand, avec une froide lucidité, a compris que la Fédération rend caduc son projet de candidature personnelle « à l'applaudimètre » ; il se condamnerait en restant à l'écart de la machine politique qui se forme. Il accourt donc à Saint-Gratien, petite ville dont le maire est l'ancien député mendésiste Léon Hovnanian et où la Convention des clubs doit tenir un séminaire les 3 et 4 juillet. Deux jours durant, il s'emploie à renverser la position des clubs. Il y parvient. Les clubs acceptent de former la troisième famille de la Fédération de la Gauche qui est officiellement baptisée une semaine plus tard au Cercle Républicain de Paris.

Aux côtés de Guy Mollet et de Maurice Faure, François Mitterrand est dès lors le troisième homme de la Fédération. Il lui reste à en devenir le premier.

A la fin de juillet, Mitterrand réunit ses intimes dans son appartement de la rue Guynemer. Il y a là Hernu, Marc Paillet, Dayan, Roland Dumas, Maroselli, Rousselet,

Marie-Thérèse Eyquem. Pour la première fois, il indique sa décision :

— Je serai candidat.

Aucun socialiste n'est là et pour cause. Guy Mollet est à cent lieues de prendre au sérieux une candidature de Mitterrand. Recevant le député Francis Vals le 19 juillet, il lui confie placer encore tous ses espoirs en une candidature d'Antoine Pinay.

— Au pis-aller, Maurice Faure, ajoute-t-il.

Pinay ne se décidant pas, Maurice Faure envisage effectivement, au début d'août, d'annoncer sa candidature. S'il le fait, la Fédération ne pourra que l'appuyer. C'est l'instant fatidique où tous les espoirs de Mitterrand peuvent être balayés. Mais Maurice Faure estime finalement le moment mal choisi.

— Les Français sont en vacances, dit-il. Attendons la rentrée.

Pour la troisième fois, le président du parti radical a laissé passer sa chance. Cette fois, définitivement.

François Mitterrand, lui, reprend sa longue marche. Il inspire un article du « Nouvel Observateur » dans lequel sont posés deux préalables à son éventuelle candidature : l'accord de Mendès France et l'absence d'un candidat communiste.

Avec P.M.F. l'affaire se révèle délicate. Mendès n'apprécie guère d'avoir été détrôné chez les clubs. Il boude, reproche à Mitterrand de n'avoir pas de programme. Mitterrand traverse la France pour le rencontrer le 3 août. Mendès accepte de l'écouter, se laisse plus ou moins convaincre mais Mitterrand lui arrache la promesse d'une lettre de soutien qu'il recevra effectivement une dizaine de jours plus tard.

Des communistes, Mitterrand n'attend apparemment qu'une neutralité bienveillante mais ce n'est qu'une façade. Au moment précis où il fait publiquement demander au Parti communiste de ne pas présenter de candidat contre lui, il a déjà l'assurance qu'il sera le candidat du Parti communiste.

L'émissaire des communistes

Au début de juillet, François Mitterrand a reçu chez lui, rue Guynemer, un coup de téléphone de M^e Borker. C'est l'émissaire qu'a choisi le Parti communiste.

D'origine lithuanienne, neveu d'un homme d'affaires plusieurs fois milliardaire établi en Amérique centrale, M^e Jules Borker, mène une existence de grand bourgeois dans un luxueux appartement du parc Monceau. Il est au parti communiste une de ces « éminences grises » dont le prolo de base ignore jusqu'à l'existence. Il milite discrètement à la cellule du Palais de Justice et se présente tout aussi discrètement comme un « collaborateur du comité central ». Pourtant, son autorité est exceptionnelle. Lors d'un colloque sur le Vietnam où l'intransigeance de la délégation communiste risque de provoquer le départ des fédérés, on le verra s'isoler avec deux chefs du parti, François Billoux et Raymond Guyot, qui réapparaîtront en ayant entièrement changé leurs batteries.

En sa qualité d'avocat, M^e Borker participe aux « Colloques juridiques » que préside le bâtonnier Thorp et dont Charles Hernu est le secrétaire général. Mitterrand étant lui-même avocat, ces colloques

serviront de « couverture » à leurs pourparlers secrets.

On voit souvent M^e Borker rue Guynemer mais, en même temps, l'émissaire communiste rencontre secrètement Guy Mollet : des relations régulières s'ensuivent entre le socialiste Claude Fuzier et le communiste Paul Laurent. Tout se passe comme si le Parti communiste entendait neutraliser à l'avance une réaction hostile de la SFIO à ses contacts avec Mitterrand. Mais c'est rue Guynemer qu'on négocie sérieusement.

Un instant, Mitterrand éprouve des doutes. Il craint que ses amis Thorp et Hernu n'aient attribué à cet avocat bourgeois une influence exagérée dans le Parti. Il demande une confirmation. La mission sera confiée au journaliste Claude Estier, du « Nouvel Observateur », qui présente la particularité d'être juif et d'avoir écrit un ouvrage à la gloire de Nasser. C'est précisément à l'ambassade d'Égypte qu'Estier, le 26 juillet, rencontre « par hasard » Waldeck Rochet. Le secrétaire général du Parti communiste lui confirme que le Parti est disposé à soutenir une éventuelle candidature de Mitterrand si « certaines conditions » sont remplies. Mitterrand sait désormais que son confrère Borker engage indiscutablement la direction du P.C.

Trois ans plus tard, et même si le comportement politique ultérieur de Mitterrand a apporté quelques lumières, la teneur exacte des « conditions » exigées par le Parti communiste et des engagements pris par Mitterrand reste mystérieuse. Ni Borker ni Mitterrand n'ont jamais parlé.

D'une manière générale, le parti communiste se montrait surtout désireux de sortir du « ghetto politique » où il était enfermé depuis que Ramadier l'avait chassé du pouvoir en 1947. Borker réclama avec insistance l'élaboration d'un programme électoral et une prise de position de la Fédération admettant le principe de la participation communiste à un futur gouvernement. Mitterrand obtint, semble-t-il, de procéder par étape à ces deux conditions.

Borker présenta cependant une condition « sine qua non » : le parti communiste n'accepterait pas de soutenir simplement le candidat de la Fédération. Cela signifiait que Mitterrand devrait présenter personnellement sa candidature à laquelle le Parti se rallierait au même titre que la Fédération. Dès lors, François Mitterrand ne devrait plus être que « le candidat de la gauche unie ». Mitterrand s'engagea d'autant plus formellement à respecter cette condition qu'elle entraînait dans ses vues.

Il ne lui restait qu'à partir enfin en vacances en prenant tout juste le temps de démentir qu'il ait eu des contacts avec le parti communiste.

A l'heure où il part pour Hossegor où l'attendent ses rosiers et ses cannes de golf, le terrain de sa candidature se présente comme suit :

- Au parti radical, la majorité lui est favorable ; une minorité croit encore aux chances de Maurice Faure.

- Au parti socialiste, Defferre est disposé à lui renvoyer l'ascenseur mais Guy Mollet qui espère encore voir Pinay entrer en lice ne croit pas à une candidature de gauche.

- Au parti communiste, le feu vert est acquis.

C'est du côté de la « petite gauche » intellectuelle et progressiste que Mitterrand rencontre les plus graves réticences. Mendès France se contente de se tenir encore à l'écart mais d'autres réagissent avec indignation contre son éventuelle candidature. Au P.S.U., on répète : « N'im-



Pardonnons les injures passées. Le jeune homme chrétien fait maintenant bon ménage avec Waldeck Rochet.

porte qui mais pas lui ! » N'importe qui, c'est-à-dire Daniel Mayer ou Jean Vilar.

Cette opposition farouche vise moins la position politique de Mitterrand que sa personne. Montaron, de « Témoignage Chrétien », voit en lui « l'homme vulnérable ». Plus tard, dans « Le Monde », l'avocat Pierre Stibbe exprimera crûment cette méfiance : « La personnalité du candidat n'est pas indifférente. Il faut un homme d'une rigueur morale absolue qui ne puisse prêter le flanc à aucune attaque personnelle. Trop d'hommes politiques ont contribué à déprécier la politique par l'opportunisme, l'arrivisme, le goût de l'intrigue... »

A cet instant, Mitterrand serait volontiers tenté de chanter avec Léo Ferré :

*Monsieur mon passé,
Voulez-vous reculer ?*

La vérité sur la francisque

François Mauriac le dira plus tard à la Télévision avec une ombre de nostalgie : « François Mitterrand était un petit jeune homme chrétien très bien ». Une autre fois, il l'a comparé à Rastignac. Il est bien placé pour le savoir, lui sans qui Mitterrand ne serait pas ce qu'il est.

De nombreuses versions inexactes circulent sur ce parrainage presque aussi discuté que celui de Pétain à de Gaulle. Voici la vérité :

Un des plus tendres amis de jeunesse de Mauriac se nommait Robert Lorrain. Avant d'être emporté à la fleur de l'âge par la tuberculose, il avait eu le temps de faire partager son affection à sa sœur aînée. Le 26 octobre 1916, quand Yvonne Lorrain, devenue l'épouse du chef de gare d'Angoulême, donna le jour à un garçon, elle lui donna sans hésiter le prénom de François. Mitterrand — c'était lui — garde encore sur son bureau une statue bleue de la Vierge que Mauriac offrit à sa mère.

Yvonne Mitterrand était mieux qu'une dévote : une religieuse dans le siècle. Méditations, chapelets, oraisons scandaient le rythme de ses journées. François montra très tôt une piété analogue. Au collège Saint-Paul d'Angoulême, on crut un moment qu'il choisirait la prêtrise. Comme Renan et Staline.

« Monté à Paris pour y faire ses études de droit, François Mitterrand y découvrit très vite la politique mais ne s'y montra pas particulièrement l'émule d'un Cohn-Bendit. A Sciences-Po, il définissait ainsi son activité : « Apporter dans les groupements politiques auxquels il est nécessaire d'adhérer ET ADMIS PAR L'EGLISE les directives et les principes de notre foi ». Ce petit jeune homme chrétien était aussi (quelque précaution qu'il prenne pour l'oublier aujourd'hui) un petit jeune homme de droite. On le vit aux meetings du colonel de La Rocque. Son meilleur ami d'alors, Claude Roy, qui devait être le secrétaire de Robert Brasillach avant de se reconvertir en écrivain communiste après la Libération, l'introduisit dans les milieux d'Action française.

D'aucuns assurent que l'étudiant François Mitterrand aurait été tenté par la Cagoule ; ils observent qu'à plusieurs étapes de sa vie, il aurait bénéficié de l'aide d'anciens membres ou sympathisants de la

Mitterrand jugé par.

... lui-même (1942)



... les hommes nuls, les institutions vidées de substance et l'on aura raison. Condamnera-t-on les erreurs glorieuses ? Je voyais dans cette rencontre de la splendeur et de la misère françaises, au cœur de l'Allemagne, les deux boucles d'un même cycle et qui devaient fatalement se rejoindre.

FRANÇOIS MITTERRAND

- En décembre 1942, François Mitterrand publiait à Vichy cet article dans « France, revue de l'Etat nouveau ».

... le P. C. (1951)



- Ce tract a été diffusé par le Parti Communiste de la Nièvre en 1951.

... « l'Humanité » (1948)

M. Mitterrand témoigne par lettre en faveur du cagoulard Gabriel Jeantet !

On a du estimer que les cagoulards Gabriel Jeantet et Méténier risquaient encore trop en Cour de Justice et on les a traduits en chambre civique ! Chambre civique : peine maximum : indignité nationale. Quelle dérision ! Gabriel Jeantet, frère de Claude, rédacteur à « Je suis Partout », avait créé l'Amicale de France, association de collaboration et occupait les fonctions d'inspecteur général de la propagande de Vichy. « Double jeu » répond-il sans rire. Et son avocat produit une lettre récente de M. Mitterrand, ministre de l'Information de l'actuel gouvernement, en faveur de Jeantet, qu'il a rencontré durant l'occupation nazie.

Quant à Méténier, si était chef des groupes de protection de Pétain. « Jugement » aujourd'hui.

- Article publié par « L'Humanité », organe du Parti Communiste Français, le 8 octobre 1948.

... « Le Monde »



... la S.F.I.O. de la Nièvre (1958)



- Voici ce qu'écrivait l'hebdomadaire de la Fédération socialiste S.F.I.O. de la Nièvre le jeudi 27 novembre 1958



28 octobre 1944 : un beau mariage à Saint-Séverin. Mitterrand épouse Danielle Gouze, fille cadette d'un instituteur farouchement laïque.

Cagoule. Aucune preuve ni même aucune présomption sérieuse, n'existe pourtant de cette appartenance. En revanche, il est certain que la jeunesse « nationale » de Mitterrand jouera un rôle lors de son arrivée à Vichy en 1941.

En juin 1940, le sergent Mitterrand, du 23^e régiment d'infanterie coloniale, est capturé par les Allemands sur le lit d'hôpital où il a été transporté après avoir reçu devant Verdun un éclat d'obus dans l'omoplate. Deux tentatives d'évasion échouent dans les mois qui suivent. La troisième — du camp de triage de Boulay, en Moselle — sera la bonne en décembre 1941. Le temps de dépenser à Saint-Tropez — qui n'est pas encore Saint-Trop' — la prime d'évasion qu'il a touchée de l'Etat français, François Mitterrand se retrouve à Vichy en mai 1942. C'est une embarrassante période sur laquelle ses biographes ne s'étendent pas volontiers.

Prisonnier évadé, François Mitterrand est entré au Commissariat général aux Prisonniers où tout un service s'occupe non seulement d'accueillir les prisonniers évadés en les munissant notamment de faux-papiers mais aussi d'aider les évasions par le biais des colis. Il est donc exact que Mitterrand fait de la Résistance dès le printemps 1942 mais il faut préciser que c'est la Résistance de Vichy.

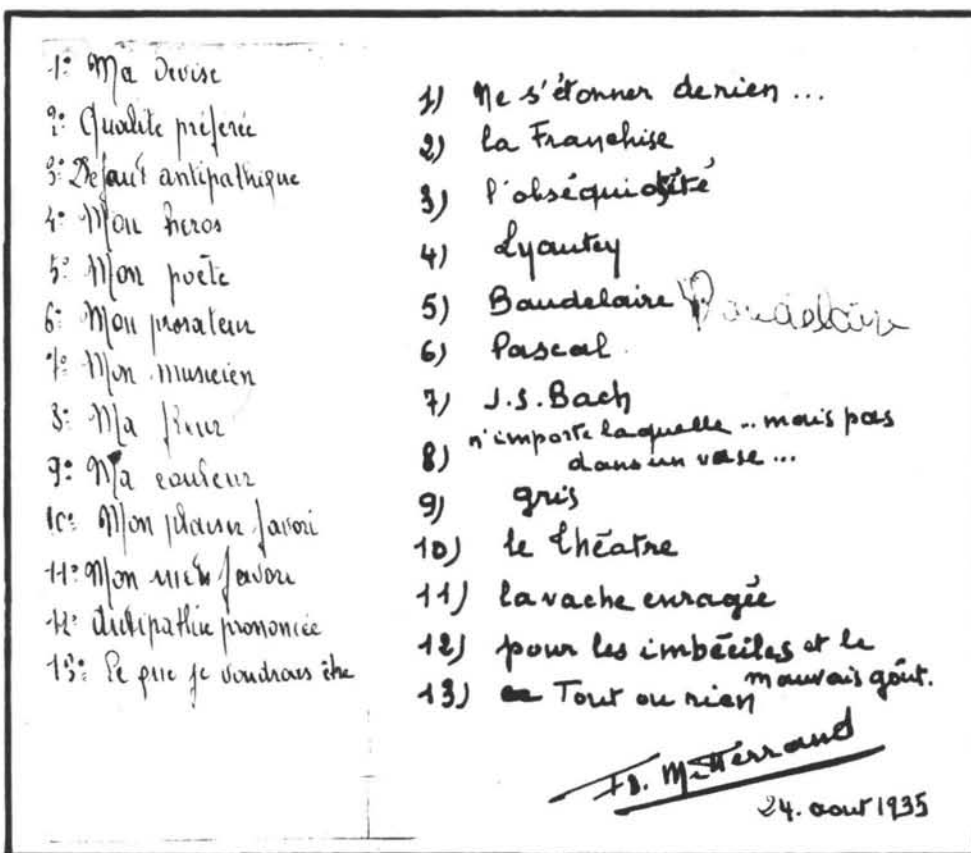
Il n'est guère douteux qu'à l'époque, Mitterrand soit sincèrement maréchaliste. En décembre 1942, il signe dans « France-revue de l'Etat Nouveau », un article qui, pour n'être qu'une méditation historique, n'en figure pas moins au même sommaire que l'ordre du jour de Philippe Pétain aux armées.

Simon Arbellot, prisonnier évadé lui aussi, qui exerce à Vichy les fonctions de directeur de la presse, attestera plus tard (5) :

— François Mitterrand savait le patriotisme allant jusqu'au sacrifice qui animait le Maréchal et ses amis ; il connaissait le drame quotidien qui se jouait chez Pierre Laval ; la résistance de ces deux hommes, si différente mais si constante. Il me demanda un jour, à moi et à Gabriel Jeantet, de présenter sa candidature à la Francisque.

Après n'avoir été qu'une fantaisie de Pétain qui distribuait volontiers cet insigne à ses visiteurs, la Francisque devint à l'automne 1941 une décoration officielle. Le postulant devait répondre à deux des trois conditions suivantes : 1) action « nationale » menée avant la guerre ; 2) attachement actif au Maréchal ; 3) états de service militaires. Le titulaire

(5) Simon Arbellot : « *Ecrits de Paris* ».



Un jour d'août 1935, une jeune fille s'amuse à consigner dans un agenda les réponses à 13 questions de quelques amis.

Elle était loin de se douter que celui qui ne s'étonnait de rien, qui avait une antipathie prononcée pour les imbéciles et le mauvais goût et qui voulait être tout ou rien, serait un jour candidat (malheureux) à l'Elysée et grand patron de la Fédération de la Gauche.

Il a bien changé. Il est vrai que, depuis, Mitterrand a oublié jusqu'au goût de la vache enragée...

prêtait le serment suivant : « Je fais don de ma personne au maréchal Pétain comme il a fait don de la sienne à la France. Je m'engage à servir ses disciplines et à rester fidèle à sa personne et à son œuvre ».

La sélection effectuée par le « Conseil de la Francisque » était sévère (moins de 5 000 francisques pour toute la guerre). L'amiral Platon, du cabinet militaire de Pétain, disait neuf fois sur dix : « C'est un gaulliste, je vote contre ». André Lavagne, du cabinet civil de Pétain, disait presque aussi souvent : « C'est un collabo, je vote contre ». François Mitterrand fut décoré du premier coup à l'unanimité du Conseil : résistant de Vichy, il n'était effectivement ni collabo ni gaulliste.

François Mitterrand opposera plus tard des réactions ambiguës à ceux qui lui reprocheront cette Francisque. Tantôt, il se défendra de l'avoir reçue (6), tantôt il fera valoir que c'était une ruse de Résistance et qu'il avait bien arboré l'insigne nazi pour s'évader à travers l'Allemagne. Il eût mieux valu reconnaître la vérité qui ne l'accablait nullement.

Gaulliste, Mitterrand ne le deviendra même pas alors que son activité se fait entièrement clandestine et qu'il prend la tête du « réseau Morland », amorce du futur « Mouvement de la Résistance des prisonniers et évadés », en liaison avec les maquis. En 1943, de Gaulle déjà sensible aux questions de famille, exige de Londres que le réseau Morland soit placé sous la direction d'un de ses neveux, Michel Caillau. Mitterrand refuse.

De Gaulle ne l'aura pas oublié à la Libération. Mitterrand ne conserve que quelques mois le Secrétariat Général des Prisonniers. Battu aux élections,

privé du quotidien qu'il dirige (« Libres »), il devra accepter une sinécure au magazine « Votre Beauté » contrôlé par l'industriel Schueller, mécène de la Cagoule.

Curieusement, la période « vichyste » de Mitterrand va lui être surtout reprochée par le parti socialiste et le parti communiste qu'il conduira à la bataille présidentielle en 1965. Dès 1948, « l'Humanité-Dimanche » exhume sa francisque et dénonce en lui « l'un des premiers vichystes de France » (7). Dix ans après, un quotidien socialiste de la Nièvre, « Le Progrès Social » titre lyriquement sur huit colonnes : « De la francisque à l'extrême-gauche, buvant le calice jusqu'à la lie, Mitterrand le déloyal va au comble de l'abjection » (8).

Il est vrai que Mitterrand, quoique découvrant aujourd'hui ses historiographes complaisants, n'apparaît pas précisément au cours de la IV^e République comme un pionnier de la gauche unie. Dans la Nièvre, son fief électoral, il doit régulièrement son élection aux voix de droite. L'UDSR à laquelle il appartient, est résolument anti-communiste et, en 1952, Mitterrand approuve le programme suivant : « L'UDSR entend mener la lutte contre le communisme sur tous les fronts, démasquer sans répit ses mensonges, utiliser contre lui les lois existantes, AU BESOIN LES COMPLETER ».

Ministre à 31 ans, Mitterrand sera successivement de onze combinaisons gouvernementales. Ministre de l'Intérieur en 1954, il lancera le 12 novembre la formule célèbre : « L'Algérie, c'est la France ». Il affirme que « la seule négociation, c'est la guerre » et se prononce pour « la plus rigoureuse répression ». En juin 1957, il dira à la Chambre : « Quand le gouvernement proclame qu'il ne consentira jamais à l'abandon de l'Algérie, je l'approuve. Quand il de-

(6) « Le Monde », 11 septembre 1965.

(7) « L'Humanité-Dimanche », 14 novembre 1948.

(8) « Le Progrès Social », 27 novembre 1958.



« J'ai sauté la barrière », chantait Johnny Hess. Un soir de 1959, Mitterrand saute celle des jardins de l'Observatoire pour échapper, dit-il, à de redoutables tueurs.

mande au Parlement le renouvellement de pouvoirs spéciaux qui permettent de traquer un terrorisme infâme, je l'approuve ».

La francisque et cette Algérie qui est la France ne sont pourtant que les deux premiers volets de ce passé qui pèsera sur Mitterrand à la veille de l'élection présidentielle. Le troisième est le plus grave : c'est l'affaire de l'Observatoire.

Le soir du 15 octobre 1959, Mitterrand est pris en chasse après avoir dîné à la brasserie Lipp. Sa voiture est criblée de balles et il n'échappe à ses poursuivants qu'en sautant dans les jardins de l'Observatoire et en se dissimulant dans un taillis. Du jour au lendemain, il devient un héros de la gauche, victime d'un attentat de l'extrême-droite.

Quelques jours plus tard, coup de théâtre : l'ancien député poujadiste Robert Pesquet révèle qu'il est l'auteur de l'agression mais qu'il s'agit d'un attentat bidon.

— C'est M. Mitterrand lui-même qui m'a demandé d'organiser l'affaire pour redorer son blason politique.

Pesquet prouve effectivement qu'il a rencontré Mitterrand. Il produit aussi des lettres qu'il s'est adressées à lui-même et où il révèle à l'avance tous les détails de l'opération. Confondu, Mitterrand doit revenir sur sa première version : il se dit maintenant victime d'une machination montée par Tixier-Vignancour et Biaggi. Le juge d'instruction l'inculpe d'outrage à magistrat et le Sénat lève son immunité parlementaire.

L'affaire ne sera jamais jugée ni même éclaircie mais elle fait à l'époque un effet déplorable. « Je l'ai toujours pris pour un sauteur », ironise Guy Mollet. « Le Monde » résume le sentiment général en ces termes : « Il reste qu'un ancien ministre de la Jus-

tice et de l'Intérieur, quelles que soient ses raisons, a contribué à égarer la justice et la police. Ce n'est pas là l'un des aspects les moins choquants et les moins troubles de l'affaire » (9).

« C'est un homme fini », dit-on à l'époque. Victor Hugo a écrit, qu'en politique, on se relève de tout même d'un canapé mais l'opinion commune est que Mitterrand ne se relèvera pas de son buisson.

Six ans plus tard, c'est cette ténébreuse aventure que vise Pierre Stibbe quand il met en cause la rigueur morale de Mitterrand et qu'en cette fin d'été 1965 il propose Daniel Mayer, président de la Ligue des Droits de l'Homme, comme candidat de la gauche à la Présidence de la République.

Mais, en une fulgurante campagne de six jours, chef-d'œuvre quasi napoléonien de l'offensive politique, « l'homme vulnérable » va surprendre ses adversaires, enfoncer les portes et déboucher seul dans l'arène présidentielle.

*
**

Le 4 septembre, François Mitterrand est de retour à Paris. Un rapide tour d'horizon lui apprend dans les deux jours qui suivent que Guy Mollet en est toujours à attendre un geste de Pinay. Du coup, Maurice Faure hésite encore à se lancer. En revanche, un coup de téléphone du mystérieux Borker prévient amicalement Mitterrand que l'on s'agite beaucoup chez Daniel Mayer et qu'il n'y a pas de temps à perdre.

Le lundi 6, François Mitterrand dîne à « La Méditerranée », en face de l'Odéon, avec Raymond Tournoux et Jean-Jacques Servan-Schreiber qui lui

(9) « Le Monde », 28 octobre 1959.



Mais quelques jours plus tard, l'ancien député Robert Pesquet affirme : « C'était un attentat-bidon convenu avec la victime. »

confirme que Gaston Defferre n'est plus dans la course. Il rentre à pied, rue Guynemer. C'est sur le chemin qu'il prend la décision de jouer son coup de dés en un seul jour en plaçant tout à tour les leaders politiques devant le fait accompli.

La journée du 7 se passe à organiser heure par heure l'offensive-éclair que Mitterrand a fixée au lendemain. Charles Hernu lui communique au fur et à mesure les ultimes renseignements qu'il reçoit. Il ne semble pas que ce soit lui qui prévienne le « 44 », siège du comité central communiste où les événements du lendemain ne causeront pourtant aucune surprise.

Le 8 septembre au matin, rue Guynemer, François Mitterrand — eut-il un dernier regard pour la Vierge bleue de Mauriac ? — décroche son téléphone. Il appelle successivement Gaston Defferre, Daniel Mayer, Maurice Faure et Guy Mollet. A tous, il demande un rendez-vous.

Maurice Faure comprend immédiatement ce que cela signifie et accourt chez Guy Mollet. Celui-ci lui propose de soumettre d'urgence sa candidature au comité directeur SFIO mais ne lui cache pas son scepticisme. Faure le quitte découragé.

En fin d'après-midi, Mitterrand rencontre Defferre à l'ancien siège d'« Horizon 80 » place de l'Opéra.

— Vous m'avez loyalement soutenu, observe le maire de Marseille, je serai à vos côtés.

A l'heure du dîner, Mitterrand se présente chez Daniel Mayer, rue Jean-Dolent. Le prédécesseur de Mollet à la tête de la SFIO est tout le contraire d'un homme dolent. C'est l'après-midi même qu'a paru dans « Le Monde » le perfide article de Pierre Stibbe qui recommande sa candidature. Dopé, Daniel Mayer en est à préparer son programme commun avec le parti communiste. Mais Mitterrand douche brutalement cet enthousiasme :

— Vous n'aurez jamais le soutien SFIO. Guy Mollet ne vous a pas pardonné la scission P.S.U. Il m'a dit lui-même qu'il n'hésiterait pas à présenter un candidat socialiste contre vous.

Mayer est décontenancé.

— Si vraiment la SFIO vous préfère à moi, alors, je ne me présenterai pas.

Le lendemain matin, réveillé à six heures et demie, Mitterrand gravit deux heures plus tard l'escalier de Maurice Faure, rue Rémusat.

— Ma candidature dépend de vous, dit-il. Si vous maintenez la vôtre, je renonce.

Maurice Faure hausse les épaules.

— Vous savez bien que Guy Mollet, en refusant de me soutenir, m'a enlevé toutes mes chances... Je pars ce soir pour Athènes.

Sur le pas de la porte, Faure tâte son visiteur :

— D'ailleurs, vous, vous allez avoir le soutien communiste.

Mitterrand le regarde dans les yeux et laisse tomber avec une admirable hypocrisie :

— Je ne ferai rien pour les avoir.

Il sort de l'immeuble en trombe, saute dans sa voiture et arrive cité Malesherbes où il est aussitôt introduit dans le bureau de Guy Mollet.

— J'ai vu Mayer et Maurice Faure. Ils s'effacent. A vous maintenant ! Que pensez-vous de ma candidature ?

— Cela devient la solution raisonnable. Il va falloir en parler sérieusement.

— Nous n'avons plus le temps de discuter. Si vous me donnez votre accord, je serai candidat en sortant de votre bureau.

Mollet ouvre des yeux ahuris derrière ses lunettes :

— Pourquoi si vite ?

— Parce que de Gaulle va annoncer sa propre candidature d'un jour à l'autre. Il donne une conférence de presse cet après-midi. Ma candidature doit être publique aujourd'hui même.

Guy Mollet lève les bras.

— Après tout, pourquoi pas.

A peine revenu de la cité Malesherbes, Mitterrand réunit chez lui ses principaux lieutenants. Il leur soumet sa décision. Tous l'approuvent. Alain Savary et Jacques Maroselli évoquent seulement l'article de Pierre Stibbe qui a paru la veille et demandent à Mitterrand s'il aura des armes pour répondre aux attaques personnelles. Il répond par l'affirmative, puis entraîne ses amis au restaurant « La Palette », boulevard du Montparnasse. A table, il commence par écrire un télégramme à Mendès qui est en Suisse. Puis tout le monde s'attelle à rédiger la déclaration officielle de candidature que Charles Hernu va communiquer à l'AFP : « J'ai décidé de solliciter les suffrages des Français et des Françaises le 5 décembre prochain... J'appelle ceux et celles qui ne se résignent pas à l'abandon de leur responsabilité civique à se joindre au combat pour une nouvelle espérance ».

Dans l'après-midi, Guy Mollet reçoit les centristes Abelin et Baudis. Il leur rapporte son entretien de la veille avec Mitterrand :

— Il est pressé mais je crois qu'il va d'abord demander des assurances précises aux communistes. A mon avis, il n'annoncera pas sa candidature avant trois ou quatre jours. Vous avez encore le temps de convaincre Pinay.

La porte s'ouvre. René Schmitt, a un papier à la main. C'est le flash de l'AFP.

— Eh ben ! fait le secrétaire général du parti socialiste.

Benjamin FERREOL

Un ténébreux tournant de la guerre d'Algérie:

Si Salah et la « paix des braves »

DES FELLAGHA A L'ÉLYSÉE !



Le « colonel » Si Salah, chef rebelle de la Willaya 4. Une nuit, il viendra offrir à de Gaulle la fin des combats en Algérie.

I. - La victoire sur un plateau

1^o Révélation d'une affaire de trahison. — « Celui qui parlera de cette affaire n'en parlera pas deux fois. »

La phrase, lourde de menaces, a été dite, assure-t-on, par de Gaulle. Elle couvre du sceau de la Raison d'Etat un des plus ténébreux épisodes des machinations de la V^e : l'affaire Si Salah.

A-t-elle été un crime contre la nation, le seuil décisif de l'abandon délibéré de l'Algérie ou simplement une occasion manquée ? Ce n'est pas, en tout cas, dans les Archives nationales que les historiens trouveront les clefs du mystère. Toutes les négociations furent menées dans un secret absolu. Il n'existe aucun rapport officiel, seulement de rares confidences à partir desquelles s'établissent les certitudes et les hypothèses.

Mais, la vérité tout entière, on n'est pas près de la connaître. Les témoins algériens directs sont morts, les rares autres, encore réticents à parler. Toutes les tentatives des avocats pour évoquer au grand jour des prétoires les obscurités de l'affaire Si Salah aux procès des généraux putschistes, se heurtèrent à un mur de silence. Et peut-être les Français n'en auraient-ils jamais entendu parler sans les révélations d'un journal assez courageux pour braver les foudres du pouvoir.

Le 28 janvier 1961, sous le titre « Nous résisterons à la trahison », l'hebdomadaire « L'Esprit Public », lançait une véritable bombe. En 35 lignes chargées de dynamite, le journal assurait que deux chefs rebelles, commandant deux importantes willayas, s'étaient rendus au printemps précédent à Paris, pour demander « l'aman ».

Ils venaient demander la paix des braves qu'on leur avait promise. Ce jour-là aura été le plus surprenant de leur vie. Mais il y a plus surprenant encore : les rebelles ont été amenés à l'Élysée dans le bureau même du président de la République. Mais on leur refusa ce qu'ils demandaient. On leur expliqua que le G.P.R.A. enverrait ses représentants d'un jour à l'autre à Melun et que cela importait plus à la France. Bref qu'ils étaient des gêneurs...

Dans le climat incertain de l'époque, l'article aurait dû faire un bruit énorme. Le tirage de « L'Esprit Public » était, certes, limité (25 000 exemplaires), mais on le savait directement renseigné par des officiers, des parlementaires ou de hauts fonctionnaires violemment opposés à l'abandon de l'Algérie. L'un d'eux avait dû parler. Était-ce le colonel Vaudrey ou le colonel Roman Desfosses, commandant des secteurs outre-Méditerranée, qui devaient être mutés en



Cassée par les opérations ordonnées par Challe, la rébellion algérienne était à genoux. Et pourtant...

métropole peu après ? Toujours est-il que la bombe fit long feu, la grande presse, la radio et naturellement la télévision n'ayant pas cru devoir faire écho aux révélations du téméraire confrère. A part des inexactitudes de détail, il avait dit vrai cependant. Et c'était d'une effrayante gravité.

2^e Les couteaux au vestiaire. — Pour comprendre, il faut se reporter en arrière, dans les premiers mois de l'année 1960. Le général Challe commande encore les forces françaises en Algérie. L'homme qui a ordonné, au soir d'un tumultueux dimanche de janvier d'ouvrir le feu sur les manifestants déferlant sur le Forum à l'appel du cafetier Ortiz, ouvrant ainsi la dramatique semaine des barricades, n'est pas pour autant résigné à l'abdication pure et simple de la France.

Challe se situe à mi-chemin de son prédécesseur Salan, qui acceptera jusqu'au bout les conséquences de son serment du 13 Mai, et de son successeur le général Crépin — « Dudule » pour les intimes — qui se satisfera du parjure. C'est un officier de tradition républicaine, — on le dit franc-maçon — ami de Guy Mollet et hostile à ce qu'il croit déceler de tendances fascistes chez les activistes d'Alger. Mais il déteste ce qu'il appelle les « progressistes en chambre et les criaileries d'un Jules Roy (1). Ce qu'il veut, c'est placer le maître de l'Elysée non en face d'un coup de force, mais d'une victoire militaire. « Nous la lui apporterons sur un plateau d'argent », dira-t-il. Il ne sait pas encore que cette certitude le conduira, l'année

suivante, à franchir le Rubicon, mais pour trois jours seulement.

Or, cette victoire après de longs attermoiements apparaît désormais possible. Après le succès des opérations « Etincelles », « Courroie » et « Jumelle », la situation sur le terrain n'a jamais été aussi favorable. Minée par les épurations successives, matraquée par nos commandos de chasse, l'A.L.N. (2) est à genoux. Partout, les observateurs voient « des combats qui se traînent » et « une lutte sans issue ».

« Seuls les Aurès-Nementcha et une faible partie de la willaya II avaient encore une structure valable. Le reste de l'organisation rebelle était tronçonné, disloqué. Les transmissions ne se faisaient plus que par estafettes, car nous avions pris tous les postes de radio. Les bandes étaient réduites à quinze hommes et moins... Pour ne pas se signaler, les fellagha ne tiraient plus au fusil mitrailleur quand ils leur en restait. » (3).

Fait plus grave : pour la première fois apparaissent les signes d'une cassure entre les fellagha de l'intérieur et ceux de l'extérieur. Officiers et djounouds se sentent abandonnés par les beaux parleurs de Tunis. Ils en viennent à

(2) « L'Armée de Libération Nationale » était composée de « 5 willayas », correspondant moins à des divisions ou à des régiments, qu'à des secteurs géographiques. La willaya 1, célèbre par ses atrocités, couvrait le secteur des Aurès ; la willaya 2, celle du Nord-Constantinois ; la willaya 3, la Kabylie ; la willaya 4, la région d'Alger et d'Orléansville ; la willaya 5, l'Oranie.

(3) Général Challe, *Op. cit.*

(1) Général Challe : « Notre Révolte », Presses de la Cité.

penser que ceux-ci poursuivent un combat inutile pour des ambitions personnelles.

C'est alors que se situe un fait capital : les responsables de la willaya IV se réunissent au P.C. de Si Salah, leur chef, quelque part dans la vallée de la Chiffa, ce ravin abrupt, excursion favorite des Algérois qui venaient le dimanche avant les événements donner du pain aux colonies de singes peuplant les arbres. Les hors-la-loi dressent un bilan exact et sévère de la lassitude de leurs hommes. Quelques semaines plus tôt, pour stopper le défaitisme, ils avaient dû procéder à une épuration rigoureuse : 429 cadres avaient été égorgés pour refus d'obéissance. Une opération du même ordre s'avère indispensable mais impossible. Les égorgés ne pourraient pas être remplacés : le recrutement est tombé à zéro.

Décision est donc prise de laisser les couteaux au vestiaire et d'accepter cette « paix des braves » proposée par le « grand képi de Paris ». Un premier contact est pris par l'intermédiaire d'un civil musulman habitant la région de Médéa. Si Salah le charge d'informer le préfet, M. Caysal et le procureur général d'Alger, M. Schmelck, qu'il est prêt à discuter des conditions d'un cessez-le-feu mais seulement avec les autorités civiles. Pourquoi cette condition ? Si Salah pense que les militaires, voyant arriver le dernier quart d'heure, exigeront une capitulation sans condition. Avec les civils, au contraire, on pourra parler. M. Schmelck est un ami du garde des Sceaux Michelet, dont l'indulgence pour le F.L.N. est notoire. Quant au préfet Cayssal, il est l'homme d'une des plus agissantes éminences grises de l'Elysée, le libéral Bernard Tricot.

Socialiste de formation, poulain de l'équipe Brouillet (4), énigmatique et déterminé, Tricot appartient à ce que les Algérois nomment « l'abominable entourage ». Ils n'ont pas tort : ce haut fonctionnaire est secrètement favorable à la cause de l'indépendance, après avoir longtemps caressé la chimère d'une troisième force avec la bourgeoisie musulmane. Ce qui lui a valu le surnom de « Tricostérile » de la part du « Canard Enchaîné ».

C'est cet homme qui va désormais tenir entre ses mains les fils compliqués de l'affaire. Un membre du cabinet de Debré la suivra pour le compte du Premier ministre. Quant à l'armée, dont le concours est malgré tout indispensable, elle sera représentée par un officier de l'état-major du commandant en chef, le colonel Jacquin, spécialiste du contre-espionnage. Mais elle est désormais court-circuitée. Ce n'est pas elle qui pourra apporter à Paris SA victoire et obtenir, en échange, que les serments soient tenus.

« On ne me mit au courant que lorsqu'il n'y eut plus moyen de faire autrement, puisqu'il fallait tout de même discuter des conditions militaires », se plaindra Challe.

Au reste, la décision de le relever de son commandement est prise. Le 23 avril 1960, Debré tombe du ciel. Il se précipite chez le commandant en chef.

— Je viens vous remettre la Grand-Croix de la Légion d'honneur et la Croix de la Valeur militaire. Vous partez dans deux jours.

Challe s'insurge :

— Je refuse vos décorations. Je ne suis pas une descente de lit.

— Vous les recevrez par ordre, glapit Debré.

Cette comédie grotesque n'eut heureusement pas lieu, un orage ayant fait annuler la cérémonie. Muté au commandement du Centre-Europe, à l'état-major de l'OTAN à Fontainebleau, Challe s'en va après avoir rédigé un dernier ordre du jour où il annonce la paix prochaine. Cet optimisme, apparemment excessif, surprit tout le monde. Il avait sa raison cachée : les premières négociations avec les rebelles à bout de souffle venaient de s'engager.

**

3° « On va essayer ». — Quelques semaines plus tôt, Edmond Michelet a vu, un beau matin, surgir un musulman dans son bureau de la place Vendôme. La visite n'a pas autrement surpris le garde des Sceaux : elle lui avait été annoncée par son antenne d'Alger, le procureur général Schmelck.

L'homme dont le nom sera tenu secret exhibe un ordre de mission en bonne et due forme. Il porte le cachet de l'A.L.N., Willaya IV et fait état du « désir des représentants officiels des maquis d'étudier les moyens de réaliser l'entente entre ceux qui, dans chaque camp, se battent véritablement pour l'émancipation de l'Algérie ».

Au cours de la conversation, une première condition apparaît : l'émissaire déclare que ceux qui l'envoient veulent voir de Gaulle. Michelet y consent et, rayonnant d'espoir, se précipite à l'Elysée. Justement, Debré est là. Le chef de l'Etat et son Premier ministre ont donc été informés également de l'affaire Si Salah. Debré juge l'offre positive. Impénétrable, de Gaulle se borne à dire : « On va essayer ».

« En réalité, on peut penser que pour lui comme pour Tricot, « la route était tracée ». Toute solution impliquant le maintien de notre souveraineté sur les départements d'Algérie devait être écartée. Une seule chose comptait : montrer que toute autre solution que l'indépendance était inapplicable. L'offre des chefs de la W. 4 portait un coup mortel à cette entreprise. De Gaulle feignit donc d'accepter pour ensuite saborder définitivement la tentative. » (5).

Celle-ci est pourtant rondement menée. Une semaine après la visite chez Michelet, Tricot et le colonel Mathon s'envolent pour l'Algérie. La première rencontre secrète avec les fellagha se déroule dans la région de Médéa. Y participent, les adjoints de Si Salah : Si Lakdar, qui parle couramment le français, Halim et Abdellatif. Le chef se joindra à eux plus tard. C'est le colonel Jacquin qui a amené les plénipotentiaires au rendez-vous à bord d'une camionnette bâchée. Toujours par crainte des fuites, le colonel Mathon rédige lui-même au stylo à bille le compte rendu des entretiens.

Il y en aura plusieurs à partir du 28 avril, répartis sur deux mois. Si Salah, peu soucieux de passer pour un traître, avait demandé du temps pour rallier à ses idées les chefs des willayas voisines.

L'armée lui fournit des facilités de communication. Il sera notamment transporté en automitrailleuse et dinera même incognito dans le mess du général de Camas à Tizi-Ouzou. Celui-ci est le seul à connaître l'identité du voyageur qui prend son repas avec ses gardes du corps dans une salle à manger particulière. En échange, Si Salah donnera des ordres pour interdire à ses troupes de tirer... (6).

(4) René Brouillet. Ancien directeur du fameux « cabinet noir » de l'Elysée après avoir été le bras droit de Bidault pendant la Résistance. Aujourd'hui, ambassadeur de France près le Saint-Siège.

(5) Analyse enregistrée sur bande magnétique et faite le 28 décembre 1961 par un collaborateur du colonel Jacquin.

(6) Claude Paillat : « Dossiers secrets de l'Algérie ». Presse de la Cité.

Un soir de la fin mai, un message chiffré parti pour Paris. Les contacts s'avèrent positifs, Bernard Tricot réclamait le feu vert pour le second acte : l'entrevue avec de Gaulle. Il arriva par retour.

II. - Les visiteurs du soir

1^o « **Appelez-le : mon Général** ». — 9 juin 1960 à Alger. A l'extrémité d'une piste de l'aérodrome de Maison-Blanche, un « S.O. Bretagne » s'apprête à décoller. L'appareil appartient au G.L.A.M. (Groupe de liaisons ministérielles) et son équipage sait qu'il est en mission spéciale. Les mystérieux passagers qu'on doit amener en France ont débarqué quelques minutes plus tôt, venant des djebels, de trois hélicoptères « Alouette ». Leurs identités ont été tenues secrètes.

Les voyageurs musulmans, surtout, intriguent les pilotes. Ils roulent des yeux étonnés. Et pour cause. A l'exception de Si Salah, c'est leur baptême de l'air.

Une surprise d'un autre genre pour les Français qui les accompagnent : le troisième homme est un nouveau venu. C'est Si Mohammed, le responsable militaire de la Willaya IV. Personnage énigmatique, il a la réputation d'un révolutionnaire farouche, sans pitié pour les défaitistes. Et il le prouvera plus tard dans la suite de l'histoire.

Pendant toute la traversée, Mohammed gardera un air renfrogné. Les deux autres feront honneur au repas froid qu'on leur a préparé : viande, fromage, fruits et café. Lakdar, qui découvre le camembert, se croira même obligé de le manger en entier par politesse.

A 23 h 30, le S.O. Bretagne atterrit à Villacoublay. De là, les fellagha sont conduits jusqu'à un pavillon de chasse, propriété des Domaines, au cœur de la forêt de Rambouillet. Ils y passeront 24 heures, avec leurs interlocuteurs français. Les repas, pris en commun, sont préparés par la femme du garde. A l'exception de Mohammed, toujours silencieux, les autres font preuve d'une grande franchise. Ils répètent qu'ils sont « prêts à coopérer avec la France » et s'inquiètent de la rencontre qui se prépare.

— Comment devons-nous nous tenir ? Faut-il dire « Monsieur le Président » ou bien « Mon général » ?

— Mon général, conseillent les Français qui ont fini par prendre en sympathie leurs adversaires d'hier.

2^o « **Vous avez voulu me voir** ». — A la tombée de la nuit, le 10 juin, deux 403 noires quittent la forêt de Rambouillet et prennent à toute allure la route de Paris. Par mesure de discrétion, Bernard Tricot conduit lui-même la première. Le général Nicot, chef du cabinet militaire du Premier ministre, est au volant de la seconde. A la sortie de l'autoroute de l'Ouest, les deux véhicules ralentissent. Si Salah ne connaît pas la capitale des « francaouis » et à la vue du Bois de Boulogne, de la perspective de l'Etoile, des lumières et du flot de la circulation, intense par ce soir de printemps, il écarquille des yeux comme un touriste ravi. En apercevant l'Arc de Triomphe, il s'exclame : « Ce sont les Invalides ? ». Un autre des fellagha est fasciné par les signaux et demande si les autos passent au vert ou au rouge.

Les deux voitures s'immobilisèrent rue de l'Élysée de-

vant une des petites entrées de la Présidence de la République. Les visiteurs du soir sont attendus ; la porte est déjà entrebâillée et le colonel Jacquin est là. Par une succession de corridors déserts et d'escaliers, il guide la petite délégation jusqu'à l'antichambre des aides de camps, vide de toute présence. Il est 22 h 30. En file indienne, les maquisards des djebels, précédés par leur cornac, pénètrent dans le bureau du chef de l'Etat.

L'entrevue va durer quarante minutes. Ce qui s'est dit, cette nuit-là, entre les murs lambrissés, ce n'est pas Bernard Tricot qui l'a rapporté. Mais les négociateurs de l'A.L.N. ne se sont pas privés de parler. Si Salah était fort bavard, et c'est sans doute ce qui a contribué à sa perte. Des indiscretions ont également filtré dans l'entourage de Debré. Elles ont permis de reconstituer le « film-robot » de cette rencontre auréolée des mystères des plus terribles secrets d'Etat. L'un de ses organisateurs avouera plus tard sa peur rétrospective. Et si les fellagha étaient venus armés ? S'ils avaient feint d'accepter ces contacts pour approcher de Gaulle et le tuer ?

A leur entrée, les Algériens font le salut militaire. Ils ne portent pourtant pas de coiffure. De Gaulle, en civil, s'est levé pour les accueillir, mais il reste debout derrière son bureau tandis que le colonel Jacquin présente la délégation :

— Si Salah...

— Si Mohammed...

Si Lakdar reste muet, au garde-à-vous. Incroyable minute ! De Gaulle a en face de lui trois des plus importants chefs de cette guerre sans visage qui, depuis six ans, ensanglante les départements français d'Algérie. Trois de ces « combattants de l'intérieur », qui, pendant des mois, ont fait régner la terreur du sud de la grande Kabylie à l'Oranais, dans la vallée du Chélif, une bonne partie de l'Ouarsenis, et toute la plaine de la Mitidja — tout le territoire de la fameuse willaya 4...

**

D'emblée, le général de Gaulle se montre d'une affabilité mesurée :

— Vous avez voulu me voir, et j'ai accepté de vous rencontrer. Je vous écoute...

Outre-Méditerranée, le « colonel » Salah, ancien du 1^{er} Tirailleur Algérien à Cherchell, s'était toujours montré habile aux chicayas. Au demeurant très libre dans ses propos (ce qui lui avait déjà valu quelques ennuis), d'un courage sans limites, il était beaucoup plus instruit que la plupart de ses camarades ; une stature imposante (1 m 90) achevait de faire de lui un chef incontesté. Prenant la parole le premier, il choisit d'aller droit au but :

— Mon général, je ne viens pas vous offrir mon ralliement, ni celui de mes hommes. Je ne suis pas un chef de bande, mais un combattant, et je viens vous demander la paix des braves que vous avez offerte à tous les combattants. Ce que nous souhaitons, mes camarades et moi, c'est l'arrêt des combats dans l'honneur.

De Gaulle ne pouvait manquer de réagir à ce mot :

— Je vous félicite de votre courage et je vous remercie de votre franchise. Depuis deux mois, j'ai été tenu au courant des conversations que vous avez eues avec les représentants de la France en Algérie. Je prends acte de votre proposition, mais je dois vous rappeler que la politique de la France a été fixée le 16 septembre de l'année dernière. J'ai offert l'autodétermination aux Algé-



Debré était au courant. Un soir, il débarque à Alger pour dire à Challe :
« Vous partez, mais je vous décoore. »

riens, A TOUS LES ALGERIENS. Je demeure plus que jamais persuadé qu'il leur revient tout naturellement de choisir leur propre destin.

— Ce destin, réplique le chef de la willaya 4, n'appartient qu'aux seuls Algériens, vous avez raison, mon général. Mais, pour nous, combattants de l'intérieur, le G.P.R.A. n'a plus aucune qualité pour parler au nom des Algériens.

Et les trois hommes se répandent alors en violents reproches contre les chefs émigrés, qui, disent-ils, mènent la belle vie dans un grand hôtel de Tunis, le « Majestic » leur tenant lieu de Grand Quartier Général. De Gaulle les coupe d'un geste :

— Pourtant, aux yeux de la France, l'organisme qui se dit « Gouvernement provisoire de l'Algérie », est jusqu'à nouvel ordre, le seul habilité à parler au nom de l'ensemble de la rébellion. Vous-mêmes ne représentez qu'une seule willaya.

— Nous avons des contacts étroits avec les responsables d'autres willayas !

D'après Si Salah, la Kabylie (qui subissait, depuis juillet 1959, l'opération « Jumelles »), et l'Oranais étaient également las de la guerre et leurs chefs étaient prêts à déposer les armes. Il ajoute :

— Nous entraînerons avec nous aux moins dix mille hommes. (Ce qui dépassait largement les effectifs de la willaya 4.)

« Nous acceptons l'autodétermination, poursuit Si Salah,

et nous sommes prêts à discuter sans délai du protocole d'accord sur la fin des hostilités. »

Les grandes lignes de ce protocole avaient d'ailleurs été définies au cours des conversations précédentes en Algérie : les rebelles déposeraient leurs armes dans les sous-préfectures — où des militaires français tiendraient le « vestiaire » — et elles seraient ensuite rassemblées dans les camps. La possibilité de poursuite contre certains grands criminels avait été évoquée, et il était prévu que, conformément au schéma tracé par de Gaulle, un référendum sur l'autodétermination serait organisé.

Ce point semble chiffonner Si Salah et ses compagnons. Ils voudraient percer plus profondément la pensée de De Gaulle.

— Je vous répète, reprend ce dernier, l'Algérie doit se faire AVEC LE CONCOURS DE TOUS. Je ne peux pour l'instant que prendre acte de vos propositions. Je dois également vous annoncer que j'ai l'intention de lancer sous peu un nouvel appel solennel au cessez-le-feu, et je m'adresserai à nouveau à tous les Algériens, qu'ils combattent à l'intérieur OU A L'EXTERIEUR.

A ces mots, le visage de Si Salah se fait plus sombre. Il regarde Mohammed et Lakdar en hochant la tête. Peut-être vient-il de comprendre qu'un piège s'est refermé sur lui.

L'entretien touche à sa fin. L'un des Algériens demande encore que le Général autorise la délégation à voir Ben

Bella dans sa prison. De Gaulle refuse. Selon Raymond Tournoux (7), de Gaulle, avant que ses visiteurs se retirent aurait dit textuellement :

— Je ne sais si nous nous reverrons. Je l'espère. J'espère aussi que je pourrai alors vous serrer la main. Vous comprendrez que je ne puis le faire aujourd'hui car nous restons pour l'instant des adversaires. Mais si je ne vous serre pas la main, messieurs, je vous salue.

3° « **Etes-vous contents ?** ». — Des sentiments mêlés habitent les acteurs de cette incroyable conférence nocturne lorsqu'ils se retrouvent dans un salon voisin du bureau présidentiel, refermé sur son mystère. « Etes-vous contents ? » s'inquiète le général Nicot en devinant le trouble où sont plongés les trois chefs fellagha. A vrai dire, ils n'en savent rien. Ils ont été frappés par l'accueil à la fois hautain et cordial du chef de l'Etat, mais la perspective d'un appel aux gens de Tunis les déconcerte visiblement. On décide de la conduite à tenir : si la réponse est « oui », on « oubliera » l'entrevue secrète. Dans le cas contraire, les contacts reprendront. Avant de regagner Rambouillet, l'un des visiteurs du soir aura ce mot qui traduit bien son inquiétude : « N'avons-nous pas fait une bêtise ? » Il n'allait pas tarder à le savoir.

III. - Trahison, trahison !

1° **Le discours de la marine à voile.** — A peine les plénipotentiaires du maquis ont-ils regagné l'Algérie à bord du même « S.O. Bretagne », que de Gaulle, le 14 juin au soir, parle à la télévision. Son allocution est truffée d'images saisissantes où le général d'un ton badin, oppose les réalités de la politique aux « nostalgies de ce qui était l'Empire, la douceur des lampes à huile, la splendeur de la marine à voile, le charme du temps des équipages ». Puis il en vient au fait :

— Je me tourne, dit-il, une fois de plus vers les dirigeants de l'insurrection. Je leur déclare que nous les attendons ici pour trouver une fin honorable aux combats...

Chez les activistes d'Algérie, c'est une explosion de fureur. Dans l'armée, c'est la consternation. Les militaires attendaient des réactions en chaîne de la tentative de Si Salah. Ils ont désormais la certitude qu'on veut leur voler la victoire.

Faut-il croire que de Gaulle a commis, en prenant les devants, une maladresse involontaire ? C'est peu vraisemblable, quand on connaît ses froids calculs. A-t-il pensé au contraire que l'occasion était tentante de pousser « tout le monde dans la nasse » ? Ce n'est pas exclu, il avait prophétisé que les rebelles viendraient un jour « à genoux ». Ou bien a-t-il voulu, montrant une fois de plus son mépris de l'adversaire, désavouer ses interlocuteurs d'une nuit et les rejeter dans le clan des traîtres et des factieux ? Une certitude : en consacrant les chefs de l'extérieur comme les seuls interlocuteurs valables dans la préparation d'un cessez-le-feu, de Gaulle ruinait délibérément les espoirs d'une « paix des braves » et préparait une fin inéluctable et tragique au projet Si Salah. Le dernier chapitre allait s'écrire dans le sang.

2° « **Prenez-le vivant** ». — Dans les djebels, le chef de la willaya 4 a reçu comme un coup de poignard dans le

dos l'annonce que Ferhat Abbas et le G.P.R.A. acceptaient de rencontrer de Gaulle. La rapidité de la réponse lui montre l'étendue du désastre : Tunis n'ignore donc plus rien de ses tractations avec l'Elysée. Le téléphone arabe a dû fonctionner. Si Salah est un homme perdu.

Mais, engagé comme il l'est, il lui est impossible de faire volte-face. Au moment où s'ouvre la Conférence de Melun, il reprend son bâton de pèlerin et part pour la Kabylie en compagnie d'Halim. Il espère encore rallier ses frères à ses vœux et leur chef, l'indécis Ould Mohand, dont il connaît le découragement.

En son absence il a confié le commandement à Mohammed. Fatale erreur. Pour se dédouaner, le « boucher de l'Ouarsenis » change brutalement de camp et inaugure aussitôt une série de purges sanglantes après s'être rasé la tête en signe de remords. Puis il se met aux ordres du G.P.R.A. en lui présentant sa version de l'affaire du 10 juin. En récompense, il est nommé chef de la willaya 4, avec mission de prendre Salah vivant et de l'envoyer à Tunis, où son sort serait décidé. Mohammed commence par faire discrètement fusiller Lakdar, puis il écrit à Salah :

— Les Français nous ont tendu un piège. Cesse toute négociation avec Mohand et rentre immédiatement.

En attendant, il liquide encore une bonne vingtaine de responsables de la willaya qui en savaient trop, dont Abdellatif et Hassan.

Responsable du 2^e bureau, le colonel Jacquin était payé pour être bien renseigné. Apprenant la trahison de Mohammed, il tentera pendant plusieurs jours de joindre Salah en Kabylie. Il n'y parviendra pas. Rassuré par le soutien de Mohand, Salah regagna sans méfiance son secteur où Mohammed s'empara de lui et l'expédia sous bonne escorte en Tunisie.

Salah n'y arrivera jamais : en cours de route, il est tué le 20 juillet 1961 dans des conditions confuses au cours d'un engagement entre les fellagha et un détachement d'Alpins.

3° **Le dernier témoin.** — Mohammed ne profitera pas non plus de sa trahison. Dix-sept jours après, un renseignement permet de le « loger » dans une maison des faubourgs de Blida. L'opération n'est pas confiée aux unités locales, mais à un commando spécial de la 11^e demi-brigade parachutiste de choc, mise à la disposition des services spéciaux. Les paras découvrent le renégat caché dans une armoire. Il est immédiatement abattu.

Deux jours plus tard, les auteurs du coup de main reçurent un télégramme de félicitations. Il était signé Michel Debré, Premier ministre, de qui dépendaient justement les services spéciaux.

Ainsi s'acheva sur le silence des tombes la mystérieuse affaire Si Salah. Des trois visiteurs nocturnes de l'Elysée, aucun ne parlerait jamais. Mais, parmi les très rares personnes qui avaient été mises dans la confidence du côté français, certaines commencèrent à se poser des questions sur l'ambiguïté des pensées élyséennes.

L'une d'elles était le général Challe, futur chef du putsch qui a écrit à propos de l'affaire algérienne :

— On allait assister à cette chose inouïe : un gouvernement dont l'armée était victorieuse allait faire cadeau de cette victoire à son adversaire. Cela ne s'était pas produit en France depuis la rétrocession gratuite par Louis IX à l'Angleterre de l'Aunis, du Poitou et de la Saintonge...

Bernard GEORGE

(7) « *L'Histoire secrète* ». Plon, édit.

Une machination gaulliste : comment on
se débarrasse d'un ministre encombrant

LA MYSTÉRIEUSE AFFAIRE PINAY



« J'ai l'impression qu'Antoine se prend vraiment pour le nombril de la République... »

(Dessin de Pinatel, extrait de l'album « Debric, Debroc ou Debré »)

MERCREDI 13 janvier 1960, salle des Pas-Perdus, au Palais-Bourbon. Il est 18 h 30. Dans l'encoignure que domine le bronze déclamatoire du « Galate vaincu », un groupe fiévreux de députés et de journalistes assiège le téléscripneur de l'« Agence France-Presse ». Une voix s'élève : « Ça y est ! De Gaulle a vidé Pinay ! »

Traduction cavalière d'un communiqué de l'Elysée qui s'exprime de la sorte :

Le président de la République a reçu M. Antoine Pinay qui cesse d'exercer les fonctions de ministre des Finances et des Affaires économiques. Cette décision du chef de l'Etat, prise sur la proposition du Premier ministre, est motivée par des raisons

concernant le fonctionnement intérieur du gouvernement.

S'ajoutent les compliments protocolaires qu'appelle la politique pratiquée jusqu'à ce jour par le ministre destitué. Puis une promesse :

Cette politique sera poursuivie.

Et l'annonce d'une promotion :

Sur la proposition de M. Michel Debré, le général de Gaulle a nommé ministre des Finances et des Affaires économiques M. Wilfrid Baumgartner, gouverneur de la Banque de France.

Il n'y a guère plus de dix-huit mois que le maire de

Saint-Chamond s'est installé rue de Rivoli. De Gaulle, Président du Conseil, l'y a placé en juin 1958. En janvier 1959, Président de la République, il l'y a maintenu, Michel Debré devenant Premier ministre.

L'œuvre accomplie est considérable. Antoine Pinay n'a pas seulement réussi la dévaluation et créé le « franc lourd ». Selon une note publiée sept jours plus tôt par Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux Finances, il a réduit la dette extérieure d'un milliard de dollars et porté à 1 milliard 700 millions de dollars les réserves de change. La trésorerie est à l'aise. L'Etat ne lancera pas d'emprunt : il s'efface sur le marché financier, au bénéfice des entreprises privées. Quant à la production, elle s'accroît de façon continue.

Et de Gaulle interromprait cette expérience pour de modestes « raisons concernant le fonctionnement intérieur du Gouvernement » !

Antoine Pinay ne détellera pas sans rétablir la vérité. Au coup vicieux de l'Elysée, il riposte par un direct de belle facture :

M. le Président de la République, communique-t-il à son tour, m'a proposé d'abandonner les fonctions de ministre des Finances et Affaires économiques pour occuper un ministère d'Etat.

Je lui ai déclaré que, quel que soit son titre, j'étais prêt à accepter une fonction qui me permette en toute clarté et sans équivoque, de consolider et de poursuivre la politique économique, financière et monétaire arrêtée le 28 décembre 1958.

UNE TELLE ASSURANCE N'A PU M'ETRE DONNEE. Le général de Gaulle a pris acte de ma position. Je précise donc que je n'ai pas démissionné... Je me suis simplement trouvé dans l'impossibilité d'accepter un poste nouveau dont la nature et les moyens étaient mal définis.

Au vrai, Antoine Pinay a été poussé dehors à l'issue d'une manœuvre dirigée du sommet de l'Etat et exécutée, de connivence avec Michel Debré, par un commando ministériel de gaullistes de gauche, Jeanneney et Michelet en tête. Il succombe à une machination où la basse rancune se mêle à la haute politique.

De Gaulle ne supporte ni la discussion ni la concurrence. Imbu de sa « légitimité profonde », persuadé de l'emporter sur tous, vivants ou morts, compatriotes ou étrangers, par l'universalité de son génie et le caractère surnaturel de sa mission terrestre, il a jadis stupéfié Roosevelt en se comparant à Clemenceau, Colbert et Napoléon (1). Le général Giraud a su ce qu'il en coûtait de prétendre partager le pouvoir avec un personnage dont l'appétit de puissance et le mépris des hommes se sont affirmés dans « Le Fil de l'Epée ». Antoine Pinay, lui aussi, saura ce qu'il en coûte de ne point accepter la condition de tapis-brosse.

Lorsqu'il accède au poste de grand argentier, toutefois, il n'a nullement le dessein de disputer à de Gaulle son autorité de Président du Conseil. Il s'estimera comblé si, dans son domaine, sa propre autorité n'est pas contestée davantage et si, tout naturellement, la politique générale du gouvernement coïncide avec ses propres vues. Il n'en demandera pas plus — si ce n'est le respect de la nouvelle Constitution — quand, un semestre plus tard, de

Gaulle, porté à l'Elysée, inaugurera le premier septennat de la V^e République.

Le provincial au petit chapeau qui, raide comme un piquet, regarde le général droit dans les yeux et ne l'appellera jamais que : « Monsieur le Président », a malheureusement commis une faute inexpiable. L'a-t-il oublié ? Ou se croit-il couvert par la prescription ?

Des rancunes qui remontent au « système »

L'affaire date de novembre 1952. C'est l'époque où le général, tournant en rond dans le parc de La Boisserie, ordonne la destruction systématique des gouvernements illégitimes. Et c'est l'époque où, émergeant soudain d'une semi-obscure, Antoine Pinay — tanneur et sergent de réserve — sollicite l'investiture de l'Assemblée nationale.

— Je n'ai pas sauvé la France, décrète l'ermite de Colombey, pour la livrer à ce M. Pinay.

Le candidat à la Présidence du Conseil, dès lors, n'y coupera pas. Il subira le sort réservé aux « usurpateurs ». Les 121 députés du groupe R.P.F. reçoivent consigne de voter contre lui comme ils voteraient contre n'importe quel suppôt du « Système ». Il s'agit, sans acception de personne ou de programme, de paralyser la IV^e République jusqu'à ce qu'elle s'effondre et que le peuple, lassé, s'en remette à de Gaulle du soin de réparer les dégâts.

L'inconcevable, pourtant, se produit. Sur les 121 députés gaullistes, 27, au moment du scrutin, se rallient à Pinay avec armes et bagages. Le 4 juillet 1963, 26 autres les rejoignent. Entre temps, le 6 mai, de Gaulle a rendu leur liberté à ses parlementaires. C'est la fin du R.P.F. et, pour son fondateur, l'échec de toute une stratégie, la ruine, irrémédiable peut-être, d'ambitions longuement aiguës. De Gaulle ? On en parle désormais sur le ton de la dérision ou de l'apitoiement. La France ne jure plus que par Pinay. L'humiliation ne sera pas pardonnée.

Cinq années s'écoulent. Mendès-France a liquidé l'Indochine. Le 1^{er} novembre 1954, il a laissé s'allumer la guerre d'Algérie. Remâchant son amertume, doutant que le « régime des partis » lui rouvre un jour la route du pouvoir mais déterminé à forcer le destin, de Gaulle exploite à fond les faiblesses de l'adversaire.

Chaque mercredi, régulièrement, il abandonne Colombey pour son bureau parisien de la rue Solférino. Sur son avenir politique il tient des propos moroses, truffés de sarcasmes à l'égard du personnel dirigeant — « ces pygmées ! ». L'Algérie lui inspire des discours patriotiques. Le tricolore est de rigueur. Sur les rives de la Seine tout autant que dans les plaines de la Haute-Marne.

Dans sa résidence champenoise, il reçoit, certes, des visiteurs dont le nom fait rêver : Mendès-France, par exemple, ou Roger Stéphane. Jacques Soustelle, qui n'a pas remarqué sans trouble pareille anomalie, ne s'arrête pas à l'idée de quelque double jeu.

Comment le pourrait-il ? De Gaulle est si bien engagé dans la lutte pour l'Algérie française, que, par l'intermédiaire du féal Debré, il se compromet au-delà de toute prudence.

(1) Kenneth Pendar, « Le dilemme France-Etats-Unis », Editions Beauchemin, Montréal.

Le polémiste du « Courrier de la Colère » va beaucoup plus loin, en effet, que Soustelle lui-même. Non content de haranguer ses collègues du Conseil de la République, il signe dans « L'Echo d'Alger », bible des pieds-noirs, des articles positivement incendiaires. L'un de ces libelles — celui qui expose sa fameuse théorie des insurrections légitimes — frise même la provocation.

Tous les modérés ne s'alignent pas sans restriction. Pour beaucoup d'entre eux, pour Antoine Pinay, Michel Debré fait figure d'exalté. Mais cette exaltation même, contrôlée par Colombey, leur interdit de suspecter les intentions du général. Celui-ci, assurément, ne rêve que de maintenir l'Algérie sous la souveraineté française. C'est l'essentiel. On jouera donc avec de Gaulle, s'il le faut.

Le 12 mai 1958, les dés sont jetés. Ils sont pipés.

« J'irai demain à Colombey »

Pleven, Billères, Berthoin, ont renoncé à dénouer une crise qui dure depuis trois semaines. Le vendredi 9 mai, à 22 h 30, la main passe à Pflimlin. Les élus algériens se révoltent. Le sénateur Marcel Rogier, leur porte-parole, en avertit ses amis indépendants : accorder la participation à Pflimlin équivaudrait à une trahison.

Le lundi 12, sénateurs et députés modérés tiennent une séance commune au Palais Bourbon. Marcel Rogier revient à l'attaque. Il est appuyé par Duchet, Reynaud, Laniel, Pierre André, Temple, Marcellin, Mondon, Jacquinet.

— Ou bien, argumente ce dernier, nous contribuerons à maintenir les positions algériennes que, dans ses points essentiels, une majorité a longtemps soutenues, ou bien nous les abandonnons jusqu'à rendre inutiles les énormes sacrifices consentis.

La conclusion coule de source : par 46 voix contre 27 et 20 abstentions, les indépendants refusent leur participation au cabinet Pflimlin. Mutter accepte cependant de succéder à Robert Lacoste dans les fonctions de ministre de l'Algérie. Il entraîne Boscardy-Monsservin, Ribeyre et Garet dans cette galère. Et Pflimlin obtient l'investiture — les communistes s'abstenant — par 280 voix contre 126.

Alger a déjà accompli sa révolution du 13 mai.

Dès le lendemain, comme tous les mercredis, de Gaulle est rue de Solferino. Guichard et Foccard viennent au rapport. Les choses, Dieu merci, ne se présentent pas mal. Tandis que les Parisiens manifestent sur les Champs-Élysées et jusqu'aux abords de l'Assemblée nationale, Jacques Soustelle et les républicains sociaux, débris du R.P.F., en appellent à l'arbitrage de l'homme du 18 Juin.

Antoine Pinay, lui, écoute et observe.

Dans la journée du 14, Pflimlin le convoque. Le nouveau Président du Conseil cherche sa voie. Il tâtonne. A peine investi, il a songé à se retirer afin de faciliter, comme le lui suggèrent ses ministres modérés, la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Tout bien pesé, il croit plus habile d'offrir un porte-feuille au leader des indépendants qui, aux premières heures de sa tentative, l'a encouragé.



« Défendons le bas de laine », disait l'économiste M. Pinay. Mais de Gaulle veut le champ libre pour ses prodigalités.

— A deux conditions, rétorque Pinay, qui ne veut servir ni de caution ni d'otage. Vous rendez l'Algérie à Robert Lacoste. Et vous donnez un ministère à Georges Bidault.

Pflimlin sursaute :

— Je vais y réfléchir, promet-il.

Méditation infructueuse. Le 15 mai, rien n'en est sorti. Le général Salan, que Pflimlin, la veille, a « chargé de maintenir l'ordre à Alger », fait acclamer par la foule du Forum le nom de De Gaulle.

Mandatés par leur groupe, Raynaud, Laniel et Pinay accourent à Matignon.

— Les indépendants, disent-ils, acceptent qu'Antoine Pinay devienne vice-président du Conseil comme les socialistes l'acceptent pour Guy Mollet. La seule condition qu'ils posent aujourd'hui est que Robert Lacoste soit rétabli au ministère de l'Algérie.

Cette fois, Pflimlin ne balance plus :

— Non, répond-il sèchement.

— Effacez-vous alors. Un autre gouvernement, plus apte à dénouer la crise algérienne, pourra ainsi se constituer.

— Vous badinez !

La IV^e République a-t-elle épuisé toutes ses chances ? A peu près.

Jusqu'au samedi 24, veille de la Pentecôte, l'idée d'un « autre gouvernement » sera relancée à deux reprises.

Dans le bureau de l'indépendant Ribeyre, ministre de l'Industrie, Guy Mollet, qui assume la vice-présidence du Conseil, rencontre d'abord Marcellin et Roger Duchet. Ceux-ci le pressent de démissionner, c'est-à-dire d'ouvrir la voie de l'« autre gouvernement ». C'est cela ou c'est de Gaulle.

— Jamais, riposte Guy Mollet, le parti socialiste n'admettra le retour du général au pouvoir !

Bon. Le 24 mai, Guy Mollet opine secrètement, sur les instances des radicaux Billères, Bourguès-Maunoury, Maurice Faure, en faveur d'un cabinet Monnerville.

— Aucune objection de principe, bien entendu, déclare Antoine Pinay, consulté. Mais ne sommes-nous pas dépassés ? Les événements galopent (2).

En fait, avant même que ne soit connu le ralliement de la Corse au mouvement d'Alger, ce 24 mai précisément, Gaston Monnerville pense déjà que « seul de Gaulle a une chance d'éviter le pire ».

Antoine Pinay n'a pas plus d'illusions que le Président du Conseil de la République.

Dans la journée du 21 mai, il a conféré avec le Chef de l'Etat, René Coty.

— Il faut, a-t-il dit à ses familiers après cette entrevue, que des relations normales se rétablissent entre Paris et Alger. De Gaulle peut s'entremettre. J'irai demain à Colombey. Je n'engage que moi, bien entendu.

Drame au Conseil : « J'en ai assez »

Accompagné d'Yrissou, l'ancien directeur de son cabinet, Antoine Pinay prend effectivement, le 22, la route de Colombey.

— Je n'ai jamais vu, figurez-vous, le général de Gaulle ; pas même au cinéma ! révélait-il en 1953, du temps qu'après avoir brisé le R.P.F. il gouvernait avec le soutien de la dissidence gaulliste (3).

Eh bien, voici les deux hommes face à face !

Leur entretien se prolonge au-delà d'une heure. Sans témoins.

Des rares et succinctes confidences faites ultérieurement à ses intimes par Antoine Pinay, il ressort que celui-ci a interrogé son hôte sur trois points principaux :

— Quelle est la position du général à l'égard de l'Alliance atlantique ?

— Quel est son sentiment sur l'intégration de l'Europe ?

— Si le général de Gaulle est rappelé au pouvoir, formera-t-il un gouvernement constitué de ses seuls compagnons ou bien s'entourera-t-il de collaborateurs choisis dans tous les partis nationaux ?

Sur ces trois points, semble-t-il, le général n'a rien avancé qui pût effrayer son interlocuteur.

L'Algérie ? Antoine Pinay a compris que c'était la carte maîtresse du général. Des relations normales s'établiront entre Paris et Alger... Après...

Yrissou, lorsque son patron et le général viennent boire avec lui et le commandant de Bonneval une tasse de thé servie par la maîtresse de maison, se permet d'insister. Il a ses raisons. Antoine Pinay ne voit pas tout à fait l'Algérie française par les yeux de la plupart de ses amis. C'est un « mou ». Yrissou, à l'inverse, est un dur. De quel côté de Gaulle penche-t-il ? Yrissou acquiert la conviction qu'il penche du « bon côté ». Adjugé ! Va pour de Gaulle !

Le 31 mai, à l'hôtel Lapérouse, le général — qui sera investi le lendemain par 329 voix contre 244 — entreprend d'échafauder son cabinet. Idée directrice : le minimum de politiques, le maximum de techniciens. Et surtout pas de Pinay aux Finances ! Pour lui, un ministère d'Etat, tout au plus...

Mais quels techniciens de choc parachuter rue de Rivoli ?

Trois « cracks » sont successivement convoqués : Roger Goetze, sous-gouverneur du Crédit Foncier de France, Jean Bloch-Lainé, directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations, Wilfrid Baumgartner, gouverneur de la Banque de France.

C'est un triple four.

Ces messieurs qui savent que, faute d'argent, les fonctionnaires ne seront pas payés à la fin du mois, se défilent. Personne, disent-ils à de Gaulle, ne peut redresser la situation. Personne, sauf Antoine Pinay.

Domage ! A contre-cœur, de Gaulle appelle Pinay. Il le sacre ministre des Finances et de l'Economie. Soit manœuvre, soit inadvertance, la deuxième partie de ce titre disparaît lors de la publication au « Journal Officiel ». Antoine Pinay exige illico l'insertion d'un décret rectificatif. De Gaulle s'incline encore. Mauvais début.

**

Chef du gouvernement, de Gaulle considère ses collaborateurs avec un rien d'ironie. Il s'est flanqué de quelques revenants du Système : Mollet, Pflimlin, Jacquinet, ministre d'Etat, Pinay, affecté aux Finances, voire Ramonet qui, dans la période chaude du mois de mai, jurait de mobiliser contre lui ses dynamiteros (sic). Qu'importe que, selon le mot de Malraux, ces gens-là semblent avoir été recrutés dans un cimetière ! L'heure des règlements de comptes n'a pas sonné. Grâce à Couve de Murville, Pelletier, Guillaumat, de Gaulle, au demeurant, tient les Affaires étrangères, l'Intérieur et la Défense nationale. L'Algérie, il s'en charge.

Ses façons désinvoltes et tranchantes irritent rapidement ceux qui osent se considérer comme des Excellences à part entière. Antoine Pinay regimbe.

— J'en ai assez, grogne-t-il à la table du Conseil. Si cela continue ainsi, qu'on cherche un autre ministre des Finances (4).

De Gaulle feint de ne pas entendre. Pas de danger qu'il se débarrasse prématurément d'un ministre dont il attend — tâche primordiale — la restauration des finances publiques. Mais que Pinay réussisse et il apprendra de quel bois se chauffe un grand homme.

Or, Pinay réussit.

Président de la République et de la Communauté depuis le 1^{er} janvier 1959, de Gaulle sait, au milieu de l'année,

(2) J.-R. Tournoux, « Secrets d'Etat », Plon, édit.

(3) André Stibio, « Antoine Pinay », Editions « Journal du Parlement ».

(4) J.-R. Tournoux, *op. cit.*

que l'Intendance ne lui causera plus de soucis pour peu que le successeur d'Antoine Pinay — dont le destin est dès ce moment fixé — continue de l'administrer avec circonspection. Il n'y a plus à se gêner.

Le ministre des Finances est un Européen convaincu, partisan de l'intégration. Il voit dans l'alliance atlantique et son organisation militaire, l'O.T.A.N., le bouclier de l'Europe. Il a soutenu la politique algérienne de Robert Lacoste. Sur ces trois points, tour à tour, l'affrontement va se produire entre Pinay et de Gaulle.

Une histoire de fusils de chasse

L'élévation de Michel Debré au poste de Premier ministre au début de 1959, inquiète les partisans du Marché commun autant qu'elle rassure, bien à tort, les défenseurs de l'Algérie française. Sous la IV^e République, Debré a combattu le traité de Rome comme il avait combattu le projet « infâme » de Communauté européenne de Défense. Le 19 juillet 1957, au Conseil de la République, il s'est attaqué avec violence au fondement même du Marché commun : « L'hostilité de principe à tout protectionnisme national, a-t-il dit, est une erreur ». Plus loin : « Par les dispositions de l'intégration, ce que l'on vous propose, c'est la disparition de la nation. »

— A quoi bon ? a seulement objecté de Gaulle. Ces traités-là, nous les déchirerons quand nous arriverons au pouvoir (5).

Or, Michel Debré accède à Matignon à la date exacte, janvier 1959, où le plan Schumann commence d'entrer en application.

Sentant le danger, Paul Reynaud s'est adressé, le 24 décembre, à de Gaulle qui s'apprête à ceindre la couronne élyséenne. Il l'a adjuré de clarifier solennellement, à l'usage de Michel Debré et pour l'édification de la majorité parlementaire, sa politique européenne.

Vous savez, lui a écrit de Gaulle en réponse, qu'à mon sens on peut voir l'Europe, et peut-être la faire de deux façons : l'intégration par le supranational ou la coopération des Etats et des nations. C'est à la deuxième que j'adhère pour mon compte.

Paul Reynaud en conclut que le nouveau chef de l'Etat « ne veut ni d'une fédération ni d'une confédération », qu'il ne « veut à aucun prix d'aucun des régimes qu'il a réclamés quand il était dans l'opposition » (6).

Antoine Pinay partage les inquiétudes de Paul Reynaud. Il s'ensuit quelques accrochages en Conseil des ministres. Mais pas d'éclat. En 1959, l'opposition gaullienne à l'intégration européenne sera conduite de manière oblique et feutrée.

Le 16 septembre, en revanche, la foudre éclate dans le ciel algérien.

De Gaulle, au début de l'année, s'est flatté d'amadouer les fellagha en accordant à Ben Bella et ses co-détenus, la faveur d'une prison de luxe à l'île d'Aix.

— Ces hommes sont jeunes, a-t-il glissé dans l'oreille de Michelet, garde des Sceaux, ultra-sensible. Ils ont besoin

de vivre. Sont-ils mariés ? Voyez cela. On pourrait peut-être autoriser leurs épouses à séjourner dans l'île (7).

Des ministres ont murmuré : Guillaumat, Soustelle... Et après ? De Gaulle ne retient personne. Et personne n'a bougé.

Le 16 septembre, c'est une autre musique. De Gaulle se rallie implicitement à la thèse du F.L.N. sur le droit du « peuple algérien » à l'autodétermination. Il offre à ce peuple de choisir par référendum entre trois solutions : la « francisation » — terme inventé par lui à dessein —, l'indépendance et l'association.

Voilà pour « l'Algérie française ». Outre les soustelliens, les indépendants de Pinay sont servis.

De Gaulle leur laisse à peine le temps de souffler. A six semaines de là, il les attaque sur un second front. Le 2 novembre, au Centre des Hautes Etudes Militaires, il déclare :

Il faut que la défense de la France soit française. Il est indispensable que la France se défende par elle-même, pour elle-même et à sa façon... Un pays comme la France, s'il lui arrive de faire la guerre, il faut que ce soit sa guerre. Il faut que son effort soit son effort. S'il en était autrement, notre pays serait en contradiction avec tout ce qu'il est depuis ses origines, avec son rôle, avec l'estime qu'il a de lui-même, avec son âme... Ce système de l'intégration a vécu.

En clair, l'O.T.A.N. est mort. Il y a neuf ans que de Gaulle a conseillé aux Britanniques de se replier sur l'Orient et aux Américains sur le Pacifique. Le 2 novembre 1959, il persiste et signe. « U.S. go home ! », décidément.

Antoine Pinay ose soulever le problème au Conseil des ministres où de Gaulle, avant de lui donner la parole, remarque, sarcastique :

— Tiens ! Monsieur le ministre des Finances s'intéresse aux Affaires étrangères.

Nullement démonté, Pinay donne lecture des propos du général, fait état de la consternation de nos alliés et donne son sentiment profond : « Nous n'avons pas les moyens de nous défendre seuls. »

Blême, de Gaulle réplique que « Monsieur le ministre des Finances » a toujours approuvé jusqu'ici sa politique de défense. D'une voix contenue, Pinay observe au contraire qu'il a appris par les journaux que la flotte de Méditerranée était soustraite à l'O.T.A.N. De Gaulle écourte rapidement la séance et s'en va, rageur.

Europe, Algérie, Alliance Atlantique, les grandes entreprises du règne se devinent ou se dessinent. Il n'en est pas une à laquelle Antoine Pinay ou la majorité de ses amis puissent s'associer. Il n'en est pas une non plus à laquelle de Gaulle puisse renoncer.

Le général ira-t-il jusqu'à susciter une crise qui l'opposerait à Antoine Pinay sur un sujet majeur ? Sûrement pas. « L'homme à tête d'électeur » jouit d'une telle popularité qu'un conflit de ce genre ne tournerait pas fatalement à l'avantage du vainqueur de Montcornet. Tout conseille de recourir à la ruse.

Le gibier sera piégé. En douceur. Et sans risque. Car le ministre des Finances, tout au long de l'année, a été « testé ».

Un beau jour, de Gaulle, sans crier gare, lui a demandé de « dégager » quelque 200 millions. Motif : un particu-

(5) Paul Reynaud : « La politique étrangère du gaullisme », Julliard, édité.

(6) Paul Reynaud, *op. cit.*

(7) J.-R. Tournoux, *op. cit.*



La pause-café entre présidents. Le plus grand digère mal que l'autre ne lui dise pas : « Mon Général ».

lier bien en cour désirerait céder à l'Etat, en échange de cette bagatelle une collection d'armes anciennes. Occasion à saisir, estime le théoricien des chars de combat. Et puisque de Gaulle pense ainsi, il ferait beau voir que son grand argentier pense différemment.

Las ! Antoine Pinay signifie tout net que la IV^e République n'est pas assez riche pour se payer le fusil de chasse de Louis XIII...

Le mauvais caractère du grand argentier se manifeste de nouveau quand de Gaulle juge opportun et charitable de confier à son vieux compagnon de Larminat, désargenté, l'inspection générale des sépultures militaires. Le ministre des Finances montre, en cette circonstance, qu'il n'apprécie guère le régime des prébendes.

Bref, peu à peu, Antoine Pinay devient le protestataire par excellence. Ses collègues usent et abusent de cette disposition d'esprit. Il n'en manque pas qui, à huis-clos, le supplient de résister à l'autoritarisme envahissant du chef de l'Etat. Le plus souvent, malheureusement, ces braves disparaissent sous la table à l'instant d'en découdre.

Sûrement, c'est un hasard si Antoine Pinay, toujours ou presque, se retrouve seul à défendre contre Charles de Gaulle ses opinions et ses droits comme les droits et les opinions des autres. Mais c'est un hasard heureux pour Charles de Gaulle : il a la certitude qu'il lui suffira de provoquer Antoine Pinay sur le terrain de ses prérogatives ministérielles pour le contraindre à faire front. Et l'écraser.

En décembre tout est prêt.

Le 10 de ce mois-là, Jeanneney, préposé à l'Industrie depuis le 1^{er} janvier, monte à la tribune de l'Assemblée nationale.

— Le gouvernement, dit-il, étudie la formule d'un bureau de conversion et de développement industriel. Cet organisme pourrait prendre des participations dans les entreprises privées dont on souhaiterait le développement en tel ou tel point.

Stupeur chez les indépendants. Il est faux que « le gouvernement étudie » un projet de cette nature. Antoine

Pinay, en effet, a déjà cessé d'« étudier ». Et il a conclu son étude par un refus. Refus qu'il oppose également à un second projet du même Jeanneney : la création d'une société d'Etat pour le raffinage et la distribution des produits pétroliers.

Antoine Pinay, alors, ne serait-il plus membre du Gouvernement ? Le discours dirigiste de Jeanneney, téléguidé par de Gaulle, couvert par Debré, sonne en tout cas, comme une provocation.

Le 15 décembre 1959, le Conseil des ministres passe outre à l'incident mais s'enlise dans un débat de cinq heures sur l'affaire scolaire qui agite l'Assemblée nationale. De Gaulle, agacé par l'indiscipline des députés, affiche la tristesse et la lassitude. Il menace de démissionner. Comédie. Il essaie simplement, pour voir, « le coup de la valise » qu'il renouvellera ensuite à satiété.

Antoine Pinay proteste.

— Vous n'avez pas le droit de menacer de partir.

Le général lui jette un coup d'œil torve. Pinay ne s'y trompe pas. Ce n'est pas de Gaulle qui s'en ira. C'est lui, Pinay, qu'on va forcer à partir.

Noël. Jour de l'An. Trêve armée.

Le 4 janvier, de Gaulle part pour Brignoles, dans le Var, s'enferme à l'abbaye de La Celle. Antoine Pinay file sur Cannes. Avant de quitter Paris, il brûle ses vaisseaux ; sa politique financière, affirme-t-il, est à prendre ou à laisser. Avis à Jeanneney. Avis surtout à son inspirateur, le chef de l'Etat.

La riposte ne tarde pas.

« J'espère que nous nous reverrons... »

Le 6 janvier, Michelet entre en scène. Le ministre de la Justice communique à la presse un projet de son cru. Il s'agit d'une réforme des sociétés privées. Et quelle réforme ! Les représentants du personnel détiendront un quart des sièges dans les conseils d'administration. Ceux-ci, par-dessus le marché, seront placés sous la surveillance d'un censeur-commissaire aux comptes désigné par l'autorité judiciaire.

Les gauchistes de l'U.N.R. exultent. Ils veulent la peau de Pinay et ne s'en cachent pas. Antoine à la lanterne !

Du côté de Brignoles, silence. Jeanneney a passé son lacet au cou de Pinay, Michelet a passé le sien. De Gaulle n'a plus qu'à serrer. Les temps sont proches.

Le 8, abrégant ses vacances, Pinay « remonte » à Paris. Il débarque en pleine cabale. Les affidés de l'U.N.R., vendant la mèche, ont répandu le bruit de sa démission. Debré, complice, n'a pas démenti.

Au débotté, le ministre des Finances contre-attaque.

— Je n'ai pas démissionné, rectifie-t-il. Si l'on veut poursuivre la politique à laquelle je suis attaché, qui correspond à mes principes et au programme arrêté il y a un an, je suis d'accord. Si l'on veut faire une autre politique, je ne signerai aucun projet qui puisse aller à l'encontre de celle que j'ai menée. Mais si je dois quitter mon poste, il faudra un décret.

Et d'exécuter Michelet.

— Le projet Michelet ? Je suis féroce contre. J'ai reçu ce texte qui m'a été envoyé par le garde des Sceaux alors que j'en avais déjà eu connaissance par la presse. Si

on le retenait, il aurait pour effet la création de 80 000 fonctionnaires à installer au sein des entreprises.

Quant à Jeanneney, il est sabré en deux mouvements. Son bureau de reconversion industrielle ne sera rien de plus qu'une « société nationale des entreprises boîtesuses ». Sa société pétrolière d'Etat ? « Elle permettrait de caser beaucoup de gens. » Mérite un peu léger aux yeux de Pinay qui, ayant tout ignoré de ce projet jusqu'au moment où, à l'esbroufe, « on » a voulu lui extorquer son contre-seing, enchaîne : « Constituer une société d'Etat qui concurrencera celles où l'Etat a invité les épargnants à placer leurs fonds, cela porte un nom... »

Quel nom ? Le gros mot qu'il a sur la langue, Antoine Pinay le retient. Il le garde pour Michel Debré.

Pas flambard, ce jour-là, le Premier ministre. Il s'est privé de vacances par dévouement au bien commun. Scrupuleux, comme à l'ordinaire, il a veillé à l'harmonieux développement de l'intrigue ourdie contre le plus méritant de ses collaborateurs. Mais, malgré les compliments qu'il se décerne *in petto*, Michel Debré, lorsque sa victime paraît devant lui, montre un visage crispé. Il a des rides à la conscience. Professeur de vertu, et jouissant à ce titre d'une flatteuse réputation, il semble se soupçonner lui-même d'infidélité à son enseignement.

Son trouble intérieur s'accroît à l'évocation des consignes qu'il a reçues. Pinay est là, qui vide son cœur et son sac. Il faut maintenant inciter ce furieux à résigner ses fonctions. Sans brusquerie. Les modérés doivent avoir l'impression que si Pinay se sépare de De Gaulle et de Debré, de Gaulle et Debré, eux, auront tout fait pour l'en empêcher. Travail délicat qui réclame de l'astuce et du doigté. Debré, mal à l'aise, propose à son interlocuteur... un ministère d'Etat. L'enterrement de première classe.

Antoine Pinay décline incontinent l'honneur de ces fastueuses obsèques. Si c'est le Président de la République qui a formé ce projet, il s'en expliquera avec lui.

Roger Duchet, dans « France-Indépendante », marque le coup. « Il est toujours dangereux pour un régime, écrit-il, de crier Vive la République et de n'en conserver que la caricature. »

Au soir du lundi 11 janvier, de Gaulle réintègre l'Elysée. Son service de presse lui a soumis la mise en garde de Roger Duchet. Il y a joint un autre extrait de « France-Indépendante » qui élargit singulièrement le débat. De Gaulle est accusé de « saccager » nos amitiés et de disloquer nos alliances. Or, rappelle l'organe des modérés, « Pinay est attaché à une stricte fidélité à l'Alliance atlantique, à l'intégration de la défense occidentale, à la construction accélérée d'une Europe intégrée ».

Pas d'erreur : cela se gâte. Or, de Gaulle ne se sent pas assez solide encore pour défier une majorité parlementaire composite. Il décide de finasser.

Dans la matinée du 12, Debré déballe sa marchandise. C'est toujours un ministère d'Etat, mais assorti d'apparentes responsabilités : la définition d'une politique financière à long terme (sic) et la coordination des différents secteurs de l'économie. Une noix creuse.

Pinay se récusé. Il y a déjà trop de potiches, à son goût, dans les vitrines de la cinquième.

— Vous voulez donc que j'aille tenir compagnie à Jacquinot ? lance-t-il à Debré.

Très peu pour lui... Pinay entend rester au ministère des Finances ou n'en sortir que par force. Aux princes de juger.

Les princes, la mort dans l'âme, se résignent à la violence. Pinay veut un décret de révocation. Il l'aura. Jusqu'à l'ultime seconde, cependant, la farce de l'amitié lui sera jouée.

Dernier acte : le 13 janvier, à 13 h 55, dans le cabinet du Général. Un mercredi, par hasard.

De Gaulle biaise :

— Alors, Monsieur le Président, il paraît que vous ne vous entendez pas avec le Premier ministre ?

— Monsieur le Président, répond Pinay, ma tâche n'est pas des plus commodes. J'ai la charge des Finances et de l'Economie. Je l'assume et entends l'assumer pleinement. Il arrive donc que des conflits surgissent entre mes collègues et moi. Il est vrai qu'à cette heure un sérieux différend me sépare de M. Michel Debré. Vous en connaissez la nature.

De Gaulle tente une dernière fois de faire accepter un ministère d'Etat à son interlocuteur :

— Vous êtes un homme d'Etat, vous pouvez m'être utile. Je n'oublie pas que vous êtes venu le premier me chercher à Colombey.

— J'espère que je n'aurai jamais à le regretter, remarque Pinay.

Il décline une dernière fois la sinécure. De Gaulle cesse de tourner autour du pot.

— Dans ce cas, dit-il, le mieux est que vous remettiez votre démission.

— Tel n'est pas mon avis, Monsieur le Président.

— Ah ! S'il en est ainsi, comment faire ?

Question ahurissante. C'est au ministre condamné d'exposer au chef de l'Etat le meilleur moyen d'exécuter la sentence !

— Comment faire ? reprend Pinay qui ne se démonte pas. Demandez au Premier ministre la démission collective de son cabinet et constituez aussitôt un autre gouvernement. Je ne figurerai pas dans la nouvelle liste ministérielle et voilà tout !

— Impossible, rétorque de Gaulle.

Antoine Pinay est édifié.

— Quelque solution que vous adoptiez, Monsieur le Président, je ne doute pas que vous ayez dans l'esprit le nom de mon successeur.

— Vous vous trompez. Je n'ai pas songé jusqu'ici à vous remplacer.

— Peut-être. Vous avez tout de même pressenti M. Wilfrid Baumgartner.

— N'en croyez rien... Allons, Monsieur le Président, je vous remercie...

Et sur le pas de la porte :

— J'espère que nous nous reverrons souvent !

Antoine Pinay, là-dessus, se retire. Il est 16 h 45. A 17 h 10, Wilfrid Baumgartner est introduit dans le cabinet du Général. Il en ressort ministre des Finances. La nouvelle vole déjà sur les téléscripteurs.

Le piège gaulliste, en somme, a parfaitement fonctionné. A un détail près. Ses inventeurs avaient imaginé qu'Antoine Pinay aurait assez de grandeur d'âme pour s'immoler de sa propre main. Il a fallu lui trancher la gorge.

Pour le public, cela ressemble à l'assassinat du Père Noël.

René SAIVE

DES SILENCES

« **L**E pouvoir disposerait-il d'un puissant moyen de coercition à l'encontre d'Antoine Pinay ? » C'est en ces termes que, le 4 septembre 1965, Paul Dehème, qui est un vieil ami du maire de Saint-Chamond, s'interroge dans sa célèbre lettre confidentielle, providence quotidienne des informateurs politiques, sur les raisons exactes qui empêchent Pinay d'annoncer sa candidature à la Présidence de la République.

Six semaines plus tard, Antoine Pinay confirme à « La Tribune de Saint-Etienne » qu'il a bien été « l'objet de pressions qui se rattachaient à la menace, au chantage ou à la calomnie » mais laisse entendre qu'on espérait ainsi l'obliger à se présenter à l'élection présidentielle.

Deux sons de cloche strictement opposés. A-t-on voulu faire chanter Pinay pour qu'il soit candidat ou, au contraire, pour qu'il ne le soit pas ?

Les mœurs de bas-empire qui sont celles de la V^e République font plutôt pencher pour la seconde hypothèse. Et depuis bientôt trois ans, effectivement, il se trouve partout en France des gens renseignés pour chuchoter à table : « Il y a un dossier de police contre Pinay. C'est pour ça qu'il n'a pu se présenter contre de Gaulle en 1965. »

Ténébreuse affaire qui ne date pas d'aujourd'hui.

* *

Tout commence, l'automne 1962, à la veille du référendum qui tend à instituer l'élection du Président de la République au suffrage universel. Unanimes, toutes les familles politiques — moins les gaullistes, évidemment — dénoncent cette forfaiture et le viol de la Constitution. Dans le privé, Antoine Pinay ne cache pas sa réprobation. Mais les jours passent sans qu'il prenne publiquement position. A la longue, ce silence intrigue.

Le 4 octobre, « L'Express » lève le lièvre :

Le cabinet du général de Gaulle et celui de M. Pompidou s'emploient, depuis que les partis se sont coalisés contre le référendum, à mettre en œuvre tous les moyens individuels possibles pour décourager ou discréditer certains opposants. C'est ainsi qu'une campagne de calomnie a été lancée de bouche à oreille dans les milieux politiques à Paris contre... M. Pinay dont on redoute qu'il fasse campagne pour le non au référendum... on lui a fait savoir qu'une affaire du style des « ballets roses » pourrait être révélée contre lui.

L'article fait sensation et chacun se s'interroger. Antoine Pinay a-t-il tâté de trop jeunes danseuses comme Le Troquer ? S'est-il fait surprendre dans un champ comme Aristide Briand ? L'a-t-on trouvé, comme Paul Doumer, aboyant à quatre pattes dans un mauvais lieu ?

L'existence même d'Antoine Pinay encourage les rumeurs. Il vit en homme seul (sa femme est hospitalisée depuis des années pour des troubles psychiatriques). On ne lui connaît pas, comme à d'autres présidents du Conseil, une liaison à l'Opéra ou à la Comédie-Française. En revanche, les mauvaises langues du Palais-Bourbon lui ont fait une enviable réputation de verneur. Sa galanterie passe pour impétueuse. « C'est un hussard », murmurent, admiratifs, ses collègues.

En quelques heures, pourtant, les coups de téléphone qu'échangent les plus fins limiers des coulisses politiques douchent les imaginations. Pas trace de ballets roses, d'exhibition champêtre ou d'aboiements coquins. Le seul

ragot à tenir bon prétend évoquer une ancienne idylle normande où l'ancien président du Conseil aurait montré son indifférence pour les différences d'âge. Et encore, les versions diffèrent tant le raconter est suspect.

— De toute façon, il n'y a pas de quoi fouetter un chat, conclut avec déception le petit monde politique.

Il reste qu'on a publiquement parlé de « ballets roses ». Est-ce la gauche qui, par l'entremise de « L'Express », entend discréditer le leader des modérés ? Ou bien le gouvernement s'imaginerait-il vraiment pouvoir ainsi intimider Pinay ? Quoi qu'il en soit, celui-ci a intérêt à dissiper toute équivoque.

Le directeur de « Minute », J.-F. Devay, s'en entretient avec Antoine Pinay au téléphone (1).

— Puisqu'on insinue que vous êtes « tenu », la seule manière de balayer les racontars est que vous fassiez connaître votre position quant au référendum constitutionnel.

— Dans ce cas, finit par dire Pinay, je vous fais la déclaration suivante : « J'ai été l'un des auteurs de la Constitution de 1958. J'entends lui rester fidèle. »

La prise de position d'Antoine Pinay paraît le lendemain, mais le gouvernement fait le mur du silence. La radio et la télévision se gardent de l'annoncer. A de rares exceptions près, la grande presse n'en fait pas état. Discretion regrettable, surtout pour Pinay. Trois ans plus tard, on recommencera à invoquer le mystérieux « dossier » pour expliquer ses nouveaux silences.

* *

« Les silences de M. Pinay », tel est précisément le titre de la retentissante série d'articles que Serge Groussard publie dans « L'Aurore » en juin 1965, cinq mois avant l'élection présidentielle. Titre à première vue absurde, car jamais le maire de Saint-Chamond ne s'est autant épanché qu'à l'époque dans le sein des journalistes. Mais, si bavards que soient ses silences, Antoine Pinay reste une énigme vivante quant à la question essentielle que le monde politique se pose : « Sera-t-il ou non candidat à l'Elysée ? »

— Moi, candidat ? Non mais, vous me voyez à l'Elysée... je n'ai pas une tête de Président de la République.

C'est en bougonnant ainsi que le 12 octobre 1963, Antoine Pinay avait reçu à Saint-Chamond Max Jalade, de « Paris-Presse ». Mais le printemps suivant, il précise sa position à M^{re} Jacques Isorni :

— Je me réserve pour la chute du général de Gaulle. Je serai le seul à pouvoir réconcilier les Français. On viendra me chercher.

M^{re} Isorni, ancien député indépendant, est un ami personnel de Pinay. C'est aussi un ennemi personnel de M^{re} Tixier-Vignancour, dont la candidature le consterne. Il va jouer tout au long du « suspense Pinay » un rôle décisif.

En février 1965, d'une nouvelle visite à Saint-Chamond, il rapporte la certitude absolue qu'Antoine Pinay se présentera. Il prévient aussitôt « Le Figaro » par l'intermé-

(1) Le contact a été établi par l'ancien député indépendant Michel Junot en présence de François Abadie, chef de cabinet de René Billères.

QUI FONT JASER

diaire de Louis-Gabriel Robinet avec qui il est très lié. Guy Mollet, alerté, ne cache pas sa satisfaction. Le secrétaire général du parti socialiste est persuadé que le « mythe Pinay » est le seul à pouvoir être opposé au « mythe de Gaulle ». Dix semaines avant l'élection, comme Sœur Anne à sa tour, il en sera encore à guetter à l'horizon la candidature de l'homme à tête d'électeur. Il ne sera pas le seul.

Jean-Paul David s'apprêtant à réunir une « Convention nationale libérale » pour trouver un candidat capable de recueillir les voix modérées et centristes, M^e Isorni accourt à Saint-Chamond.

— Donnez-moi vos instructions.

Pinay déconseille à la Convention de choisir un candidat.

— Celui-ci pourrait être embarrassant, le moment venu, observe-t-il.

Marcilhacy est pourtant désigné. Le 29 avril, il vient trouver Pinay dans son appartement parisien du boulevard Suchet :

— Si vous êtes candidat, je m'effacerai, bien sûr.

— Il n'en est pas question.

En fait, Antoine Pinay suit avec beaucoup d'attention l'agonie de la « grande fédération » où Gaston Defferre, infortuné « Monsieur X », voulait rassembler MRP et socialistes.

Le 19 mai, il déclare à « Nice-Matin » :

— Je n'envisage pas de poser ma candidature à la Présidence de la République. Toutefois, si la France, en des circonstances dramatiques, avait besoin de moi, je n'hésiterais pas un seul instant.

Quelques jours plus tard, dînant chez l'ancien ministre Georges Bonnet, il fait des confidences plus précises. Robert Lazurick, directeur de « L'Aurore », qui est un des convives, s'en va, persuadé que Pinay est pratiquement décidé. Serge Groussard est aussitôt chargé d'amorcer la campagne.

Le 15 juin, alors que l'abandon de Defferre est acquis, Raymond Tournoux lance la nouvelle dans « Paris-Match » : « Un nouveau Monsieur X : M. Pinay ». Il annonce que l'escalade est commencée.

Georges Bonnet a, début juillet, un entretien avec le nouveau « Monsieur X ».

— Je ne souhaite pas être candidat, déclare Pinay, mais si vous n'en trouvez pas d'autre, je ne me déroberai pas. Tout ce que je vous demande, c'est de ne rien dire pour l'instant. Vous gâcheriez tout. D'ailleurs, je pars pour Vittel.

A Vittel, Pinay trouve un envoyé de « L'Express », Jacques Derogy : celui-ci l'invite à préciser quelles « circonstances dramatiques » pourraient l'inciter à se présenter.

— Par exemple, répond Pinay, si la réélection de De Gaulle tournait au plébiscite, si elle risquait d'être interprétée comme l'approbation massive d'une politique qui conduit à la rupture de l'amitié franco-américaine.

* *

A peine Pinay a-t-il regagné Paris qu'éclate le coup de théâtre de la candidature Mitterrand. Cinq jours plus tard, le 14 septembre à 10 heures du matin, il reçoit, boulevard Suchet, les délégués des partis centristes : des radicaux comme Maurice Faure et Guy Ebrard, des indépendants comme Pierre Baudis, des M.R.P. comme Fontanet, Abelin et Jean Lecanuet qui se fait le porte-parole général :

— Vous êtes le seul à pouvoir éliminer tous les candidats entre les communistes et de Gaulle.

Mais Pinay multiplie les objections. « Je ne veux pas passer pour l'homme des partis. »

Or l'après-midi, les délégués du Centre auront la stupeur de lire dans le quotidien gaulliste « Paris-Presse » un véritable procès-verbal de l'entrevue. Atterrés, ils apprendront plus tard que leur hôte avait placé un journaliste, Henri Marque, dans la pièce voisine. Comme si Pinay avait tenu à ce que le gouvernement soit immédiatement au courant...

Dix jours plus tard, les conjurés centristes brûlent leur dernière cartouche. Guy Mollet déclare à « L'Aurore » :

— Je souhaite la candidature de M. Pinay.

Trop tard. Le 9 octobre, Antoine Pinay est reçu par Roger Frey place Beauvau. Le ministre de l'Intérieur prévient aussitôt après « Le Monde », « France-Soir » et « Europe N° 1 ».

— Vous pouvez l'annoncer : Pinay ne se présentera pas.

Etrange entrevue. Il paraît difficilement croyable qu'en cette période d'intense suspense politique, Antoine Pinay ait ostensiblement rendu visite au ministre gaulliste de l'Intérieur pour ne lui parler, comme il l'assurera, que des « problèmes communaux de Saint-Chamond ».

Il n'en faut pas plus pour relancer la ténébreuse affaire du « dossier Pinay ». Paul Dehème a déjà fait allusion le mois précédent, à un « puissant moyen de coercition » dont disposerait le Pouvoir. On jase à nouveau et Antoine Pinay se voit contraint de diffuser une mise au point :

— Je n'ai jamais rencontré le ministre de l'Intérieur pour passer avec lui quelque sordide marché.

Les rumeurs n'en courent que de plus belle. Elles ne cesseront jamais tout à fait.

Où est la vérité ? Un ami très proche de Pinay donne l'explication suivante :

— Le « dossier Pinay », c'est l'Arlésienne : on ne l'a jamais vu et on n'a pas cessé d'en parler. Je suis persuadé, pour ma part, qu'il n'a jamais sérieusement existé mais que le Pouvoir avait intérêt à faire croire à sa réalité. Les amis politiques de Pinay furent les premières victimes de cette intoxication : à force d'évoquer l'affaire, ils mirent Pinay en rage. De surcroît, Pinay fut réellement effrayé : non pas parce qu'il se savait vulnérable, mais parce qu'il comprit qu'à l'avenir tous les coups seraient permis contre lui. Peut-être était-ce là le résultat cherché. Mais, de toute façon, la clef du déroutant comportement d'Antoine Pinay au cours de l'année 1965 n'est pas là. C'est une clef politique. Il est exact qu'il envisagea d'être candidat à l'élection présidentielle et je crois même que pendant quelques jours — en juin — sa décision fut pratiquement prise. MAIS IL PENSAIT ALORS QUE DE GAULLE NE SE PRESENTERAIT PAS. Pinay était décidé à affronter Pompidou, jamais il n'a envisagé d'affronter de Gaulle. Contrairement à ce que l'on croit, il n'hésitait pas : il attendait seulement. Le jour où il sut que de Gaulle serait candidat, il cessa de l'être. Mais je reconnais m'être souvent posé la question : comment le sut-il plus d'un mois avant que de Gaulle ait fait connaître sa décision ? Ce n'était pas, de la part de Pinay, une simple conviction ; c'était soudainement devenu une certitude. Pour moi, cela reste le seul « mystère Pinay » de cette confuse période.

X X X

Un Président trop galant, des parties fines
au Butard, un entremetteur bavard

LES SOIRÉES DES BALLETS ROSES



Résidence secondaire du président de l'Assemblée nationale, le pavillon du Butard avait été offert à la République par Paul Poiret, le couturier des années folles. Il allait devenir, après le scandale, le symbole des turpitudes de la IV^e.

AU temps, qui n'est pas si lointain, où faisait rage la mode des porte-clefs, le patron d'un petit bistro-restaurant situé au pied de la Butte se faisait un malin plaisir d'en offrir un des plus originaux à ses bons clients : une sorte de coquille de porcelaine blanche, portant sur une face le nom de cet aimable estaminet ainsi que son numéro de téléphone et, sur l'autre, d'un trait léger, en sanguine pâle, une mignonne danseuse en tutu faisant des pointes, armée d'un balai de paille de riz...

Pour le touriste « copocléphile », ces armes parlantes restaient assez sybillines ; mais nul Parisien, en revanche, n'avait à se torturer les méninges pour trouver le sens de cette allusion aussi simpliste que de goût exquis ! Le patron de cet établissement montmartrois n'étant autre que l'ex-policier Pierre Sorlut, il se payait le luxe, pour sa publicité, d'évoquer ainsi la scabreuse affaire de mœurs dite des « ballets roses » dont il avait été le peu reluisant héros quelques années auparavant...

Cette histoire, aussi nauséabonde que scandaleuse, devait être révélée au grand public dans les tout premiers jours du mois de janvier 1959 ; le général de Gaulle, président

du conseil depuis juin 1958, venait tout juste de s'installer à l'Elysée, ayant accédé selon son désir à la magistrature suprême après l'avoir dépouillée de son traditionnel rôle d'arbitrage pour en faire un poste de direction sans appel, bientôt renforcé dans le sens du césarisme grâce au système plébiscitaire.

Or, les faits incriminés se situaient entre 1946 et 1958 et y était impliqué, entre autres, l'ancien président de l'Assemblée nationale, M. André Le Troquer ! Le nouveau « guide » de la V^e République aurait ainsi voulu achever de discréditer les hommes de la IV^e, qu'il ne devait cesser de traîner plus bas que terre, qu'il n'aurait pas agi autrement.

Ceci n'est, bien sûr, qu'une vue de l'esprit, mais la coïncidence ne laisse pas d'être troublante. Les ragots d'alcôve ont de tout temps eu beaucoup de succès dans le peuple. Les secrets de la politique étant censés être immergés en eaux troubles, celles qui sont puisées dans les bidets sont toujours les plus goûtées des foules...

Le « secret de l'instruction judiciaire » venant tout juste d'être renforcé, à la demande du Garde des Sceaux

d'alors, Edmond Michelet, par l'adjonction au Code de procédure pénale d'un nouvel article 11 (1), au grand dam des journalistes accrédités au Palais de Justice, il se trouve que ceux-ci n'en sont pas moins informés, le 8 janvier 1959, que M. Sacotte, juge d'instruction, vient de placer sous mandat de dépôt un ancien chauffeur de la D.S.T., Pierre Sorlut, qui, leur glisse-t-on dans le creux de l'oreille, organisait des « soirées spéciales » à l'intention des puissants du régime défunt. Il sera bien vite inculpé d'attentats aux mœurs et d'excitation de mineures à la débauche, après avoir reconnu les faits qui lui sont reprochés.

Sans plus attendre, le nom de l'ancien président Le Troquer, alors âgé de 73 ans et avocat au barreau de Paris, est cité sous le manteau comme l'un des principaux participants de ces spectacles libidineux. A tel point que, mis en cause par certains journaux confidentiels, l'intéressé croira devoir adresser des démentis, selon lesquels le Pavillon du Butard, mis à la disposition du président de la Chambre par l'Etat, n'aurait jamais été le théâtre d'aucune scène immorale. Le contraire sera, hélas, amplement démontré par l'enquête.

Pour danser sur la scène de l'Opéra

Savamment distillée de semaine en semaine, comme un véritable feuilleton salace, cette affaire des « ballets roses » va défrayer la chronique durant plus de deux ans ! Alors qu'en 1960 et 1961, des événements d'une gravité exceptionnelle pour l'avenir du pays sont en cours, elle continuera d'amuser la galerie, tout en permettant aux commentateurs féaux de vilipender le « système » disparu.

Pour donner l'illusion que le secret de l'instruction est néanmoins respecté, farouchement défendu, même contre les malveillantes indiscretions de ces pelés de gazetiers, les couloirs menant au cabinet du juge Sacotte sont sévèrement gardés ; les vitres donnant sur le corridor par lequel passent les inculpés ou les témoins, des jeunes filles mineures, ont été passées au blanc de chaux, afin de préserver les anonymats des différents protagonistes. Mais, dans le même temps, des rumeurs prolifèrent et les pires insinuations peuvent avoir libre cours...

Les « ballets roses » font fortune ! Jamais une telle étiquette, fortuitement forgée par un magistrat du Parquet de la Seine, pour désigner d'une image une procédure en cours, n'avait connu une telle vogue. Le titre a tout de suite conquis la rue. Il ne cesse, depuis, de revenir dans toutes les conversations, dans les salons comme dans les bars, dans les ateliers ou bien les collèges, chez les cousettes et les métallos, les lycéennes ou les carabins. Les chansonniers s'en emparent, bien entendu, et aussi les camelots du boulevard : des forains, offrant des poupées en loterie, des marchands de couleurs férus de calembours, en agrémentent leur marchandise : les caricaturistes en usent et en abusent, un parfumeur l'utilise pour une eau de toilette et un scénariste pense en tirer un film.

(1) « Sauf dans les cas où la loi en dispose autrement et sans préjudice des droits de la défense, la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète. Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel... »

Bref, tout le monde est soudain frappé par l'expression, qui restera dans la langue, sinon dans le dictionnaire. Elle suscitera même des contrefaçons, quand certains scandales provinciaux seront baptisés « ballets bleus », cette nuance étant réservée aux petits garçons tout comme le rose l'est aux petites filles...

Mais, que signifient au juste ces deux mots brusquement accouplés ? La plupart des gens seraient bien embarrassés de le dire. C'est sans doute ce qui fait son immense succès, en tant qu'allégorie à la fois très allusive, mais imprécise à l'extrême. A tel point qu'on peut affirmer que la juxtaposition de ce substantif dansant et de cet adjectif tendrement lumineux forme le parfait exemple du « mot couvert ». La locution, traduite dans toutes les langues, car reprise par les journaux du monde entier, a ceci de remarquable qu'elle resplendit de clarté, tout en conservant son troublant mystère. Ce qui ne l'empêche pas d'être absolument tendancieuse...

La périphrase donne en effet à penser à l'homme de la rue que les petites victimes avaient été recrutées par les puissants de l'époque, de manière quasi officielle, parmi les petits rats de la chorégraphie classique, c'est-à-dire dans les coulisses de l'Opéra. Or, rien n'est moins vrai. Il apparaîtra seulement, en fin de compte, que deux des gamines ainsi perverties avaient été invitées à assister à des soirées de gala, au Palais-Garnier, dans la loge présidentielle, et qu'elles avaient pu espérer que, pour prix de leurs faveurs à un vieux monsieur très haut placé, elles pourraient un jour, par piston, briller dans le Cygne, sur la scène du Théâtre national.

En attendant que cette équivoque soit dissipée, les « ballets roses » se trouvent propulsés et deviennent pour longtemps le sujet le plus demandé de la chronique judiciaire, tout en restant le moins exploitable. Car il est des thèmes sur lesquels, en dépit de l'insatiable curiosité du lecteur, il est indispensable de jeter tout de même un voile de décence.

Or, l'affaire est des plus malodorantes. La politique s'y mêlant étroitement, elle sent encore plus mauvais. Pourtant, de ce seul fait, elle va connaître un retentissement hors série ; d'autant plus regrettable, sans doute, que, comme il n'est à l'évidence pas question d'imprimer noir sur blanc des détails précis, trop choquants, il faudra procéder par sous-entendus. La pire des perfidies ! Elle n'est pas à l'honneur de ceux qui s'en servent, même si leurs adversaires y ont honteusement donné prise.

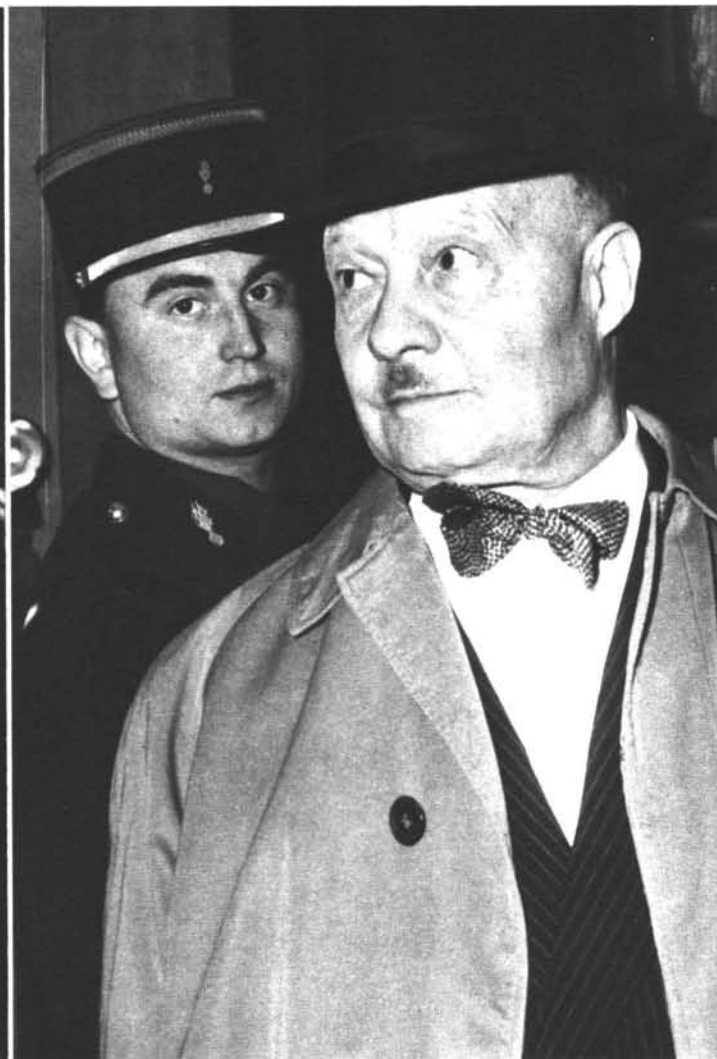
Il est si commode d'insinuer, d'accabler qui on ne nomme pas de péchés qu'on se contente de suggérer, de laisser imaginer, d'éclabousser ça et là qui ne pourra pas répondre. Ce dont on ne se privera pas, de tous côtés.

Résultat : le public restera à jamais persuadé qu'on lui a caché bien des choses, pour ne pas dire presque tout.

*
**

En réalité, il n'y a jamais eu, dans cette sordide affaire, rien que de très vulgaire et fort écœurant. Le « maître de ballet », si l'on ose dire, Pierre Sorlut, ayant conservé le goût de l'intrigue de ses éphémères et subalternes fonctions policières, a voulu faire « plaisir » à ses relations mondaines, gens du Tout-Paris, dont le président Le Troquer, dont il veut être l'homme à tout faire, ainsi que quelques commerçants très à l'aise.

Pour tous ces messieurs d'âges divers, généralement mûrs, voire très avancés, il met sur pied certaines « sur-



Le très vert président Le Troquer aimait trop les jeux en chambre. Il va se retrouver dans celle de la correctionnelle.

boums » dont les cavalières sont tout juste pubères, âgées de quinze à dix-sept ans. Des tendrons d'un côté, des barbons de l'autre. Ces derniers ont la faiblesse de se laisser tenter. Sorlut n'en tirera apparemment d'autre profit que de vivre à leurs crochets, sur un pied qui n'est pas le sien, se servant de la voiture de l'un, faisant régler ses factures par l'autre, ayant la satisfaction de tutoyer tous ces personnages importants. Mais les adolescentes qu'il leur livre, sont-elles consentantes ? Eh bien, oui, plus ou moins. Il réussit à se les faire confier par des parents vraiment naïfs, au motif de les présenter à des gens influents. Agissant ensuite tantôt par la persuasion, tantôt par la menace, il subjugué ces fillettes, dont la carrière, dit-il, sera d'autant plus rapide et brillante qu'elles se montreront gentilles et dociles. Mais en attendant de devenir des Pavlova, les pauvrettes doivent se muer en précoces bacchantes. Les magistrats, en dernier ressort, résumeront fort bien cet abominable trafic.

— Pendant douze ans, Sorlut, n'ayant aucune activité avouable et suivie, tirant ses ressources d'expédients, a vécu dans la débauche et de la débauche, organisant des réunions licencieuses, se faisant le pourvoyeur auprès de ses amis, nantis de situations importantes, de jeunes filles, dont deux étaient des mineures de seize ans, et à qui il avait donné le goût de rapports sexuels collectifs et parfois même contre nature, avec des exhibitions de nudité

et des séances de flagellation avec un martinet ; il a ainsi gravement perturbé la mentalité de ces mineures de caractère faible, n'ayant pu résister à des suggestions perverses et à des entraînements malsains... » (2)

Milieu exceptionnel, on le voit : d'une part, des amateurs riches, considérés, connus, parfois décorés, de l'autre, des nymphettes hors série, savamment dressées. Du gratin et du gratiné, donc, tant pour les grisonnants ou croulants de la génération descendante que pour les demoiselles de la génération montante. Mais, pour ceux-là comme pour celles-ci, quel stupre ! Répugnants derniers feux ! Lamentable premier bal !

Car, mis à part le clinquant factice des acteurs de ces misérables orgies, les faits, eux, ramenés à la dimension humaine, s'avèrent d'une vulgarité désespérante. Ils n'ont rien d'inédit, ni de raffiné, ni de mystérieux. Ils sont tout simplement impubliables, à peine de tomber dans la plus basse pornographie. Ceux qui, en l'occurrence, croient devoir crier à l'étouffement, oublient que la feuille de vigne est une censure remontant à la plus haute antiquité.

La preuve en est que le code n'a pas attendu ce puant

(2) Arrêt de la 10^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris en date du 3 mars 1961.

déballage à fins partisans pour prévoir, dans la liste des crimes et délits, ceux que constituent les attentats ou outrages aux mœurs et à la pudeur. On est bien obligé de constater que, depuis des siècles, quel que soit le régime, les mineurs sont, bon an mal an, les éternelles victimes de ces sortes d'infractions. Les Parquets des différents tribunaux en enregistrent chaque année par centaines. Que leurs protagonistes ne soient ni de gros industriels, ni des vedettes du barreau ou du Parlement, et que leurs jeunes proies ne soient que d'humbles écolières, des arpettes ou même de pauvres gardeuses d'oies, au lieu d'aspirer aux feux de la rampe ou de briguer des situations d'hôtesse, n'enlève rien à la gravité des faits, mais n'y ajoute rien non plus !

A l'époque où l'ancien président Le Troquer, endossant les turpitudes les plus matérielles de la défunte IV^e, était ainsi publiquement déculotté, il eût été possible à des écotiers malveillants d'atteindre sur le même plan certains des nouveaux messieurs, un membre en vue du cabinet de Michel Debré n'hésitant pas alors à s'afficher dans les bars de Montparnasse en compagnie d'une mineure délurée prénommée Gaby !

Le cercle des amateurs de fruits verts

L'instruction de l'affaire des « ballets roses », dont ne transpirent que des bribes équivoques soigneusement susurrées, ne durera guère que six mois, au cours desquels de nouveaux noms d'inculpés viendront s'ajouter aux premiers.

Le seul coup de théâtre sera, en juin, la mise en cause de plusieurs officiers de police de la première brigade mobile, qui avaient profité des adolescentes perverties par leur ancien collègue Sorlut. Lequel avait ses grandes et petites entrées dans les bureaux de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, où il déjeunait souvent au mess avec ses petites protégées. Celles-ci devaient, même au cours de l'enquête, être flétries par les policiers chargés de les interroger ! La Cour de Cassation, saisie de leur cas, comme l'exige la loi, les renvoya en correctionnelle avec les autres.

Le procès s'ouvrira le 28 avril 1960 devant la 15^e Chambre du tribunal de la Seine, spécialisée dans les affaires où sont impliqués des mineurs. Le huis clos est donc de rigueur, plutôt deux fois qu'une. Des neuf audiences qui s'y déroulent, il est donc strictement interdit de rapporter quoi que ce soit, même des ouï-dire récoltés à l'extérieur. En revanche, il n'en va pas de même du jugement, rendu en public le 9 juin suivant. Les extraits les plus marquants de ses soixante-douze pages d'attendus suffisent d'ailleurs à se faire une idée très exacte des faits imputés à vingt-trois prévenus, dont l'un, officier de police principal, devait être le seul relaxé au bénéfice du doute.

Le jugement expose d'abord la genèse des délits retenus (excitation de mineurs à la débauche, coups à enfants de moins de 15 ans, transport d'armes de la première catégorie, menaces verbales de mort sous condition) :

— Le 30 juillet 1958, le commissaire de police de Bruyoy était amené, à l'occasion d'une recherche dans l'intérêt des familles, à interpellé la jeune Colette M., mineure

en fugue ; celle-ci signalait dès ce moment des attentats aux mœurs répétés dont elle-même et deux autres jeunes filles, Martine M., et Gisèle M., avaient été victimes de la part de certains individus, dont le coiffeur G., dit Guillaume, un soi-disant policier du nom de Sorlut et le coiffeur D. ; une enquête diligentée sur instructions du Parquet de Corbeil par l'officier principal de police Gauthier ne parut pas confirmer les accusations de Colette M., les procès-verbaux des déclarations recueillies par l'enquêteur auprès des mineures et des adultes mis en cause tendant ostensiblement à jeter le doute sur l'équilibre mental et la sincérité de la dénonciatrice ; en dépit de ses relations d'amitié avec Sorlut, qui auraient dû normalement inciter l'officier de police Gauthier à se récuser, celui-ci n'hésitait pas, au terme d'un rapport de synthèse en date du 12 novembre 1958, passant sous silence cette particularité regrettable, à conclure à la seule culpabilité de Colette M., signalée comme se livrant à la prostitution ou au chantage...

Parbleu, ce singulier enquêteur avait de bonnes raisons « d'écramer », puisqu'il était lui-même « mouillé » dans cette scabreuse histoire !

— Plusieurs mois devaient s'écouler sans autre intervention des autorités répressives, avant que, poursuit le jugement, dans le courant de décembre 1958, sur plaintes avec constitution de partie civile du sieur Mouly et de la dame Bilquey, une information fût ouverte par le Parquet de la Seine, information dont les développements devaient faire apparaître que, non pas trois, mais cinq mineures, pouvaient avoir été victimes des actes immoraux d'un nombre considérable d'adultes hommes ou femmes...

« Sur les cinq mineures livrées à ces cercles d'amateurs de fruits verts, qui allaient assouvir de malsaines passions, sans aucun égard pour leur jeunesse, pour leur faiblesse morale ou même éventuellement pour leur déficience psychique, une seule, Colette M., y a été introduite par le coiffeur G., les quatre autres, Martine M., Gisèle M., Nicole V., et Danièle T., l'ont été par le canal (sic) de Sorlut... ».

*
**

Le tribunal, composé de M. Capel, président, et des juges Noguès et Crespy, s'efforce alors, assez curieusement, de dépolitiser l'affaire, comme si besoin en était absolument :

— Si la presse, dans son ensemble, énonce-t-il, a donné à cette affaire un énorme retentissement, ce fut essentiellement, semble-t-il, en vue d'exciter et exploiter l'avidité curieuse et le goût du public pour le scandale et les contes grivois, bien plutôt qu'à des fins politiques précises, ainsi que l'ont fait plaider certains prévenus.

« La présence, parmi ces derniers, d'une éminente personnalité de la IV^e République, l'ancien président de l'Assemblée nationale André Le Troquer, si elle explique l'excès d'intérêt porté par la Presse à une affaire par ailleurs banale, ne suffit pas néanmoins, par elle-même, à justifier une hypothèse de cette nature ; il n'est en tout cas pas vraisemblable et d'ailleurs aucun élément de l'information ne permet de soutenir que l'initiative des parties civiles, non plus que la nature et la gravité des charges accumulées par l'information, puissent être imputées à une machination ayant pour objet l'abaissement d'un homme politique dont, antérieurement au dépôt des plaintes, un simple changement de régime électoral avait suffi à interrompre brutalement la carrière de parlementaire, à un

âge assez avancé pour que les perspectives d'un « nouveau départ » s'en trouvaient sévèrement compromises... »

On ne saurait être plus aimable !

On en vient alors à l'analyse des faits incriminés :

— L'essentiel des actes matériels d'excitation à la débauche, relevés par la prévention, consiste en relations sexuelles généralement complètes, soit entre plusieurs hommes et une femme, soit entre un seul homme et plusieurs femmes, soit entre plusieurs couples, avec parfois échanges de partenaires ; tous actes concomitants ou successifs, perpétrés sans le moindre souci de discrétion, dont les mineures ont été toutes l'objet ou les témoins, et qui, dans certains cas, se pimentaient du spectacle fort apprécié, d'exhibitions de nudités, voire de numéros de strip-tease, de caresses fort précises entre femmes, de flagellations à l'aide d'un martinet et, une fois même, d'application d'un vibro-masseur sur le sexe d'une mineure... »

Divan rond pour « manœuvres de groupe »

Ces mineures étaient cependant consentantes, voire friandes de ces sortes de divertissements, et Le Troquer, dès son inculpation, avait eu beau jeu de proclamer qu'elles avaient atteint « la majorité dans le vice ». Comment expliquer dès lors le « manque de clairvoyance et de fermeté » de leurs familles, toutes honorables, disent les juges ? Les considérations du tribunal sur ce chapitre méritent d'être reproduites, car elles ne cesseront d'être de plus en plus d'actualité :

— On doit retenir, à la décharge de ces familles, la difficulté grandissante qu'éprouvent actuellement tous les parents à assurer l'éducation morale des adolescents, en un temps où ils ont à compter avec les influences délétères qui, débordant largement le cadre de Saint-Germain-des-Prés, tendent à développer chez les « jeunes » un sentiment général d'insubordination et de mépris de toute contrainte morale, spécialement en matière sexuelle.

« Leur autorité, contestée dans son principe, est d'autant plus mal supportée par ces jeunes que ceux-ci, voyant autour d'eux l'excessive liberté dont jouissent tant de leurs camarades, ne peuvent manquer de puiser dans cette constatation un nouvel encouragement à la révolte, sinon à la haine des parents, considérés comme l'obstacle majeur à leur indépendance et au développement de leur personnalité.

« Ceci étant, on comprend que s'étende, de proche en proche, la démission d'éducateurs qui, reculant devant une rupture affective menaçante, préfèrent composer avec l'état d'esprit ambiant et se cantonner, malgré ses dangers, dans une attitude de lointaine protection et de discrète camaraderie.

« Mal défendues, dans ces conditions, contre les entraînements d'un âge trouble, ces jeunes filles ont été incapables de résister aux entreprises du premier individu disposé à les séduire.

« Ainsi, Martine, Nicole et Danièle notamment, devenues les maîtresses de Sorlut et plus ou moins amoureuses de cet individu, n'ont pas éprouvé un sursaut de révolte normal lorsqu'il les engagea à se prêter à la salacité d'un, puis de plusieurs de ses amis ; leur sens moral déjà émoussé

d'une part, d'autre part la vague conscience qu'elles avaient d'être en faute vis-à-vis de leurs parents, et la crainte de voir Sorlut, ainsi qu'il les en menaçait parfois, les faire enfermer, ou révéler leur déchéance à leurs familles, devaient faire d'elles de dociles victimes.

« Au surplus, la plupart des réunions licencieuses auxquelles elles ont été appelées à participer étaient précédées, soit de repas généreusement arrosés, soit de larges libations, qui contribuaient à réduire encore une capacité de résistance déjà fortement ébranlée par leur désarroi moral.

« Enfin, ces très jeunes filles, pour la plupart de condition modeste, ont été grisées dans leur vanité par la fréquentation de restaurants ou établissements élégants, et par les hommages d'hommes faits, apparemment riches et jouissant de situations sociales importantes... »

*
**

Qui étaient donc ces gens-là ? Le jugement les décrit les uns après les autres avec le mépris qu'il convient, accordant à certains des circonstances atténuantes, stigmatisant surtout ceux qui furent les pourvoyeurs, c'est-à-dire Sorlut et le galant figaro G, alias Guillaume. A propos de ce dernier, qui n'amena dans ce qu'il appelait de « joyeuses réunions » qu'une seule des cinq mineures perverses, la jeune Colette, alors âgée de moins de seize ans, deux attendus sont particulièrement édifiants :

— G. a introduit dans son cercle de débauchés une fille qu'il savait être mineure, malade mentale, au surplus en fugue, et qui ne s'était confiée à lui que dans l'espoir d'obtenir un travail honnête, toutes circonstances qui accentuent l'odieux de sa conduite à l'égard de cette malheureuse épave...

Il fournissait également les locaux, « tant dans sa maison de campagne de Villecresnes que dans son vaste appartement parisien largement ouvert à ses hôtes et dont un certain salon, orné d'un vaste divan rond couvert de fourrures était particulièrement propre aux « manœuvres de groupe » dont ils étaient friands... »

Il devait pourtant, à l'audience, tenter de minimiser son rôle, avec des explications qui eurent, paraît-il, le don de faire hausser les épaules aux juges, qui notent : « Il a tenté de faire accroire au tribunal que, par « strip-tease », il entendait simplement « le fait pour les dames de soulever un tout petit peu leurs jupes pour laisser apparaître le dessus des jambes... »

Quant à Sorlut qui, lui, fit apport des quatre autres fruits verts, il a droit, dans ce jugement, à une véritable biographie :

— Issu d'une famille provinciale de condition fort modeste, mais de bonne réputation, c'est un garçon non dépourvu d'intelligence, bien que presque illettré et même, il en a fait la confession, inapte à s'instruire ; après avoir essayé des professions de commis-boulangier et de commis-boucher et avoir milité dans la Résistance où son comportement ne semble avoir attiré l'attention autrement qu'à l'occasion d'une affaire assez trouble dans laquelle il bénéficia d'un non-lieu, il vint à Paris, où il entra en 1946 dans les services de la D.S.T. en qualité d'auxiliaire ; après onze mois de fonctions et deux accidents d'auto, il fut, pour raisons de santé, dit-il, mais en réalité pour incapacité professionnelle, précises les renseignements administratifs, libéré des pénibles contraintes inhérentes à tout emploi régulier ; il a, depuis 1947, réalisé ce miracle, ne



Vue de dos, une des héroïnes des ballets roses. Celle-là avait 13 ans quand Sorlut l'entraîna au Butard.

possédant nulle fortune, de vivre pendant douze ans sans fournir aucun travail.

« L'explication en est donnée par les renseignements de police, d'où il ressort qu'il subsista principalement aux crochets de deux maîtresses successives qui, dans l'attente de mariages toujours promis et toujours reculés (3) lui fournissaient le gîte et le couvert : à ceci s'ajoutaient l'aide de sa famille et les libéralités bien surprenantes d'un généreux ami. »

(3) Ayant rompu, après son inculpation, avec l'une d'elles, Christiane S. qui tenait un bar à la mode rue de l'Abbaye, à Saint-Germain-des-Prés, il devait en épouser une autre, Suzanne T., en prison, le 23 décembre 1959, et, sa peine purgée, ouvrir avec elle son restaurant à Montmartre.

« A l'audience, pressé de questions, Sorlut finit par déclarer avoir disposé d'autres ressources, mais dont un devoir supérieur de discrétion l'empêchait de préciser l'origine ; tirant argument de déclarations de coprévenus, selon lesquelles Sorlut leur avait donné, par des indices certains, la preuve qu'il était dans les meilleurs termes avec un ancien Préfet de Police et un haut fonctionnaire dont il promenait le chien, ses conseils ont avancé, en termes assez voilés, qu'exclu de la D.S.T., cet ancien chauffeur avait gardé des liens étroits avec les services de police et de renseignements et rempli, jusqu'à l'étranger, de nombreuses missions secrètes, d'une haute importance ; s'ils n'ont pu cependant, à l'appui de ces suggestions, produire d'autres documents que quelques

photos, où l'on voit Sorlut tantôt le verre en main près de personnalités de l'industrie cotonnière, tantôt en bout de table à un banquet auquel assistaient, affirme-t-on, certaines importantes personnalités, ou encore un billet d'avion gratuit pour le Liban et un papier en langue arabe qui serait un laissez-passer délivré par les autorités égyptiennes ; ces remarques et ces documents sont de bien pauvres justifications de l'activité prétendue de Sorlut dans un service secret.

« Singulier et imprudent service secret, d'ailleurs, qui ne serait même pas capable de pourvoir son agent d'une situation de façade, d'un emploi privé, même fictif et qui, au surplus, ne pouvant lui assurer une rémunération régulière décente, confierait des missions à un individu sans aucune autre ressource que d'épisodiques prélèvements sur les fonds secrets, donc soumis à toutes les tentations et exposé à toutes les trahisons ; aveugle service secret, au surplus, qui confierait une arme à un agent qui se déclare incapable de la manœuvrer, et chargerait de missions délicates un être aussi dépourvu d'instruction que de caractère et de courage.

« Sorlut n'a eu pour lui, et il a su, il faut le reconnaître, en user abondamment, qu'une certaine aptitude à s'insinuer partout, aussi bien dans le lit de jeunes filles naïves que dans la familiarité des riches ou des puissants.

« Il possédait l'art, étalant ses relations avec l'un, de se lier avec l'autre, se trouvant partout chez lui, rendant gracieusement de menus services, grappillant ici un repas ou un voyage, ici une entrée à une soirée ou un spectacle, d'améliorer le modeste train de vie que lui assuraient ses pseudo-fiancées et de meubler les loisirs dont il était abondamment pourvu... »

Cette manie de se faire passer pour un « James Bond » devait valoir à Sorlut d'être finalement déclaré coupable du délit supplémentaire de transport illicite d'armes, des témoins dignes de foi ayant affirmé qu'il avait exhibé devant eux des revolvers et pistolets, dont l'un portait gravée sur le canon une inscription en caractères étrangers et qu'il disait avoir été saisi sur un agent secret soviétique !

Un grand homme dans l'intimité

En ce qui concerne les « clients », si l'on ose dire, de ces ballets roses, le jugement de la 15^e Chambre s'attache surtout à étudier les ressorts de la psychologie de chacun pour essayer de comprendre comment ils en sont venus à une telle dégradation, eu égard à leur niveau social. Les cas de l'ex-président André Le Troquer et de sa maîtresse, Elisabeth P., une artiste-peintre alors âgée de soixante ans, ont ainsi retenu particulièrement l'attention des magistrats.

Le Troquer résidait habituellement chez sa bonne amie Mme P., avenue Franklin-Roosevelt, mais passait fréquemment la nuit au Pavillon du Butard, en Seine-et-Oise, dont il disposait à raison de sa qualité, et, d'autre part, il avait conservé son appartement de la rue d'Assas, où continuait de fonctionner son cabinet d'avocat. Il devait, hélas pour lui, utiliser tous ces lieux pour y abriter des scènes de débauche, en compagnie de trois des petites ballerines fournies par son ami Sorlut, Martine, Gisèle et Danièle.

Scènes auxquelles allait participer activement sa maîtresse, à propos de laquelle le tribunal déclare :

— Si Le Troquer a manifesté, notamment à l'audience, un profond respect pour cette femme dont il loue la culture, les dons artistiques et la haute tenue morale, il s'est néanmoins borné à en faire depuis neuf ans sa concubine, alors que, veufs tous deux, aucun obstacle ne paraissait s'opposer à une union légitime, union fautive de laquelle on ne peut pas ne pas sursauter en entendant à l'audience cette maîtresse du deuxième personnage de l'Etat parler sans pudeur de ses devoirs mondains de maîtresse de maison au pavillon présidentiel du Butard, ou de « sa » loge présidentielle à l'Opéra ou à l'Opéra-Comique, ou encore de la voiture administrative affectée à « son » service... »

Autre sujet d'étonnement non moins grand pour les juges : ces « liens de familière sympathie » entre le Président de l'Assemblée nationale et un individu comme Sorlut :

— On ne peut manquer d'être surpris de l'étroitesse des relations entre deux hommes que ni leur âge, ni leur niveau intellectuel, ni leur position sociale ne prédestinaient à une telle familiarité ; il est également inattendu de voir un homme aussi absorbé par de graves et accablantes occupations, n'opposer aucun filtrage aux appels téléphoniques et aux visites d'un individu qui ne lui rendait aucun service ni ne lui fournissait aucun renseignement sur les plans électoral, politique ou professionnel, et ne présentait donc pour lui aucun intérêt avouable ; enfin, tout dans le comportement de ce familier, aussi bien l'abusif étalage que Sorlut faisait de leurs relations que sa manie de traîner après lui de très jeunes filles autres que la fiancée qu'il lui connaissait, devait inciter Le Troquer à considérer ce fantôme comme un intrigant et un individu suspect et à le tenir à distance ; toute naïveté devant être exclue chez un homme du caractère et de l'expérience d'André Le Troquer, on est bien obligé d'envisager comme l'explication la plus plausible de relations aussi étranges, l'hypothèse que Sorlut présentait l'unique intérêt pour Le Troquer d'amener à lui de jeunes personnes dont son âge et son éminente situation lui rendaient la quête difficile. »

Voilà comment les gamines perverses purent trôner certaines fois dans la loge présidentielle de l'Opéra, dans la tribune présidentielle au Palais-Bourbon, poser nues dans l'atelier d'Elisabeth P., ou encore siffler le whisky dont la cave du Butard était abondamment garnie, aux frais du contribuable ! Il est impossible de reproduire les passages du jugement décrivant les scènes qui se déroulèrent dans cette « folie » officielle, non plus que dans les autres du reste. C'est trop écœurant. Grotesques aussi, ces quelques lignes suffiront à s'en rendre compte :

— Déjà, au rez-de-chaussée, les deux hommes et la dame Pinajeff avaient commencé à soulever les jupes des jeunes filles « pour voir leurs jupons » ; Sorlut ayant parlé à l'oreille de Le Troquer, proposa de « monter » ; une fois dans la chambre, la dame P. déshabilla les deux mineures et se dévêtit elle-même en partie, Le Troquer, lui, se mettant en chemise et en chaussettes... »

Un grand homme dans l'intimité, quoi ! Ce qui se passait ensuite est encore plus lamentable. Un seul extrait de l'arrêt rendu quelques mois plus tard par la Cour d'Appel en donne une idée exhaustive :

— A la demande de Le Troquer, la dame P. avait accepté de faire le portrait de Danièle T. et a invité celle-ci à se rendre à son domicile, en octobre et novembre 1958, pour des séances de pose : d'après la mineure, à quatre reprises, Le Troquer étant présent, la dame Pinajeff, après

s'être dévêtue, la déshabillait et se livrait sur elle à des attouchements à la poitrine et aux parties sexuelles, pendant que Le Troquer, contemplant ce spectacle, se procurait à lui-même des satisfactions... »

*
**

Le tribunal, qui se veut bon prince, en arrive enfin à chercher et trouver des motifs humains, sinon des excuses, à un tel avilissement :

— Le brillant passé politique et professionnel dont se targue, justement sans doute, Le Troquer, ne peut à lui seul démontrer l'in vraisemblance d'une dépravation sexuelle à laquelle, l'âge venant surtout, ont cédé avant lui bien d'autres hommes dont l'armature morale n'était pas obli-



Tout ce qui reste aujourd'hui de l'affaire : un porte-clefs.

gatoirement d'une aussi forte trempe que leur intelligence et leurs aptitudes pour les luttes de la politique ou de la barre.

« Pas davantage les qualités mondaines ou artistiques de la dame Pinajeff ne suffisaient à elles seules à la mettre à l'abri de certaines tentations, ni à la dissuader, pour mieux s'attacher un amant dont la personnalité et la haute situation pouvaient la flatter, de certaines complaisances que la loi réproouve qu'en tant qu'elles mettent en jeu des mineures... »

Et plus loin :

— On ne peut pas ne pas tenir compte du long passé d'honorabilité de Le Troquer et des services qu'il a été appelé à rendre à son pays ; en faisant preuve de modération dans la répression des délits dont il le reconnaît coupable, le tribunal n'entend nullement épargner l'ancien titulaire d'une haute magistrature dont il a le premier oublié les devoirs d'insoupçonnable dignité qu'elle lui imposait jusque dans sa vie privée ; son seul souci est de ne pas accabler un vieil homme qui s'est beaucoup consacré au bien public dans des conditions parfois périlleuses ou délicates et pour qui le seul fait d'être traduit devant la justice répressive a constitué une épreuve plus dure que pour aucun de ses coprévenus...

En foi de quoi Le Troquer, ce jour-là, est condamné à

un an de prison avec sursis et 3 000 francs d'amende, tandis qu'Elisabeth P., « servante certes trop active des menus plaisirs de son ami », s'en tire avec seulement 2 000 francs d'amende. Elle ne fera pas appel. Ce en quoi elle sera mieux inspirée que Le Troquer, dont la peine sera confirmée par la Cour, avec ce considérant :

— Sa responsabilité apparaît comme particulièrement grave, en raison des hautes fonctions dont il était investi à l'époque des faits ; il convient toutefois de prendre en considération son âge avancé, qui peut expliquer, dans une certaine mesure, sa défaillance morale...

Il fera cassation, en vain, puis quittera ce monde pour un autre que l'on dit meilleur...

Indulgence pour les faiblesses de la chair

En première instance, ce 9 juin 1960, vingt-deux prévenus seront condamnés, un seul relaxé au bénéfice du doute, l'officier de police Pinabel, que défendait l'avocat Pierre Lemarchand, lequel fera beaucoup parler de lui quelques années plus tard...

Moins heureux devaient être deux de ses collègues, l'officier de police principal André Gauthier, quarante-huit ans, et le commissaire Pierre Gabrielli, trente-neuf ans. Le premier, affecté à la 1^{re} Brigade mobile, devait être condamné à deux ans de prison avec sursis en première instance, peine réduite à treize mois et 500 francs en appel. Le tribunal ni la Cour ne devaient retenir à son encontre les scènes de débauche dans son bureau, mais en revanche, allaient estimer que sa participation aux orgies en des lieux privés ne faisait aucun doute :

— Si on peut se montrer relativement indulgent aux entraînements de la chair, il ne saurait en être ainsi lorsqu'ils ont fait oublier au coupable les stricts devoirs de sa charge, disent les juges.

Le second devait écopier d'un an de prison avec sursis et 2 000 francs d'amende, ramenés à huit mois et 1 000 francs en appel, avec les considérants suivants :

— A reconnu les faits dont il s'est rendu coupable et a exprimé des remords paraissant sincères ; depuis lors, a été réintégré dans ses fonctions de commissaire de police ; les meilleurs renseignements militent en sa faveur et il mérite une application bienveillante de la loi.

Il avait d'ailleurs bénéficié de l'amnistie entre-temps, tout comme Le Troquer et le coiffeur D., lequel avait ramassé un an avec sursis et 6 000 francs d'amende, et s'était désisté de son appel.

Sorlut, lui, devait finalement être le seul à être frappé définitivement d'une peine ferme : cinq ans en première instance, ramenés en appel à quatre ans, eu égard à son amaigrissement en cours de détention.

Trois autres débauchés, le coiffeur Guillaume G., cinquante-sept ans, le glacier Georges B., quarante ans, alors gérant du Pavillon d'Armenonville, et du « Queenie » de la place de la Madeleine, et Jean-François J., trente-deux ans, directeur commercial de la « Grande Maison » (dans les cabines d'essayage de laquelle avaient lieu certaines scènes licencieuses !), condamnés respectivement, par le tribunal, les deux premiers à deux ans et le troisième à dix-huit mois de prison ferme, devaient

bénéficier du sursis en appel, avec dix-huit mois les uns et quinze mois l'autre !

Les quatorze autres inculpés avaient jugé préférable de ne pas faire appel !



Les parents des petites perverses, parties civiles représentées par M^{es} Baudelot, Jeancourt, Jean-Louis Tixier-Vignancour et Traxeler, qui demandaient des dizaines de milliers de francs de dommages et intérêts, devaient voir leurs prétentions singulièrement rabaissées par le tribunal, puis encore par la Cour. Juges et conseillers devaient exprimer successivement leur opinion quant aux reproches dont n'étaient pas à l'abri ces familles :

— Par son long aveuglement et un certain manque de surveillance et d'autorité, dit le tribunal de l'un des pères, il n'a pas peu contribué à rendre possible la dépravation de sa fille...

— Il y a lieu aussi, énonce de son côté la Cour, de retenir l'aveuglement et le défaut de surveillance de certains parents et également la facilité assez troublante avec laquelle les jeunes filles ont accepté les propositions obscènes qui leur étaient faites...

C'est un fait qu'il serait difficile de discuter. Mais, quoi que chacun puisse en penser, il va sans dire que ces adolescentes plus que précoces devaient rester profondément marquées par ces innombrables « soirées joyeuses » ou « galas » auxquels elles avaient pris part. L'une d'elles devait confesser aux juges son sentiment de déchéance ; une autre, déjà fortement perturbée à la suite d'un premier attentat subi à l'âge de douze ans, devait tenter de se suicider avant même l'issue du procès de ceux qui avaient profité d'elle ; soignée, elle a pu heureusement prendre le dessus et s'est finalement mariée. Une autre est partie aux Etats-Unis et a fondé un foyer. Mais la plus jeune, hélas, a mal tourné : jusqu'à sa majorité, elle a mul-

tiplié les fugues, entre maints séjours dans des centres de rééducation, puis, se livrant à la prostitution, est devenue une délinquante irrécupérable...

Il est d'autre part certain que ces cinq-là ne furent pas les seules mineures recrutées par les pourvoyeurs de ces ballets roses : bien d'autres y figurèrent, qui ne furent jamais identifiées ; déjà, le juge Sacotte, qui avait mené l'instruction, avait dû renoncer à recueillir les témoignages de trois autres petites victimes, Edwige, Marie-José et Claudine, car atteintes de « dépression nerveuse », elle jurèrent ne plus se souvenir de rien !

De même, du côté des amateurs, beaucoup allaient passer au travers :

— S'il avait fallu pousser l'enquête plus avant, la salle de la Cour d'Assises n'aurait pas été assez vaste pour accueillir tout ce joli monde ; bien des participants de ces réunions licencieuses n'ont pu être identifiés, ou bien leur cas n'a pas été jugé assez pendable : il en va ainsi pour un célèbre chef d'orchestre et son pianiste, pour un peintre connu, pour un statuaire et un médecin très mondain. Et encore, une douzaine de jeunes femmes, dont une chanteuse surnommée « Madame Offenbach », une marquise italienne prénommée Andrea, une certaine Mimi la Cannoise, ainsi qu'un colonel français et un major américain... » (4). La justice avait sans doute alors de bonnes raisons de ne pas aller plus loin...

Robert CARIO

(4) *Justice-Magazine*, N° 64, Avril 1960.

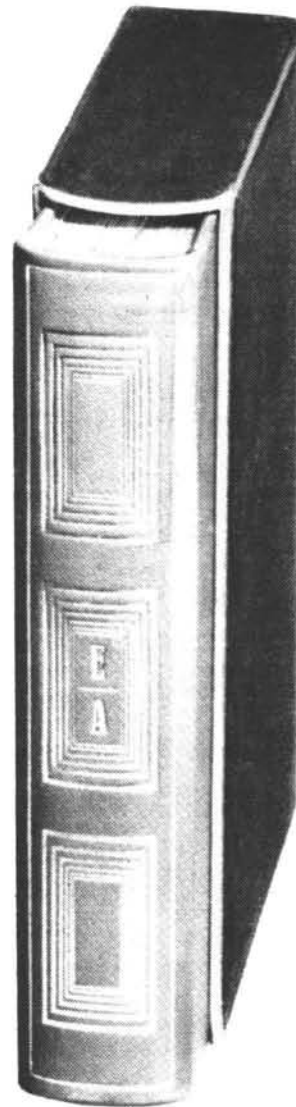
A PARAÎTRE PROCHAINEMENT

UNE SECONDE SERIE D'HISTOIRES
SECRETES DE LA V^e : Comment Salan
sauva sa tête • De Gaulle et la Haute Finance
• Vrais et faux attentats • Pouillon
et Cie • La santé du général • La
révolte du Président Coty, etc, etc.

Un musée interdit pour les bibliothèques qui ferment à clef

Pour la première fois, un ouvrage nous conduit par l'image dans le domaine interdit des œuvres les plus érotiques de tous les temps. Lo Duca a littéralement pillé pour vous, dans le monde entier, les réserves des Musées Nationaux auxquelles le public n'a jamais accès et les collections particulières les plus secrètes. "L'Érotique de l'Art" vaut à lui seul plus que toutes les collections "très particulières" puisqu'il contient 807 reproductions (en noir et en couleurs) d'œuvres érotiques des plus prestigieux artistes de tous les temps.

Relié en cuir véritable, à tranche dorée, décoré à l'or fin 24 carats, cet ouvrage, qui comprend 576 pages, deviendra le joyau de votre bibliothèque (Attention ! n'oubliez pas de la fermer à clef).



L'ÉROTIQUE DE L'ART

BON DE COMMANDE

à adresser à la librairie du Palimugre, 20, rue Dauphine Paris 6^e.

Je certifie être âgé de plus de 21 ans et vous commande L'ÉROTIQUE DE L'ART.

Je règle

☐ comptant au prix de faveur de 240 F.

☐ en 4 versements mensuels de 64 F dont ci-joint le premier.

J'effectue ce versement par ☐ chèque bancaire ☐ mandat poste

☐ chèque postal à v/CCP Paris 3895-68

Nom _____ Prénom _____

Profession (facultatif) _____

Adresse _____

Signature _____

Si cet ouvrage ne me convenait pas, je le retournerais en bon état dans les 5 jours à dater de la réception et serais immédiatement remboursé.



La cuisine des vacances

LES pessimistes ont décidément beau jeu à faire remarquer qu'à Paris la restauration pêche par une évidente insouciance des détails tandis qu'en province la cuisine des vacances reflète le mépris total dans lequel est tenu le client lorsque la carte est forcée...

L'optimiste, lui, veut encore espérer. Il cite quelques « grands » incontestables, se réjouit de la troisième étoile des Troisgros (à Roanne, et bien tard venue cependant), et garde secrètes quelques haltes savoureuses où la cuisine est plus une tradition qu'un commerce, moins une manœuvre d'art qu'une œuvre d'amour.

Entre les deux, le touriste moyen, le vacancier gourmand, est au régime de la douche écossaise et doit marquer d'une pierre blanche une simple omelette bien baveuse ou un poulet de chair ferme ayant échappé à la forcerie communautaire.

Il semble que toutes les « hostelleries » de France aient copié leur menu touristique sur celui des wagons-restaurants : minables hors-d'œuvre, poulet cresson frites ou rôti de veau haricots verts de conserve, fromage en plâtre et fruits talés.

La spécialité régionale, locale ? Ils en ont comme honte ! Et ne consentent à la servir que parisianisée, tremblant de n'avoir point la bénédiction de la Faculté, de la diététique et de Tante Agathe qui, dans le magazine dans le vent, donne de si bonnes recettes pour faire un cassoulet-sans-haricots-qui-font-grossir ou les-tripes-sans-graisse-grillées-au-barbecue.

La seule originalité qu'ils tolèrent est celle du nom. De Dunkerque à Marseille, la même fade escalope au jambon dans sa sauce farineuse devient « la pièce de veau Cordon Bleu », le « Délice Savoyard » ou le « steak de veau Hortense ». De la même façon, les frites sont pommes Pont-Neuf, chips ou paille, mais restent éternellement frites, et mauvaises frites parce que de mauvaises pommes de terre et cuites à la va-vite dans une huile à tout faire.

Aussi bien les chefs ou restaurateurs ont le culot de vous répondre : « C'est le client qui exige des frites. Il ne veut pas d'autres légumes ! »

BRASSERIE LIPP
Choucroute-Bière
Saucisses Francfort
Harengs Baltique
151, boulevard Saint-Germain - 548-53-91
Fermé le lundi
Fermeture annuelle en Juillet

RASPOUTINE
Le Restaurant Cabaret Russe
des Champs Elysées
Dans un décor comme on croit en rêver,
vous passerez une soirée de boyard...
tous les soirs de 21h à l'aube
58, rue Bassano ELY: 04-31
Fermeture annuelle du 28/7 au 27/8

A L'ALLIANCE
CHEZ THÉRÈSE ALBAN
Ris de veau aux morilles - Poulet sauté
au vinaigre - Côte de veau sous la cendre
et le « Bouribou » (canard au sang).
13, r. Vivienne (M^o Bourse). CEN. 44-48
PMR : 30 F - Fer. Dim.
Fermé en Juillet - Ouvert en Août

LES MEILLEURES GRILLADES ET TRIPERIES DE PARIS
A LA VILLETTE
porte de Pantin
SUR 200 MÈTRES
Av. Jean-Jaurès
Parking facile
182 AU PETIT NORMAND BOT. 14-57
184 FERME de la VILLETTE NOR. 60-96
188 AU BŒUF COURONNÉ NOR. 89-52
190 CHEZ DAGORNO NOR. 02-29
192 AU COCHON D'OR BOT. 33-81
212 L'HORLOGE BOT. 71-01
A 10 minutes de l'Etoile
par le PÉRIPHÉRIQUE

La Poularde Landaise
4, R. St PHILIPPE DU ROULE (B) ELY 20-25
Foie Gras. Confits. Pipérade
Cassoulet. Andouillette aux herbes
PATISSERIES maison F. sam. soir et dim.

EL CATALAN
LE MEILLEUR SPECTACLE
FLAMENCO DE PARIS
DINER à 21 h. BAR : Concert Flamenco
CHANT DANSE ET GUITARE
MENU : 38 F TOUT COMPRIS et à la CARTE
16, r. des Grands-Augustins (6^e). DAN. 46-07
Fermé Dimanche

La Gauloise
Pierre CAMBIN propriétaire
Spécialités
basco-béarnaises et landaises
59, av. Motte-Picquet-15^e SEG. 11-64
Parking assuré - Fermé dimanche

MARTIN-ALMA
COUSCOUS au MECHOUI
ROTI ENTIER à la BROCHE
PAELLA PASTILLA MAROCAINE
Salon élégant de 10 à 50 couverts
On livre à domicile. Ouv. tous les jours
44, r. J.-GOUJON. ELY. 28-25 et 28-78

Le culte des légumes, tel qu'il fut chez le grand Burtin, à Mâcon, chez Dumaine plus tard, chez quelques autres chefs dignes de ce nom, n'existe plus. Le jambon aux cinq purées d'Alexandre Dumaine nous semble aussi loin que les brocoli italiens dont l'Angleterre est justement férue et que je retrouvai l'an dernier sur toutes les cartes de Jersey, l'île incomparable si chère à mon cœur et à mon estomac. Pourquoi ne trouve-t-on pas de brocoli sur les cartes françaises ? Et, en saison, des crosnes, des bahmias, des blettes ? Garin fait figure d'original en servant une purée de céleri et une de haricots verts avec ses viandes, ce qui, dans un restaurant de sa classe, devrait être la moindre des choses. Et la laitue braisée, les fèves fraîches, les cardons ? Et le concombre en olivettes, si savoureux avec la sole ou la poularde ?

Nous avons à l'A.A.A.A.A. (Association amicale des amateurs d'authentiques andouillettes, faut-il le redire) longtemps cherché l'accompagnement idéal de celles-ci. Naturellement, pas les frites ! Gras sur gras est l'erreur souvent commise, diététique autant que gustative : le saucisson chaud que l'on s'obstine à servir avec des pommes à l'huile alors que Lyon, sa patrie, donne l'exemple en proposant des pommes à l'anglaise, ou les filets de harengs eux-aussi singulièrement meilleurs avec des pommes vapeur, en témoignent. Donc répudions les frites. Mais proposons, au lieu d'une purée ordinaire qui serait déjà mieux, une purée de lentilles, de fèves, de haricots rouges, de pois cassés. Ou encore des oignons frits. Ou, ainsi qu'une fois chez Pierre Traiteur, du chou rouge cru finement ciselé, assaisonné à la moutarde et au citron. J'en oublie.

Il faudra longuement revenir sur ce mépris des détails qui se fait sentir, chez les plus grands, à Paris surtout. Cela débute au hors-d'œuvre (sur les cinq « Trois étoiles » de Paris, chez qui j'ai commandé une salade de tomates, une fois seulement le maître d'hôtel me demanda à quelle huile je la désirais) et finit au café, aux cigares. Laisser à une dame de vestiaire le soin de « soigner » les cigares marque, de la part d'un patron, une désinvolture condamnable, mais hélas ! courante.

J'en ai parlé au président Julien François, proposant que des cours soient organisés, dans les écoles hôtelières, cours si j'ose écrire « de clients », expliquant aux futurs restaurateurs et hôteliers ce que ledit client est en droit d'attendre d'eux. Car un repas est un tout et servir à point une bonne cuisine ne suffit pas. Trop de chefs et patrons, parce qu'ils réussissent magnifiquement le cassoulet ou la soupe de poissons, l'omelette norvégienne ou la poularde Nélusko, s'imaginent avoir, en les servant, tout fait. Et la baguette est de l'affreux pain moulu, le poivre moulu, l'ananas au kirsch fantaisie, le café une infecte lavasse ou un expresso amer.

Ce café qui est la honte du petit déjeuner français, dans 999 hôtels sur 1 000 !

Mais laissons Paris, puisque les routes s'ouvrent aux départs, aux vacances !

Faire son année en moins de trois mois impose sans doute à l'hôtellerie saisonnière des tours de force ou... des coups de fusil ! L'on voudrait n'en être pas les victimes unilatérales !

Oh ! ce n'est pas le procès d'une profession que nous cherchons à faire. Les bonnes auberges existent encore qui ne sont pas toutes sur les guides. Et même je voudrais demander au lecteur de nous les signaler.

Mais ne faut-il pas aussi crier casse-cou aux profiteurs du gréganisme militant — et je pense particulièrement à la Côte d'Azur, où la civilisation de l'ouvre-boîte et l'imposture des herbes fait ravages !

Voilà un beau motif à discussion, tenez ! J'avais écrit qu'il n'y a pas de cuisine provençale ou, plus exactement, qu'elle n'est qu'un semblé-cuisine, un attrape-touriste. Quel tollé ! J'aurais dû mieux préciser, et un correspondant le remarque : « Ce que vous stigmatisez à juste titre n'est pas la cuisine provençale, mais la cuisine littorale. »

Soit.

C'est, en tout cas, un beau sujet de devoirs de vacances !

Shéhérazade

3, rue de Liège - TRI. 85-20
le plus ancien cabaret-restaurant russe de Paris
Roger BAURIEUX et ses tziganes
UN CADRE DES MILLE ET UNE NUITS
et une cuisine russe de Gde Tradition
TOUS LES SOIRS de 21 heures à l'aube

AUX CHAMPS-ÉLYSÉES
VIA VENETO ELY.
86-34
DÉJEUNERS D'AFFAIRES
DINERS - SOUPERS
FRANCO DE ANGELIS
à la guitare
13, rue Quentin-Bauchart
fermé dimanche
Fermeture annuelle du 21/7 au 19/8

DANS UN CADRE 18°
LE MOUSQUET
Jacques Leblanc, maître-rôtisseur
GRILLADES AU FEU DE BOIS
SPÉCIALITÉS DU VAL-DE-LOIRE
22, r. Champ-de-Mars, Paris 7° 468.52.69
FERMÉ LE DIMANCHE

LES ARÊTES
165, Bd Montparnasse. DAN.25-98
DÉJEUNERS D'AFFAIRES. DINERS
Un vrai restaurant de poissons...
SOUPERS après spectacle

Ouvert tous les jours

au Cadet de Gascogne
PLACE DU TERTRE - Mon: 71-73
un panorama unique au monde
DÉJEUNERS - DINERS - SOUPERS
Salons de 10 à 80 couv. pour réceptions, banquets, etc.

L'AUBERGE ESPAGNOLE DE PARIS
LA VENTA
DINER-SPECTACLE Cuadro Flamenco
33, R. GUÉNÉGAUD DAN 69 85 (F. dimanche)
L'AUBERGE ESPAGNOLE DE PARIS
LA VENTA
DINER-SPECTACLE Cuadro Flamenco
33, R. GUÉNÉGAUD DAN 69 85 (F. dimanche)

GORISSE

84, rue Nollet (17°) - MAR. 43-05

Andouillette
Lapin à la moutarde

et les mercredis et samedis midi
LA TRADITION DU POT AU FEU
os à moelle

Fermé samedi soir et dimanche

Fermeture annuelle 10/8 au 9/9

VAGENENDE

142, boul. Saint-Germain
AUTHENTIQUE CADRE 1900

Tous les jours

4 SPÉCIALITÉS
GASTRONOMIQUES

Fondue bourguignonne
SOUPERS après spectacle jusq. 2 h mat.
Sa terrasse fleurie
Rés. : DAN. 68-18

Dans une grange de la Butte Jacques
LE BOUC a conservé l'ambiance bon
enfant de Montmartre. Diners camp-
gnards, chansons, attractions. Vous
passerez une soirée complète.

la grange au bouc

42 r. Chevalier de la Barre
Tous les soirs 19h à l'aube
ORN. 78-95 - Fermé Dim.

Fermeture annuelle : le mois d'août

LIBRAIRIE DU CRAPOUILLOT

3, place de la Sorbonne - Paris (5^e)
Chèque Postal : 417-26 Paris - Téléphone : 033-87-91

DISPERSION DE LA BIBLIOTHEQUE DE JEAN GALTIER-BOISSIERE

BEAUX ILLUSTRES ROMANTIQUES

Scènes de la vie privée et publique des animaux, par Grandville ill. de tr. nomb. vignettes. Etudes de mœurs contemporaines par : Balzac, George Sand, Charles Nodier, Stahl, E. de la Bédollière, etc. In-8° sous rel. (usag.) romantique demi-veau havane, plats frottés, éd. populaire (21 x 31) (rouss. habituelles). Paris Maresq et Havard 1852 100,00

Marye Lafon : **Les aventures du Chevalier Jaufré et la Belle Brunisende**. In-8° sous tr. jolie rel. romantique demi-chagrin cerise, dos à nerfs tr. orné. **Premier tirage** de ce très rare **Gustave Doré**, ill. de 20 grav. sur bois de sujets moyenâgeux, combats de chevaliers, etc. Paris, Librairie Nouvelle 1856. F. Billard : **Deux années au Brésil**. Fort in-4° carré (15 x 25) sous rel. demi-chagrin vert, dos orné, tr. dorées, ill. de 120 vignettes de l'ép. Très bel état intérieur. Hachette 1852. 85,00

Le Diable à Paris. Paris et les Parisiens à la plume et au crayon par Gavarni, Grandville, Bertall, Cham, Alfred de Musset, George Sand, P. J. Stahl, Eugène Sue, Soulié, Gustave Droz, etc., 4 tomes rel. en 2 forts vol. in-8° (17 x 27) sous rel. demi-basane rouge, dos orné (pet. écorchure au cuir, parfait état intérieur). Paris, Hetzel 1868. 100,00

Cervantès : **Don Quichotte**, 2 forts vol. in-folio (28 x 37) sous tr. belle rel. d'ép. demi-chagrin cerise à coins, dos à nerfs, orné de 370 compositions de **Gustave Doré**, grav. sur bois par H. Pisan. Avec une notice de 24 p. sur la vie et les ouvrages de Cervantès par Louis Viardot. Paris Hachette 1869. Les 2 Vol. (recherché). 400,00

Alfred de Musset : **Œuvres complètes**. Bel ex. de cette excellente édition très bien imprimée, en 11 volumes in-8° sous rel. d'ép. demi-chagrin prune à coins, tête et tr. dorées, orné de 28 grav. par Bida. Notice sur Alfred de Musset par son frère. Paris Charpentier, 1876. Parfait état. Les 11 volumes. 380,00

Milton : **Le Paradis perdu**. Bel in-folio (34 x 44) sous belle rel. plein chagrin, dos tr. orné, encadrement sur les plats de sept filets dorés. Traduction de **Chateaubriand**, précédé de réflexions sur la vie et les écrits de Milton par **Lamartine**, enrichi de vingt-sept magnifiques estampes originales en hors-texte, gravées au burin

sur acier. A Paris, chez Gustave Guérin 1881. 200,00

Très bel exemplaire.

Duc d'Orléans : **Récits de campagne**, publiés par ses fils, le Comte de Paris et le Duc de Chartres. In-8° (20 x 28) sous superbe rel. demi-chagrin rouge à coins, dos à nerfs tr. orné, tr. dorées, ill. de 250 grav. sur bois d'après **Dauzats, Decamps, Ingres, Raffet, Horace Vernet**, etc., Paris, Calmann Lévy 1892 (Très bel état) 150,00

Episodes du Siège d'Anvers. Journal de l'Expédition de Mascara. Journal de l'Expédition des Portes de Fer. Index bibliographique des officiers nommés dans cet ouvrage. **Magasin d'Education et de Récréation**, deuxième semestre. Un fort vol. in-4° sous rel. pleine toile rouge de l'édit. entièrement orné de fers spéciaux, tr. dorées. **Etat de neuf**. Paris, Hetzel 1896 80,00

Ce vol. contient entre autres l'éd. pré-originale de deux romans de Jules Verne : « Face au drapeau » et « Clovis Dardentor », avec les merveilleuses grav. sur bois de **Bennett**.

BEAUX ILLUSTRES

A. Celliez : **Les Reines de France**. In-8° (18 x 28) sous rel. romantique pleine percal. marron, dos et plats fers spéciaux mosaïqués or, vert et rouge. Bel état, très décoratif. Ill. de 10 tr. jolies eau-fortes sur chine. Paris Ducrocq (s.d.) vers 1840 180,00

Dynastie mérovingienne. Dynastie carolingienne. Epouses des rois de la dynastie capétienne. Branche des Valois, Branche des Bourbon. Octave Uzanne : **La Femme à Paris. Nos contemporaines**. Notes successives sur les Parisiennes de ce temps dans leurs divers milieux, états et conditions. Gr. In-8° br. (19 x 28) sous couv. ill. orné de tr. nomb. et charmantes ill. hors-texte et in-texte en noir et en couleurs. Très belle publication fin de siècle tirée à petit nombre. **Un des ex. sur japon**. Parfait état. Rare. 1894 200,00

La Comédie Française, par André Rouveyre. Préface de **Robert de Montesquiou**. Album gr. in-folio (39 x 57) dans son cart. d'origine demi parchemin, fers spéciaux (lég. défr.) ill. de 24 remarquables et féroces caricatures en couleurs de : Mounet-Sully, Cécile Sorel, Albert Lambert, de Féraudy, Bartet, Coquelin-Cadet, etc.

Cet album très rare et très recherché fut tiré à un très petit nombre d'exemplaires numérotés.

Cet ex. comporte un envoi autog. de Rouveyre et un de Montesquiou. Paris (s.d.) vers 1910 250,00

Un extraordinaire document sur le théâtre d'avant 1914.

HISTOIRE

Dayot : **L'Invasion. Le Siège - 1870. La Commune. 1871**, gravures, sculptures, médailles, photographies, autographes, objets. In-4° oblong (28 x 34) sous rel. de l'édit. demi-chagrin cerise à coins. Précieux document très recherché. Paris, Flammarion 50,00

Histoire de la III^e République, sous la direction de Jean Héritier 2 Vol. gr. in-4° (24 x 32) sous rel. édit. fers spéciaux, orné de centaines de gravures et photographies en noir et en couleurs. Paris (s.d.) vers 1930. Parfait état. Les 2 vol. 200,00

Une mine de documents.

NUMEROS ANCIENS DU « CRAPOUILLOT » EN EDITION DE LUXE

Nous disposons encore de quelques éditions de **luxe (en très petite quantité)** du « Crapeuillot » que nous soldons à 7,50 F le numéro (au lieu du prix d'édition de 12 F). Nous conseillons à nos lecteurs de compléter leur collection pendant qu'il en est encore temps. Un certain nombre de titres pouvant se trouver épuisés le temps que vos commandes nous parviennent, nous vous serions reconnaissants de nous indiquer des titres de remplacement :

Le Monde des rêves - Bobards 39/45 - Les Pieds dans le plat - La Farce des Services secrets - Les Sciences occultes - Les Bonnes Manières - Comment on devient milliardaire - Procès célèbres Tome I - Dictionnaire de la Conversation, 2 tomes - Petite Histoire de l'Armée Française - Scandales de la IV^e, tome II - Comment ils se ruinent - Dictionnaire des Girouettes, 2 tomes - Les Cocus célèbres - Tords-lui le cou - Les Médecins - Dictionnaire des Contemporains, 2 tomes - La Satire Politique - Montmartre - Histoire de l'Amour en France, 2 tomes - Paris-Pittoresque, 3 tomes - Les Erreurs judiciaires - Les Instituteurs - Les Beaux Mariages - Les Faux Génies - Psychanalyse et sexualité - Histoire du Cinéma, 2 tomes - Radio-Télé - L'Erotisme - Les Capitulations - Histoire des Papes - Mythes et Mystères de la grande presse - Hommage au « Crapeuillot ».

NOUS PUBLIONS UN CATALOGUE MENSUEL QUE NOUS ADRESSERONS SUR DEMANDE A TOUS NOS CORRESPONDANTS QUI NOUS PASSERONT DES COMMANDES D'UNE VALEUR EGALE OU SUPERIEURE A 100 FRANCS.

CONDOR



n'a qu'une seule politique...

LA DETENTE

CONTRE LA FATIGUE, MALADIE DU SIECLE... LE FAUTEUIL DE RELAXATION

CONDOR

Le fauteuil de relaxation automatique CONDOR a été créé sous contrôle médical pour maladies nerveuses, affections cardiaques, troubles circulatoires, colonne vertébrale, fatigue générale, etc... Robuste et luxueux, élégant en toutes positions (du fauteuil au lit) CONDOR est d'un confort sans pareil.



CONDOR

Hall d'exposition et bureaux :

212, rue La Fayette (métro : Louis-Blanc)

Tél. : 205.28.35

ouvert toute la semaine (samedi compris)

CATALOGUE CR sur demande

100 coloris et revêtements différents s'adaptant à tous les intérieurs.



KLM vous propose de découvrir le monde sans en faire le tour. Comment ?

En visitant l'Afrique du Sud : 17 jours, 4 095 F



Entre Paris et Paris, la plus belle escale que vous puissiez faire, c'est l'Afrique du Sud : un périple de 17 ou 20 jours, organisé par la compagnie aérienne spécialiste de l'Afrique du Sud : KLM

Ce qui, en définitive, ne vous coûtera guère plus cher que des vacances banales dans une station traditionnelle : à partir de 4 095 F tout compris.

Mais que de choses vous découvrirez : en fait, le monde entier, puisque tous les paysages du monde se rencontrent là-bas en un singulier contraste.

D'abord, Pretoria, la ville aux 60 000 jaracandas, ces arbres qui s'épanouissent en voûtes mauves par-dessus 80 boulevards. Étaient-ils déjà plantés lorsque les Boers défendaient les Ports de Klapperkop et de Sorskop dont les vestiges sont à voir ? Ou bien datent-ils seulement de 1905 lorsque le 26 janvier fut découvert à Diamond Premier le plus gros diamant du monde, le Cullinan : 3024 carats 3/4 ?

Ensuite Le Cap et la Péninsule du Cap (d'où les robustes Voortrekkers s'élancèrent à la conquête de l'intérieur). Votre première vision sera la majestueuse Montagne de la Table qui domine la ville. Tout au long des 150 km de la côte vous rencontrerez quelques unes des plus belles plages du monde, vous dégusterez

dans des celliers centenaires des vins généreux et fruités qui préluderont à un exquis déjeuner de fruits de mer, vous passerez l'après-midi dans une crique et la soirée dans un cabaret typique. Vous ne manquerez pas non plus les vendeurs de fleurs et le Coon's Carnival, le Carnaval Bantou. Et après une incursion dans la réserve naturelle, vous vous arrêterez à l'extrême pointe du Cap : ici se rencontrent - et parfois s'affrontent en de titanesques tempêtes - deux océans.



Entre Le Cap et Port Elizabeth, vous suivrez depuis Mossel Bay la Route des Jardins, corniche fleurie bordée de lacs miroitants. Vous vous recueillerez devant l'Arbre de la Poste, vieux de 466 ans et vous pêcherez peut-être un espadon noir gigantesque. Puis ce sera Port Elizabeth, surnommée "Ville amicale", tant elle est accueillante... même avec son parc aux serpents : 425 espèces ultravenimeuses.



Après avoir séjourné 48 heures à Durban - son marché indien, son Festival Shendé, ses plages style Miami - et exploré la Vallée des Mille Collines, l'une des formations géologiques les plus surprenantes du monde - vous consacrerez 6 jours au Parc National Kruger. Sur ses 19 000 km²... la plus vaste collection d'animaux sauvages du globe : de l'antilope duiker rouge à l'hippopotame de 3 tonnes, 12 000 buffles, 2 400 éléphants, 1 100 lions, 180 000 impalas... à portée de vos caresses, si vous osez. Des savanes, des forêts, des couleurs, la brousse, les baobabs géants... Pour vous héberger et vous recevoir, des bungalows somptueusement aménagés, des restaurants.

Munissez-vous non de fusils, mais de caméras.

Enfin après Johannesburg (les danses des mineurs indigènes - le Jardin des Fleurs Sauvages) et Victoria Falls (les légendaires Chutes du Zambèze, infiniment plus spectaculaires que celles du Niagara), vous regagnerez Paris.



Au total, une masse fabuleuse de visions insolites et de plaisirs inconnus. Un kaléidoscope de paysages à vous couper le souffle et de visages que vous n'oublierez jamais. 5 000 km qui vous sembleront très courts... des hôtels de grand luxe, des repas pimentés de spécialités locales, du bruit et du calme, du réalisme et de la poésie, du charmant et de l'inquiétant, du soleil, des plages, du sport... bref : l'Afrique du Sud... le monde entier sur 1 200 000 km² : 2 fois la France.



N'êtes-vous pas tenté ?

Si oui, dépêchez-vous : bientôt il sera peut-être trop tard.

Voyez aujourd'hui même votre Agence de Voyages ou KLM : à Paris 36 bis, av. de l'Opéra ou 100, av. des Champs-Élysées - à Lille 15, place Richebé - à Lyon 6, place des Jacobins - à Nice aéroport.



Veuillez me faire parvenir, sans engagement de ma part :

- votre programme de voyages en Afrique du Sud et en Rhodésie
- votre documentation sur l'Afrique du Sud
- votre programme complet de voyages en 1968

Je désire par ailleurs recevoir régulièrement vos horaires.

NOM..... Prénom.....

ADRESSE

..... Profession

A découper et retourner à : KLM 36 bis av. de l'Opéra - PARIS

